

## La France et les islamistes algériens

L'HEURE des révisions des relations avec les anciennes colonies. On s'attendait déjà que la seizième sommet franco-africain, la semaine prochaine à La Baule, revête un caractère moins routinier que naguère en raison des récents événements en Côte-d'Ivoire et au Gabon. Mais voilà que le clignotant rouge ne s'allume pas seulement au sud du Sahara. L'Algérie du président Chadli, pour laquelle Paris avait eu « un coup de passion » au début du premier septennat, est submergée par le raz-de-marée islamiste.

M. Abassi Madani, aujourd'hui triomphant, et quelques-uns de ses amis se trouvaient en prison au début de la décennie 80, quand ministres et responsables du Parti socialiste défilaient à Alger pour des embrassades avec leurs homologues du gouvernement et du FLN. Bien peu de ces visiteurs se sont souciés alors du respect des droits de l'homme par leurs hôtes.

Si quelques doutes affleuraient quand même, on les faisait taire au nom des nécessités du commerce et de l'intérêt supérieur de la francophonie. Certes, le gaz algérien était facturé au prix fort, mais il y avait toujours l'espoir de contrats fabuleux en contrepartie. La chute des ventes, la crise du logement étaient oubliés au profit des belles statistiques de l'éducation nationale montrant que les Algériens francophones étaient plus nombreux qu'avant l'indépendance.

Les mêmes considérations ont prévalu après les émeutes d'octobre 1988. Un pari a alors été fait par la France en faveur d'un président qui avait tout de même ordonné de tirer sur la foule, précisément parce qu'il était considéré comme l'ultime rempart contre une poussée islamiste devenue évidente. L'habileté manœuvrière de M. Chadli Benjedid est telle qu'on ne peut exclure une tentative de compromis entre lui et les vainqueurs des élections locales, mais il faut compter à tout le moins sur un partage du pouvoir.

Les anciens démons oubliés par les hôtes du FLN, les arabisants, laissés-pour-compte des filières universitaires performatives, n'ont certainement pas la mémoire courte, mais l'exercice de responsabilités nouvelles pour les conduire à réviser des idées simplistes sur la France et l'Occident. Encore faudrait-il les y aider. M. Mitterrand croit certainement bien faire en précisant que la France « accepte » le choix des Algériens pour des gens qui ont les nerfs à fleur de peau, ce sont déjà des paroles en trop.

Même exaltés, les islamistes ne sont pas des sots. Ils savent très bien que les événements d'Algérie sont aussi un événement en France, un pays qui ne sera jamais comme les autres pour les Maghrébins. Sur l'immigration, sur les nouvelles formes de coopération, ils ont des choses à dire. Paris doit chercher le langage approprié pour ce dialogue ardu.

Lire nos informations page 3

M 0147 - 6190 - 5.00 F



## Les opposants traqués à Bucarest

Les mineurs appelés à la rescousse par le président Iliescu font régner l'ordre et la terreur dans la capitale roumaine

Les mineurs appelés par le président Iliescu continuant de faire régner l'ordre et la terreur vendredi matin 15 juin à Bucarest. Selon la télévision, six cents personnes ont été arrêtées, dont des enfants de moins de quatorze ans.

Le bilan officiel est de cinq morts et des sources concordantes font état de plusieurs centaines de blessés. Les opposants qui ne sont pas hospitalisés ou en état d'arrestation se cachent.

La Commission de Bruxelles a suspendu vendredi la ratification d'un accord de coopération économique avec la Roumanie.

BUCAREST

de notre envoyé spécial

Il suffisait de voir, vendredi matin 15 juin à Bucarest, les gens baisser à nouveau la tête en marchant dans la rue comme au plus beau temps de la dictature de Nicolae Ceausescu pour comprendre que la révolution roumaine, si elle a été déclenchée, n'est que le début d'un processus de déclin. Place de l'université, là où pendant près de deux mois



les « golans » (voyous, comme les avait appelés M. Iliescu), inefficaces, et sans réelle stratégie politique chantaient jour et nuit des refrains anticomunistes, des centaines de mineurs, bâtons, gourdin, tubes de plastique à la main, font régner « leur » loi.

C'est tout simplement une chasse au facinoré qui a été déclenchée. « Il ne faut pas bon avoir l'air d'un intellectuel ; des lunettes, des cheveux un peu longs, une barbe, des jeans

même, et vous êtes aussitôt arrêté par les mineurs qui contrôlent vos papiers d'identité et vous donnent en prime un coup de matraque dans le dos », confie un étudiant qui, signe des temps, ne veut pas donner son nom. Comme d'ailleurs tous ceux qui acceptent de parler.

Autre signe du temps : la police semble totalement dominée par les « gueules noires ». Comme si, elle aussi, avait peur.

JOSÉ-ALAIN FRALON  
Lire la suite page 4

## Un entretien avec M. Mauroy

« La classe moyenne attend aujourd'hui un discours qui s'adresse à elle »

La PS organise, dimanche 17 juin, des « Rencontres socialistes pour une nouvelle étape sociale », en conclusion desquelles M. Michel Rocard doit préciser ses projets en la matière. Dans l'entretien qu'il a accordé au « Monde », M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du Parti socialiste, souligne la nécessité de répondre aux attentes des salariés, particulièrement ceux des classes moyennes.

« Quel contenu donnez-vous à la nouvelle étape sociale que vous demandez ? »

« La véritable réussite économique à laquelle on assiste est portée à l'actif du gouvernement de Michel Rocard, mais, aussi, du président de la République et du Parti socialiste. Les socialistes s'en réjouissent, mais ils attendent aussi une véritable réussite sociale. On a créé la richesse ; il est maintenant indispensable de la répartir. Compte tenu des attentes, il faut s'engager sur la voie de ce que j'ai appelé, il y a un an, une nouvelle étape sociale.

« Depuis 1983, la politique sociale a eu principalement pour objet de lutter contre les exclusions et la grande pauvreté. Le prix de la crise était là : il était donc normal de diriger d'abord

l'effort vers les plus démunis. D'où l'instauration du revenu minimum d'insertion, la loi sur le surendettement des ménages, l'action en faveur des logements sociaux.

« Dans le même temps, entre les 5 % de défavorisés et les 5 % en haut de l'échelle des revenus, qui sont les victimes et les bénéficiaires principaux de la crise, l'immense classe moyenne des actifs a eu le sentiment que son pouvoir d'achat diminuait. Cette situation a créé des attentes, provoqué des abstentions et, parfois, suscité des conflits.

Propos recueillis par  
PATRICK JARREAU  
et MICHEL NOBLECOURT  
Lire la suite page 8

Pouvoir d'achat :  
des évolutions moins inégales depuis 1987

Lire page 30 - section C, l'article d'ALAIN VERNHOLES

## Quel nouveau rôle pour l'Allemagne ?

Même, et surtout, si elle fait partie de l'OTAN  
L'Allemagne peut être un trait d'union entre la Communauté des douze et « l'autre Europe »

Après de vives discussions internes et en dépit de leurs divergences avec M. Helmut Kohl, les sociaux-démocrates ouest-allemands (SPD) ont finalement décidé, jeudi 14 juin, de ratifier dans un peu plus d'une semaine au Bundestag le traité d'Etat avec la RDA.

par Daniel Vernet

Divisée, l'Allemagne s'interrogeait sur son identité ; en passe d'être réunifiée, elle se demande quel sera son nouveau rôle dans l'Europe qui s'ébauche. De cette Europe où l'ouverture du rideau de fer ont créé une situation inédite et instable, on ne peut parler sans revenir sans cesse sur la question allemande (1). Question historiquement double depuis le dix-neuvième siècle : quelles frontières et quel régime ?

Pour la première fois, les frontières de l'Allemagne pourraient être fixées sans que les voisins se sentent menacés et en même temps cet ensemble allemand va se constituer sous un régime démocratique. Ce n'est sans doute pas assez pour que disparaissent toutes les craintes des Etats environnants - l'Allemagne est en Europe le pays qui a le plus grand nombre de voisins, - et c'est pourquoi les Allemands et les autres Européens discutent à perte de vue sur le rôle - certains pensent la mission - de cette Allemagne.

Une « Allemagne européenne », et non une « Europe allemande », dit-on officiellement à Bonn pour exorciser les vieux démons. Si le terme n'avait pas une connotation péjorative, l'Allemagne se verrait bien jouer l'« honnête courtier » entre l'Est et l'Ouest. Il ne s'agit pas pour elle de s'adonner à un jeu de bascule entre l'Occident libéral et le monde socialiste.

Lire la suite page 4

(1) L'Europe en mutation était le thème des récents Römerberggespräche organisés depuis 1973 à Francfort-sur-le-Main.

### Un « plan vert » pour la France

Le secrétaire d'Etat à l'environnement, M. Brice Lalonde, a mis au point un plan national pour l'environnement, préparé par ses services à la demande du premier ministre. Ce « plan vert », qui devrait faire l'objet d'un débat à la session parlementaire d'automne, définit ce que pourrait être la politique en la matière au cours des dix prochaines années. S'il est approuvé, il entraînera un doublement de la dépense en

faveur de l'environnement, publique comme privée (de 80 milliards de francs en 1989 à 155 en l'an 2000). L'administration de l'environnement, érigée en ministère de plein exercice, verrait ses effectifs tripler grâce à la mise en place de services extérieurs, animés par des fonctionnaires spécialement formés.

Lire page 9 - section B  
l'article de ROGER CANS

### Pathé : le veto de M. Bérégovoy

Le ministre de l'économie et des finances a décidé, vendredi 15 juin, de s'opposer à la prise de contrôle de Pathé-Cinéma par M. Gian Carlo Parretti qui possédait déjà 48 % du troisième groupe cinématographique français et souhaitait racheter le reste.

Considérant que « l'opération envisagée est de nature à mettre en cause l'ordre public », M. Pierre Bérégovoy a exercé son droit d'« ajourner » le

rachat en application de l'article 56 du traité de Rome. Le coup est dur pour l'homme d'affaires italien, qui doit au même moment bouclier son OPA sur la Metro Goldwyn Mayer, aux Etats-Unis. Il relance, aussitôt toutes les interrogations sur l'origine des fonds de M. Parretti.

Lire page 23 - section C  
« L'étrange ascension de M. Parretti », par JEAN-FRANÇOIS LACAN

CHAUMET  
PARIS

620 F  
13 600 F  
17 000 F

PARIS - LONDRES - MADRID - TOKYO - HONG KONG  
45, AVENUE GEORGE V 75008 PARIS - TEL. : (1) 49-52.05.25

### Grève à la SFP

Les syndicats dénoncent la responsabilité des pouvoirs publics  
page 28 - section C

### La CGE majoritaire dans Framatome

Une opération réussie malgré l'opposition du chef de l'Etat  
page 23 - section C

### Eurotunnel sans TGV

La liaison ferroviaire rapide entre Londres et la Manche est reportée faute de subventions  
page 25 - section C

### Le second tour des élections en Bulgarie

Un entretien avec le premier ministre  
page 5

### Pas d'adoption à l'amiable

Un juge de Montpellier refuse un accord entre deux familles  
page 10 - section B

### Mondiale

Le vétéran Roger Milla qualifie le Cameroun  
- Les « touristes » américains ont tenu tête aux « professionnels » italiens  
page 11 - section B

### SANS VISA

Le Pérou au bout du lac  
« Gastronomie » Jeux  
Pages 15 à 18 - section B

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 30 - section C



## DÉBATS

## Libération

## Un absent sur la photo

par Suzanne Bidault

**J**e viens de découvrir, apposée sur les murs des stations de métro parisiennes, l'affiche diffusée à l'initiative de « Paris ville compagne de la Libération » et qui représente le général de Gaulle sous l'Arc de Triomphe, ayant à sa droite André Le Troquer et Alexandre Parodi à sa gauche, juste avant la descente des Champs-Élysées. L'absence sur cette affiche de Georges Bidault, successeur de Jean Moulin à la tête du Conseil national de la Résistance, ne saurait, à moins d'être excessivement naïf, relever de la pure coïncidence, de sorte que j'ai cru tout d'abord que la photo, comme ce fut si souvent le cas dans les années 60, avait été truquée.

Après examen d'un certain nombre des clichés qui immortalisent ces moments que mon mari avait décrits comme « quelques instants rares d'un bonheur si aigu et si poignant qu'il avait égalé nos rêves », il me semble qu'il n'en est rien. La photo reproduite a été prise avant

l'hommage au Soldat inconnu. Georges Bidault, qui conduisait les membres du CNR, fut alors quelques difficultés pour rejoindre avec eux le général de Gaulle.

Mais quand le cortège s'ébranla les membres du CNR, dont personne ne connaissait ni les visages ni les noms, étaient bien présents. Au premier rang, Georges Bidault était bien là où il devait être et où le général de Gaulle a voulu qu'il fût, de sorte qu'il a fallu se donner du mal pour trouver la photo où il n'était pas.

La présence du chef de la Résistance intérieure au côté du chef de la France libre symbolisait la première rencontre entre les combattants de la Résistance et les soldats de la France libre. C'est cette rencontre capitale que le choix de l'affiche abolit. J'imagine que c'est pour n'avoir pas à présenter dans l'immédiate proximité du général de Gaulle un homme qui, plus tard, pour les raisons que sa conscience lui a dictées, s'est détaché de lui.

On n'a pu avoir cette pensée, si on l'a eue, me bouleverser car c'est un procédé qui fait songer aux usages du stalinisme qui avait pris l'habitude de faire disparaître la photo, et jusqu'au nom de ceux qu'il avait précipités dans les oubliettes de l'histoire. Parallelement ne fait pas honneur à notre capitale. Je ne suis même pas sûre qu'elle soit agréable au maire de Paris qui, en octobre 1976, avait tenu à rendre visite à Georges Bidault dans sa retraite austère, venant saluer en lui le « courage malheureux ».

Georges Bidault de son vivant a connu l'ostracisme. La preuve est apportée une nouvelle fois que sa mort n'y a pas mis fin. De tels procédés ne blessent que la mémoire de ceux dont se réclament des héritiers abusifs qui n'ont toujours pas compris que l'hommage à la grandeur et au courage requiert le respect de la vérité. On ne prépare pas l'avenir sur le mensonge.

## Extrême droite

## L'âme au placard

par Françoise Gaspard

**D**ANS la circonscription de Dreux, en novembre 1989, le candidat socialiste a été mis « hors jeu » au soir du premier tour d'un scrutin législatif. Seuls restaient en présence le Front national et le RPR. Dans un canton de Villeurbanne, l'autre dimanche, le RPR a été éliminé. Le second tour se jouera entre le Front national et le Parti socialiste.

A quelques mois de distance, la situation est identique ou presque. Les acteurs privés de rôle ne sont pas les mêmes. Mais le désarroi est comparable, la cacophonie aussi.

Le PS, l'an dernier, après bien des tergiversations, avait appelé ses électeurs en Eure-et-Loir à barrer la

route au Front national. Une telle « consigne » était une invitation à voter pour le candidat du RPR : on ne barre pas la route en s'abstenant ou en votant blanc. Aujourd'hui, à Villeurbanne, la droite n'appelle pas à voter pour le PS. Pourtant, là aussi, le choix est simple, si l'on oublie l'accessoire pour aller à l'essentiel.

L'essentiel aujourd'hui est que, derrière la démagogie du Front national, se dissimule la haine de la démocratie et la négation des valeurs de 1789. Il vaut mieux perdre une élection que de perdre son âme, a dit un jour Michel Noir. L'enjeu d'une bataille électorale où le Front national est présent au

second tour n'est pas seulement une question d'âme. C'est la question de la démocratie. Face à elle, la fonction des partis qui se disent républicains ne saurait se résumer à la gestion de situations électorales à la petite semaine. Quitte à perdre une élection, il vaut mieux que ce soit au profit d'un parti dont on peut parier qu'il sera le garant du maintien de la démocratie.

## Une digue à créer

La confusion domine d'autant plus l'actualité que les positions d'hier ne sont plus celles d'aujourd'hui. Alain Carignon, en 1983,

avait apporté son soutien à l'alliance à Dreux entre le Front national et la droite. Il appelle aujourd'hui à voter socialiste au second tour de l'élection de Villeurbanne. Michel Noir, en revanche, met son âme au placard. Il prône l'abstention qui, par essence, permet au minimum de renforcer le score relatif de l'extrême droite au second tour. Comment l'électeur de droite s'y retrouverait-il ?

Les socialistes, aujourd'hui, dénoncent unanimement l'abstention ou le vote blanc de la droite à Villeurbanne. Mais hier, à Dreux, ils ont, pour certains d'entre eux, prôné l'abstention ou le vote blanc et, ici et là, fait mollement campagne contre le Front national au premier tour, estimant qu'après tout une victoire au second est plus facile contre l'extrême droite que contre la droite classique.

Il est moins important de savoir s'il convient de créer un front républicain dans l'urgence que de réfléchir sur les moyens de constituer, dans la durée, une digue contre la marée des idées qui vont à l'encontre de la démocratie. Et qui font de la France un pays singulier en Europe. Les états-majors politiques ne sont ni les seuls concernés ni les seuls responsables de la dérive actuelle. Celle-ci n'est pas uniquement d'ordre électoral mais aussi intellectuel. Force est de constater que les intellectuels qu'on entend le plus – sans doute parce qu'ils trouvent le plus facilement des relais – sont ceux qui, quoi qu'ils s'en défendent, renforcent le discours anti-démocratique en mettant au compte des partis la montée du léninisme, en renvoyant dos à dos racistes et antiracistes, en opérant des distinctions inquiétantes entre antisémitisme et racisme antisémite, en revenant à leur compte des interrogations sur « l'identité nationale », etc.

De Dreux à Villeurbanne se révèle la faiblesse de la pensée sur les valeurs de la République. Ou en tout cas son silence.

► Françoise Gaspard est ancienne maire de Dreux (1977-1983), membre du comité directeur du PS.

## TRAIT LIBRE



## Sécurité

## Justice et police, ensemble

par Bernard Deleplace et Michel Marcus

**P**ENDANT plusieurs jours, des dizaines de mètres de famille ont occupé la rue de leur cité du nord de Marseille. En toute impunité, la drogue se vendait, se consommait dans les entrées des immeubles. La criminalité de ces mètres, c'était surtout l'indignation, la révolte contre une société qui les abandonne au fin fond des collines de Marseille en leur assignant un destin de sous-humanité.

Ce type de quartier n'est pas unique. Ils sont plusieurs centaines à illustrer l'inégal développement de la France. Des pans entiers du territoire et ses populations sont de plus en plus exclus de la vie économique, culturelle et sociale. Le spectre du ghetto s'empare de nos villes.

Depuis 1983, des crédits importants ont été associés à des actions d'insertion, de réhabilitation des immeubles. Tout cela ne servira à rien si les services publics continuent d'être absents de ces quartiers. Les mètres de Marseille demandent une présence policière et une structure d'accueil pour les toxicomanes.

La police comme la justice ne sont pas implantées de façon égalitaire sur notre territoire. La modernisation de la police, entreprise depuis 1985, exigera une révision générale des répartitions d'effectifs, des implantations immobilières. Les redéploiements doivent se faire de façon inégalitaire car il doit y avoir une géographie d'intervention prioritaire des services publics, et cette priorité, ce sont les quartiers en difficulté et la lutte contre les exclusions. Le centre de gravité de la police quotidienne à Marseille, ce sont les quartiers nord de la ville. Les redéfinitions dans l'action de la police et de la justice doivent se faire au plus près du terrain, avec tous les acteurs contribuant au développement de la sécurité.

Encore faut-il que les moyens du dialogue existent. Ni les policiers, ni les juges, ni les travailleurs sociaux ne partagent une grille commune d'évaluation de la délinquance, de la toxicomanie sur un territoire donné. La définition des politiques de poursuite, des priorités dans l'emploi des

hommes, des moyens, des budgets reste clandestine, quand elle existe. Toutes ces incohérences ont été repérées dans les conseils communaux de prévention de la délinquance. L'absence de solution a mis un bâton sur le dialogue. Il en va de la responsabilité des ministères concernés par l'absence de suivi.

Ainsi, les premiers achats de micro-ordinateurs dans les commissariats s'étaient faits en contrepartie de la mise en place de l'otage. Sept cents à huit cents iloteurs existent aujourd'hui en n'exerçant pas à plein temps leurs fonctions, sur un effectif de 120 000 personnes.

## Une table ronde

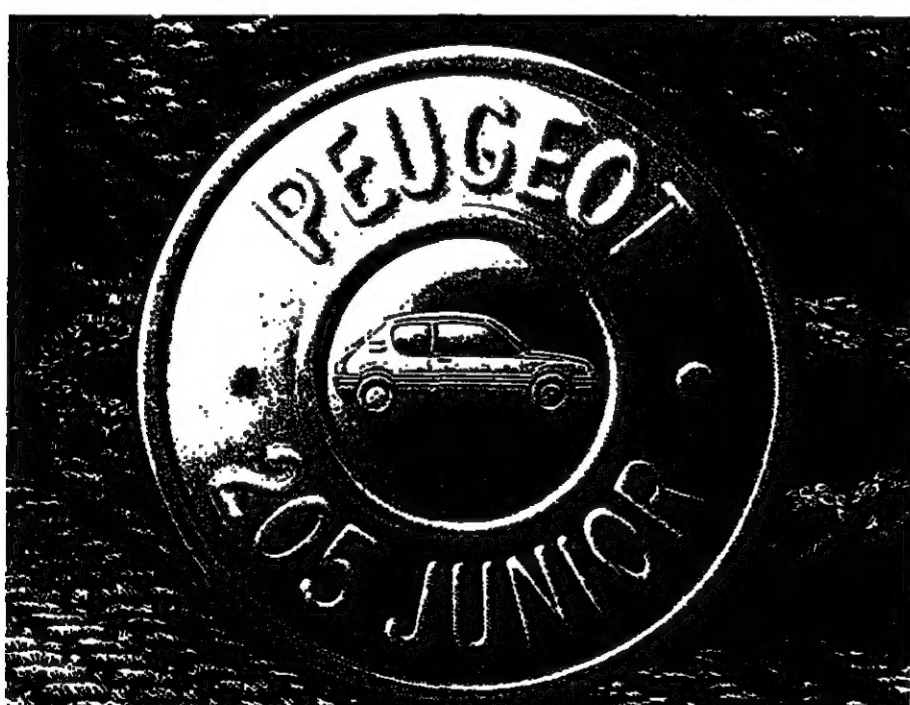
Ce n'est que grâce à un débat local sur la sécurité qu'un débat national peut être utile pour faire apparaître les différentes composantes et les acteurs de la sécurité. De même qu'il existe les conseils communaux de prévention pour porter le débat local, de même doit exister un organe national. Le Conseil supérieur de l'activité policière que nous réclamons depuis des années, par ses enquêtes, son rapport annuel, est un élément indispensable à l'évaluation de l'action policière. Sa composition représentative de la société doit refléter le constat que la sécurité est l'affaire de tous. L'objectivité, la transparence du débat serait complète si la justice se dotait également d'un Conseil supérieur des services judiciaires. Si l'acte de juger doit bénéficier de la plus haute indépendance, les politiques de poursuites, de saisine, l'exécution des peines, la préparation des décisions, l'organisation des services sont autant de son ressort que de celui d'autres acteurs institutionnels. L'activité judiciaire doit être évaluée et régulièrement soumise à un débat. Le Conseil supérieur de la magistrature ne peut jouer ce rôle, étant l'un des protecteurs de l'indépendance des juges.

Le lien entre police et justice est trop fort pour qu'on puisse impunément réformer l'une sans réformer l'autre. De même qu'il est urgent de se poser la question des capacités du judiciaire, d'élaborer un contentieux créé par le législateur, de même, quand on veut accroître l'efficacité policière dans un domaine, il faut se poser la question du suivi judiciaire.

Au-delà de leurs demandes en moyens, il est urgent que la justice et la police définissent ensemble leur rôle dans la lutte contre les exclusions. La démocratie gèrera à ce qu'une table ronde réunissant, plus que les responsables ministériels, les acteurs représentatifs du terrain soit le support d'un débat public qui viendrait utilement compléter celui que le Parlement doit avoir un jour.

► Bernard Deleplace est secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police ; Michel Marcus est ancien secrétaire général du Syndicat de la magistrature.

MAINTENANT VOUS POUVEZ VOUS ACHETER UN JEAN NEUF SANS DONNER JUSQU'À VOTRE DERNIER BOUTON.



490 F. PAR MOIS PENDANT 11 MOIS  
UN PLAN TERRIBLE POUR LA 205 JUNIOR\*

La 205 Junior a l'insolence et l'insouciance de la jeunesse. C'est cela qui fait son charme. Pour vous séduire, elle vous propose aujourd'hui un plan terrible, une location avec option d'achat, sur 48 mois. Ainsi, pour une 205 Junior 3 portes, AM 90 (prix tarif de 49.000 F TTC au 23/02/90) il vous suffira d'effectuer un 1<sup>er</sup> versement de 12.250 F TTC (soit 2.350 F TTC de dépôt de garantie, plus 4.900 F TTC de 1<sup>er</sup> loyer majoré). Ensuite, vous paierez 11 loyers de 490 F TTC, puis 12 loyers de 980 F TTC, suivis de 24 loyers de 1.470 F TTC. L'option d'achat finale sera de 9.187,50 F TTC. Coût total en cas d'acquisition : 66.512,50 F TTC. Hors assurance (facultative). Pour un sacré numéro il ne fallait rien moins... qu'un sacré financement !

\* Sous réserve d'acceptation du dossier par l'organisme prêteur. Offre valable jusqu'au 23 juin 90 et réservée aux personnes physiques pour l'achat d'un véhicule neuf de la gamme Peugeot.

**PEUGEOT 205**

CREDIPAR CHEZ PEUGEOT. TOUS LES FINANCEMENTS SUR PLACE IMMÉDIATEMENT

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969),  
Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet  
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret  
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amalric,  
Jean-Marie Colombani, Robert Solé

## RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

16, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Télex 206 808 F

## ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94892 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Télex 261311 F MONDSIR

*Je t'aime*



# ÉTRANGER

ALGÉRIE : le résultat des élections locales

## Le Front islamique du salut a sensiblement diversifié sa clientèle

Les résultats des élections municipales et départementales indiquent que le FIS a augmenté spectaculairement son influence dans toutes les couches sociales. La participation a été plus forte qu'annoncée initialement : 65,15 % pour les municipales et 64,15 % pour les départementales, selon les chiffres cités par l'AFP. Grignoté dans tous ses fiefs, le FLN a devant lui un avenir sombre.

ALGER

de notre correspondant

En grève depuis deux jours, les bouillottes algériennes ont donné l'occasion aux jeunes partisans du FIS d'illustrer par l'exemple leur conception de la solidarité sociale. Jeudi soir, on gendarmes ou en pantalons, détendus et froids de contacts avec le journaliste de passage, des groupes de jeunes gens de Belcourt, Bab-el-Oued ou de la Casbah, balai et seau d'eau à la main nettoyaient les rues de leurs quartiers. Tâche particulièrement nécessaire dans une ville surpeuplée comme Alger mais que la municipalité, grève des éboueurs ou pas, se révèle traditionnellement incapable de mener à bien.

Le FIS, lui, agit, à Tipasa, lors du tremblement de terre de l'automne dernier, il était le premier sur les lieux pour porter aide aux sinistrés et suppléer les carences d'un Etat défaillant. Dans des circonstances moins tragiques, il intervient cette fois à Alger, et cela fait plus pour sa gloire que mille discours sur le Coran.

Est-ce l'une des raisons de son succès dans la capitale algérienne? Conformément aux informations partielles diffusées la veille (le Monde du 15 juin), toutes les communes de la wilaya d'Alger - circonscription administrative la plus peuplée du pays avec quelque deux millions d'habitants dont plus d'un million d'émigrés inscrits - seront désormais dirigées par le Front islamique du salut. Le ministre de l'Intérieur, M. Mohamed Salah Mohammedi, l'a finalement confirmé jeudi soir, au cours d'une ultime communication à la presse.

Obliques selon la Constitution de rendre publics les résultats électoraux au plus tard quarante-huit heures après la clôture du scrutin, les autorités auront eu du mal à tenir les délais. « Nous ne dormons plus, expliquait un collaborateur du ministre. Nous n'avons pas l'expérience de ce genre d'opération. Nos services ne sont pas toujours capables de se servir d'un clavier d'ordinateur ou d'une calculatrice. Il y avait trop d'erreurs dans les résultats, nous avons décidé de calculer à la main. Cela va plus vite. » Ou plutôt moins lentement puisque les

chiffres livrés ne tiennent compte que du nombre des communes gagnées par les uns et les autres, mais n'indiquent pas le poids des différents électors, donnée pourtant essentielle.

Sur les 1539 communes dotées d'un conseil municipal, 853 sont appartenant au FIS et 487 au FLN. Soit, respectivement, 55,42 % et 31,64 % des communes. Les autres partis se distribuent les circonscriptions restantes : 106 pour les indépendants (6,81 %), 87 pour le RCD (5,65 %), 2 pour le PMSD (0,13 %) et 2 pour le PRA (0,13 %).

Gain dans les grosses concentrations urbaines

Tel quel, l'écart entre le FIS et le FLN est de 24 points, ce qui n'est déjà pas mince. Mais, calculé en nombre d'électeurs, l'écart devrait être encore plus grand dans la mesure où les communes de la wilaya d'Alger, communément habitées chacune par près de cent mille habitants, ne pèsent pas le même poids que celles d'une wilaya rurale de province.

Or le FIS a gagné la plupart des grosses concentrations urbaines. Dans 5 wilayas sur 48, il prend la totalité des circonscriptions en jeu (Blida, Alger, Jijel, Constantine, Relizane). Il ne manque cet objectif que de peu dans les wilayas de Chlef, Tlemcen, Mostaganem, Oran, Boumerdes, Mila, Ain Delfa. Dans 11 autres wilayas il distance encore nettement le FLN, emportant plus de la moitié des communes. Tout aussi importante est la répartition géographique des voix islamiques. Traditionnelle-

ment bien installée dans les grandes agglomérations, le FIS a cette fois réussi son implantation dans les villes d'importance moyenne et dans les campagnes où il levait jusqu'à ses meilleures troupes. Plus intéressant encore, la clientèle du FIS s'est diversifiée. Ainsi, à Alger, tous les quartiers ont donné la majorité au FIS, qu'il s'agisse des quartiers populaires de Bab-el-Oued et de Belcourt, ou des quartiers chics que sont Hydra et El Biar.

Le temps pas si lointain où les islamistes représentaient surtout les exclus et les petits commerçants semble bien révolu. Aujourd'hui le maillage islamique couvre tout le pays, constitué de militants, de sympathisants et d'électeurs de toutes catégories sociales. On ne peut mieux symboliser le rejet que suscitait le FLN, formation politique qui a du souci à se faire pour son avenir.

Le silence des autorités

Pour le moment l'ancien parti unique est demeuré coi. Aucune de ses notabilités n'a jusqu'ici commenté le scénario politique qui ébranle toute la société algérienne. Alger-la-Rumeur est fidèle à elle-même : l'on parle de prochaines démissions, de remaniements dans l'appareil du parti, d'initiatives propres à donner un nouveau départ au moribond, mais rien ne se dit officiellement. Les réunions se succèdent, mais nul n'en connaît les résultats.

Le gouvernement est, quant à lui, à peine plus présent. Jeudi, à l'issue du conseil des ministres, un

communiqué a appris aux Algériens que tout continuait comme avant. Les dernières élections n'étant qu'un scrutin municipal, déclarait en substance le gouvernement, il n'y a pas lieu de spéculer sur d'éventuels changements de route.

Comme si le domaine de l'Etat échappait aux contraintes qui ont suscité le raz de marée islamique. L'on espère que le FIS se consacra à la gestion des communes qu'il a enlevées et ne viendra pas jouer dans l'autre cour, celle où se prennent les grandes décisions qui affectent la vie du pays. Un calcul qui paraît bien naïf mais que petits et grands représentants du gouvernement répètent à satiété, comme s'ils voulaient se convaincre eux-mêmes de la justesse de leurs propos.

Personne, en réalité, ne sait où va ce pays qui se montre quelque peu agacé de l'image extrêmeiste que donne de lui la presse étrangère, notamment les médias français. C'est vrai que tout y est calme; dans les mairies, la transmission des pouvoirs se fait en douceur et les militants du FIS ont visiblement reçu consigne de rentrer leur enthousiasme.

Leurs porte-parole montrent le visage le plus avenant, acceptant même, concession inhabituelle, de débattre à la radio nationale en français contre les représentants des autres partis. C'est à peine si l'on saisit les sourdes inquiétudes de ceux qui, femmes, hommes d'affaires étrangers ou intellectuels, tentent d'évaluer les retombées de la nouvelle situation sur le futur climat idéologique du pays.

GEORGES MARION

### TUNISIE

## Le temps de diffusion d'Antenne 2 a été réduit

TUNIS

de notre correspondant

Depuis cinq jours la diffusion en direct des programmes d'Antenne 2, inaugurée voilà tout juste un an, a été réduite de quelques heures. Si, au début, la télévision tunisienne a tenté de compenser la réduction de son temps de diffusion par une programmation plus riche, le journal la Presse a expliqué, jeudi 14 juin, que les engagements d'aide financière et matérielle de la chaîne française n'avaient pas été honorés.

La diffusion d'Antenne 2 avait été précédée de la signature d'un protocole financier de 60 millions de francs pour l'acquisition de matériel et d'un échange de lettres prévoyant un autre don de 150 millions de francs dont l'application a fait l'objet d'un accord signé, apparemment sans problème, le mois dernier à Paris avec le Quai d'Orsay. En outre, la toute récente visite à Tunis de M. Philippe Guillaume, PDG d'Antenne 2 et de FR 3, ne laissait pas plus pressager une telle décision qui n'a fait, jusqu'ici, l'objet d'aucune explication officielle.

Aussi peut-on se demander si l'aspect financier évincé - qui ne semble pas se confirmer - justifie à lui seul cette réduction horaire qui pénalise du même coup nombre de spectateurs tunisiens. Force est de constater que, depuis quelque temps, une véritable campagne a été déclenchée par certains journaux contre Antenne 2. « Allumez la passion, c'est se brancher directement sur Israël », écrivait récemment Tunis Hebdo. Et le Temps réchiffrait : « Toutes les émissions qui traitent de l'information et de l'actualité (...) servent des intérêts bien spécifiques, ceux des Juifs en général et d'Israël en particulier ».

Le même journal relevait aussi l'abondance des noms juifs dans les génériques de certaines émissions. En outre, un débat animé - qui n'est pas seulement le fait des islamistes - a lieu parallèlement sur les dangers de la francophonie et de « l'impérialisme culturel » pour « les racines arabo-islamiques » des Tunisiens.

Le journal la Presse indique que l'on souhaite également « un

échange plus égal » entre Antenne 2 et la télévision tunisienne, soulignant dans le même numéro que la chaîne publique tunisienne RAI (1) va diffuser une fois par semaine, sur l'un de ses canaux, des programmes tunisiens en langue arabe destinés aux pays de la CEE. Ce n'est pas la première fois qu'intentionnellement ou non la France et l'Italie sont mises en concurrence.

Et puis, est-ce seulement une coïncidence? La décision de la télévision tunisienne est devenue effective dimanche, juste avant le bulletin d'information de la nuit d'Antenne 2 qui devait diffuser un reportage d'une de ses équipes sur les élections municipales qui venaient de se dérouler dans le pays.

MICHEL DEURE

(1) Captée en Tunisie depuis 1960, la RAI a vu son audience chuter après l'arrivée d'A2 sur les petits écrans.

## Le Parlement européen demande le maintien des sanctions contre Pretoria

STRASBOURG (Communautés européennes)

de notre correspondant

Le Parlement européen a demandé jeudi 14 juin aux Douze, par 177 voix pour, 47 contre et

5 abstentions, le maintien des sanctions contre le régime sud-africain. La veille, le vice-président de l'ANC, M. Nelson Mandela, avait demandé aux parlementaires, lors de son discours devant l'hémicycle, de « faire pression sur les gouver-

nements membres pour maintenir les sanctions économiques contre Pretoria ».

Après le Royaume-Uni, qui a autorisé en février la reprise des investissements en Afrique du Sud, deux ou trois autres Etats membres, notamment le Portugal, sont favorables à une levée partielle des sanctions. Quatre-vingts députés ont signé de leur côté mercredi un projet de texte recommandant la suppression des mesures.

Mais finalement les tenants de la thèse selon laquelle il faut aider M. Frederik De Klerk se sont retrouvés moins nombreux à l'issue du scrutin.

Plusieurs députés du centre droit ont même rallié la position défendue par la gauche et les Verts. Ce fut le cas de M<sup>me</sup> Simone Veil (libéral, France) qui continue néanmoins de penser que le sommet de Dublin (25 et 26 juin) devrait faire un geste en direction du premier ministre sud-africain.

Lundi prochain, les ministres des affaires étrangères des Douze auront une réunion préparatoire à ce sujet.

M. S.

Les réactions dans une famille

## « Espérons que cette gifle va nous réveiller »

ALGER

de notre envoyé spécial

« C'est une gifle, espérons qu'elle va nous réveiller ». Universitaire de trente-sept ans, Malek est laïc - « pas arabe » tient-il à préciser - et le Front islamique du salut (FIS) représente pour lui non seulement ce qu'une société peut produire de plus rétrograde mais surtout de plus totalitaire.

Jeudi soir 14 juin, les résultats officiels des élections locales en Algérie tombent. La radio égrène les chiffres. Un seul retient l'attention de Malek, de sa femme Djamilia et de sa belle-sœur Rania : le FIS l'emporte dans plus de 55 % des communes. Cela fait deux jours que les projections des résultats partiels tournent autour de cette majorité, mais les visages restent quand même graves, toujours aussi anxieux.

« Le premier sentiment a été l'angoisse; de celles qui vous nouent l'estomac à l'idée de l'invasion de ces gens qui vont gérer votre quotidien ». Pour Rania et Djamilia, la peur est encore plus proche, plus précise, comme le souvenir de la montée de la violence ces derniers mois qui s'est cristallisée sur les femmes. Et le fait que barbes et hadjabs (voile islamique) se font remarquer discrètement en ces jours post-électorales à Alger ne les rassure pas du tout.

Les craintes sont très concrètes. « Tenir les municipalités pour permettre aux islamistes de renforcer leurs moyens de coercition contre tout ce qu'ils ne jugent pas dans la ligne. Par exemple, explique Rania, qu'est-ce qui les empêchera de bloquer le recrutement des femmes qui ne se conformeront pas à la tenue islamique dans tous les bureaux et les administrations dépendant des municipalités? ». Et Malek d'envisager la création d'une sorte de police des mœurs s'immisçant constamment dans la vie privée, organisant la délation et réduisant au minimum - pour ne pas dire totalement - les espaces de liberté.

« Travail de la jeunesse »

A plus long terme, la position privilégiée que les élections auront accordée au FIS pourra lui permettre de parfaire la technique qui a notamment permis sa montée en puissance : l'intervention sociale à chaque instant et à tous les niveaux, mais aussi le « travail de la jeunesse, son endoctrinement », estime Malek pour qui ce dernier élément est peut-être le plus grave car il compromet le plus l'avenir.

Mais, passée la première

angoisse, Malek se force à être optimiste. « Il s'agit d'un vote sanction contre le FLN et sa faillite ». Et Malek, professeur d'économie, issu de cette petite bourgeoisie choyée en son temps par le pouvoir en place, avant que celui-ci ne se discrédite à ses yeux - crise économique aidant - essaie de se convaincre que « la très grande majorité des abstentionnistes est démocrate, le FIS ayant fait le plein de ses voix ».

Rage et espoir à l'évocation des abstentionnistes

D'un sentiment mêlé de rage et d'espoir, à l'évocation de ces abstentionnistes et de ceux qui, comme Ali-Ahmed, ont appelé au boycottage des élections - « des traîtres » ne peut s'empêcher de lancer Djamilia. Car, s'ils ont permis aux islamistes de s'installer aux commandes de la plus grande partie des municipalités du pays avec toutes les possibilités de « boyottage » que cela suppose, ils sont ressentis par Malek - à tort ou à raison - comme un potentiel démocratique capable de bloquer l'offensive du FIS sur un objectif autrement plus important : l'Assemblée nationale.

Malek, lui, n'a pu se résoudre à participer à « la mise à mort » du FLN qu'il déteste pourtant cordialement pour son incurie et le système de prébende qu'il a littéralement institutionnalisé en vingt-huit ans de règne sans partage. Mis en présence de deux listes seulement dans sa circonscription, celle du FLN et celle du FIS, « entre la fièvre et la mort, j'ai choisi la fièvre », autrement dit le FLN.

Pourquoi, à côté des mots d'ordre de boycottage, y a-t-il eu cette démobilitation de très nombreux électeurs? Malek donne deux réponses essentielles : d'une part, les manifestations « laïques » et « démocratiques » organisées en mai après celles, imposantes, du FIS ont conforté nombre d'Algériens dans la certitude - entretenue par le FLN - que les islamistes ne feraient pas beaucoup plus de 30 % et qu'une mobilisation massive n'était donc pas de mise pour les municipales. De l'autre, beaucoup d'Algériens - l'habitué aidant - n'ont pas pris au sérieux les élections de mardi.

Et maintenant? « Empêcher le FIS de prendre l'Assemblée nationale ». La seule solution, aux yeux de Malek : que les « démocrates » s'unissent pour recréer les conditions d'une mobilisation propre à barrer la route aux islamistes. Une nouvelle fois Malek s'accroche à une note d'optimisme : « Le FIS a gagné une bataille, pas la guerre. »

YVES HELLER



Patrick  
**MODIANO**  
Voyage de nocces  
roman  
**nrf**  
GALLIMARD

« M. Giscard d'Estaing : à faire réfléchir ». - Le président de l'UDF, M. Valéry Giscard d'Estaing, en visite à Washington, a « espéré », jeudi 14 juin, « que le résultat des élections locales en Algérie fera réfléchir ceux qui proposent d'accorder le droit de vote aux étrangers en France ».

« M. Rocard : un drame ». - Le porte-parole du mouvement du RECOURS-FRANCE, M. Jacques Rocard, président de l'Association pour la mémoire des Français d'outre-mer, a notamment déclaré : « La victoire du FIS est un drame pour l'Algérie. Elle aura dans de très brefs délais les conséquences des plus graves pour la France, avec l'exode assuré de plusieurs millions d'Algériens qui n'accepteront jamais les préceptes de la Charia que la future république islamique d'Alger ne manquera pas d'ériger en règles de vie permanente ». M. Rocard a annoncé la création d'un « Observatoire national de l'intégrisme islamique » pour « analyser, suivre et prévenir les effets pervers que cette situation va avoir tant sur le plan migratoire que sur celui de l'importante communauté musulmane résidant en France ».

« Rectificatif : Les Touaregs du Niger ». Une erreur de transmission a fait écrire à notre envoyé spécial à Niamey, dans nos éditions du 15 juin, que la communauté des Touaregs du Niger était forte de quelque sept mille personnes. Il fallait lire, bien sûr, « quelque sept cent mille personnes », soit, comme le précisait d'ailleurs l'article, un dixième de la population de ce pays.

### OCÉAN INDIEN

## La France efface la dette publique de Madagascar à son égard

La France a effacé jeudi 14 juin la dette publique malgache à son égard qui s'élevait à 4 milliards de FF, à l'occasion de la visite officielle de M. Mitterrand à Madagascar, la première d'un chef d'Etat français depuis l'indépendance de la Grande Ile il y a trente ans. Cette décision est conforme aux mesures d'annulation de dettes annoncées par la France en mai 1989 lors de la Conférence francophone de Dakar.

Cinq autres conventions ont été signées. Elles portent sur l'agriculture, l'environnement, l'information, l'enseignement du français et la formation du personnel navigant technique

de la compagnie aérienne Air Madagascar.

Le ministre de la coopération et du développement, M. Jacques Pelletier, a rappelé à cette occasion que l'aide française à Madagascar atteignait désormais le milliard de FF et précisé qu'elle se ferait avec un maximum de garanties sur sa destination : « Les guichets ouverts, c'est terminé », a-t-il souligné à l'adresse de tous les pays bénéficiant de l'assistance française.

M. Mitterrand devait quitter Madagascar vendredi en fin de journée, concluant ainsi une tournée de cinq jours dans l'océan Indien. - (AFP)







## EUROPE

### Un entretien avec le premier ministre de Bulgarie

« L'entente nationale est une nécessité absolue », nous déclare M. Loukanov à la veille du second tour des élections

Le Parti socialiste bulgare (PSB, ex-communiste) dispose, à l'issue du premier tour des élections, de 172 des 400 sièges de la future Assemblée législative-constituante, obtenant 47,15 % des suffrages du scrutin proportionnel, selon les résultats officiels annoncés jeudi 14 juin à Sofia. (La moitié des 400 députés sont désignés au système majoritaire uninominal à deux tours, l'autre

moitié au système proportionnel.) L'Union des forces démocratiques (UFD), obtient 36,20 % et 107 sièges, tandis que le Mouvement pour les droits et les libertés (MDL), sur lequel s'est concentré le vote de la minorité turque, devient la troisième force parlementaire, avec 21 sièges et 6,03 %. Enfin, l'Union agrarienne ne dispose que de 16 sièges, bien qu'ayant remporté 8,03 %

des voix à la proportionnelle. Au second tour le 17 juin, 81 sièges restent à pourvoir, dont une partie significative devrait aller à l'opposition, si le report des voix de l'Union agrarienne et du MDL sur les candidats de l'UFD en ballottage se fait correctement. Le chef du MDL, M. Ahmed Dogan, a annoncé jeudi que son mouvement soutenait l'UFD au second tour.

élections ont été falsifiées, ce qui ne correspond pas à la vérité. On ne prétend pas que les élections ont été parfaites, mais les observateurs les plus exigeants ont reconnu qu'elles s'étaient déroulées correctement. En fait, on nous accuse d'avoir gagné ; voilà le crime du PSB. Il faut se calmer un peu et poursuivre la route que nous avons prise le 10 novembre (1).

Comment expliquez-vous la défaite du PSB dans les grandes villes ? Nos résultats à Sofia sont très décevants, il faut les analyser. Les forces étaient plus ou moins à égalité, mais les indécis ont basculé vers l'opposition. Peut-être grâce au meeting de l'UFD du 7 juin, qui était très bien fait et très intéressant. En province, en revanche, le parti s'est bien comporté.

Mais vous-même et plusieurs autres leaders du PSB êtes en ballottage au second tour ? Oui, c'est un peu inattendu. La polarisation des opinions est le fait le plus saillant de cette élection - les deux forces principales se partagent 80 % des voix - et nous, les dirigeants du parti, avons été touchés par cette polarisation.

Vous avez dit, avant les élections, que vous ne dirigerez plus un gouvernement monocolor. Êtes-vous toujours du même avis ?

Plus que jamais, après ces trois ou quatre jours, je suis convaincu que nous ne devons pas gouverner seuls. Le pays est très polarisé, il faut guider ces choses, unifier et un gouvernement formé uniquement par le PSB ne peut pas le faire. Un gouvernement minoritaire de l'opposition unie serait encore plus handicapé. On risque donc de se trouver dans une situation où il serait impossible de mettre en œuvre toute réforme sérieuse. Nous sommes condamnés

à coopérer, tout le monde doit le comprendre. Il est difficile de dire quelle solution on va pouvoir trouver, mais l'entente nationale est une nécessité absolue.

Ne pensez-vous pas que votre parti paie, aujourd'hui, le fait de ne pas avoir rompu avec son passé et de ne pas avoir reconnu les erreurs du Parti communiste bulgare ?

Notre programme doit évoluer davantage. Dans notre évolution vers un parti classique de la gauche européenne, les différentes tendances au sein du parti vont se déterminer naturellement : les uns suivront cette voie qui, pour moi, est la seule valable, tandis que d'autres, sans doute, préféreront rester sur les positions d'autant plus dogmatiques et plus conservatrices. A mon avis, la solution optimale pour la Bulgarie, c'est un centre-gauche dans lequel le Parti social-démocrate (actuellement membre de la coalition d'opposition UFD) aurait un rôle important.

Quant à l'analyse du passé, absolument, il faut la faire. Mais, au moment où l'on cherche à dénigrer notre parti, à remettre en question jusqu'à son existence, la réaction naturelle est de défendre les aspects qui fournissent matière à satisfaction. (...) Il faut faire une pause pour reprendre notre souffle après ces sept mois. Je reconnais le rôle de l'opposition, mais c'est quand même le parti qui a porté le poids de ces changements historiques.

Propos recueillis par SYLVIE KAUFFMANN (1) Le 10 novembre 1989 est la date du linéage de M. Todor Jivkov, l'ancien leader du parti.

## URSS

### Les députés rejettent toute hausse des prix avant l'automne

Le Parlement soviétique a décidé jeudi 14 juin, par 319 voix contre 33, de renvoyer à septembre le débat sur une éventuelle hausse du prix du pain, que le premier ministre, M. Rykov, voulait appliquer dès cet été. La veille (le Monde du 15 juin), les députés avaient déjà demandé au gouvernement de présenter à la rentrée une nouvelle version de son programme de réformes économiques. Mais leur motivation était alors que le plan proposé n'allait pas assez loin dans le sens de la libéralisation de l'économie.

Les hausses de prix - du pain et de nombreux autres produits - étaient voulues par le gouvernement comme première étape du passage à une « économie de marché contrôlée ». Le Parlement avait repoussé à jeudi le vote sur ce volet du plan, le plus sensible et dont l'annonce fin mai avait provoqué un mouvement de panique dans les magasins. L'élus progressiste de Moscou Alexandre Kraïko a déploré que « le Soviet suprême n'ait pas démontré qu'il sait prendre des décisions peu populaires mais indispensables ».

Dans la crise balte, le pouvoir central a également essuyé un revers jeudi avec le rejet par le premier ministre estonien, M. Edgar Savisaar, de tout gel de la déclaration d'indépendance de sa République. « Un gel irait à l'encontre de nos principes. Moscou ne

nous a pas proposé un compromis mais lancé un ultimatum », a-t-il dit à la presse néerlandaise. M. Savisaar a en outre rejeté, de même que le président lituanien, M. Vytautas Landsbergis, l'idée de participer à une « Union d'Etats socialistes souverains », unis à Moscou par des « liens différenciés ».

L'Estonie n'a jamais fait partie de l'URSS, dans notre cas il ne saurait être question d'une confédération ou d'une fédération », a-t-il ajouté.

Les Lituaniens ont observé jeudi, de même que les Lettons et les Estoniens, une journée de deuil à la mémoire des dizaines de milliers de Baltes déportés en juin 1941 par Staline à la suite de l'annexion de leurs Républiques. - (AFP, Reuters.)

## URSS-ETATS-UNIS

### Le chef du Parti populaire est suspendu de ses fonctions

M. Josef Bartoncik, président du Parti populaire tchécoslovaque (PPT), accusé d'avoir été pendant dix-sept ans un agent de la StB, l'ex-police secrète du régime communiste, a été suspendu de ses fonctions jusqu'à « éclaircissement de l'affaire » et, au plus tard, jusqu'à la prochaine conférence nationale du PPT prévue en septembre, a annoncé jeudi 14 juin la direction du parti à Prague.

La décision a été prise par le comité central du Parti populaire réuni en session plénière pendant plus de huit heures dans la nuit de mercredi à jeudi. Il a également été décidé par « acclamations » de ne pas entrer dans le gouvernement fédéral et d'aller dans l'opposition, suivant ainsi la voie du mouvement chrétien-démocrate slovaque.

Le nouveau gouvernement sera constitué principalement de membres du Forum civique et du Public contre la violence, le mouvement du président Vaclav Havel qui a remporté la majorité absolue des sièges aux élections.

La revendication par le Parti populaire de quatre portefeuilles ministériels, dont celui de l'intérieur, a été repoussée par le Forum civique, a déclaré M. Bohumil Svoboda, vice-président du parti. - (AFP.)

## TCHÉCOSLOVAQUIE

### Le chef du Parti populaire est suspendu de ses fonctions

M. Josef Bartoncik, président du Parti populaire tchécoslovaque (PPT), accusé d'avoir été pendant dix-sept ans un agent de la StB, l'ex-police secrète du régime communiste, a été suspendu de ses fonctions jusqu'à « éclaircissement de l'affaire » et, au plus tard, jusqu'à la prochaine conférence nationale du PPT prévue en septembre, a annoncé jeudi 14 juin la direction du parti à Prague.

La décision a été prise par le comité central du Parti populaire réuni en session plénière pendant plus de huit heures dans la nuit de mercredi à jeudi. Il a également été décidé par « acclamations » de ne pas entrer dans le gouvernement fédéral et d'aller dans l'opposition, suivant ainsi la voie du mouvement chrétien-démocrate slovaque.

Le nouveau gouvernement sera constitué principalement de membres du Forum civique et du Public contre la violence, le mouvement du président Vaclav Havel qui a remporté la majorité absolue des sièges aux élections.

La revendication par le Parti populaire de quatre portefeuilles ministériels, dont celui de l'intérieur, a été repoussée par le Forum civique, a déclaré M. Bohumil Svoboda, vice-président du parti. - (AFP.)

## AMÉRIQUES

### ARGENTINE : les démêlés du couple présidentiel

#### Zulema Menem « interdite de séjour » chez son mari

Les portes continuent de claquer à un rythme soutenu dans la résidence présidentielle d'Olivos, et, sortant de sa réserve glacée, l'opinion publique argentine qui trouve que les démêlés politico-sentimentaux du couple Menem font mauvais effet à l'étranger, commence à prendre parti.

Pour l'instant l'avantage est au président. Après plusieurs semaines d'absence « stratégique », ce dernier a réintégré, mardi 12 juin au soir, la résidence d'Olivos non sans en avoir interdit l'accès-par décret à son épouse Zulema qui l'« occupait » avec la dernière énergie depuis le début des démêlés du couple il y a plus d'un mois.

Commentaire lapidaire du quotidien des milieux d'affaires, « Ambito Financiero » : « L'opinion publique commence à considérer comme logique que M. Carlos Menem veuille récupérer la résidence des chefs d'Etat argentins... » Le président se contentant pour sa part d'expliquer le choix douloureux auquel il venait d'être confronté par cette simple phrase : « Entre

ma famille et ma patrie, je choisis ma patrie... »

Pourtant, si « l'opération sauvegarde » ainsi que l'avaient baptisé les hommes du président semble avoir bien fonctionné, permettant à M. Menem de réintégrer son lit de fonction, le vaudeville présidentiel ne semble pas prêt de s'achever. Furieuse de se voir éconduire à la porte d'Olivos par des sentiments amnésiques, Zulema Yoma de Menem a lancé mercredi un ultimatum de vingt-quatre heures à son président mari pour le faire revenir sur sa décision, faute de quoi elle saisirait la justice pour « violation de contrat de mariage ».

La réponse est venue sous la forme d'un télégramme publié jeudi par l'agence Notimex dans laquelle Carlos Menem loin de céder, explique en somme à son épouse, qui entre temps l'avait accusé de « tendances homosexuelles et de se droguer », qu'elle peut encore sauver les meubles : « Quant à tes effets personnels et tes meubles, écrit-il, ils restent à ta disposition afin que les personnes que tu indiqueras viennent les retirer en ton nom... »

## COLOMBIE

### Un dirigeant du cartel de Medellín abattu par la police

L'un des chefs du cartel de Medellín, John Jairo Arias Tascon, a été abattu par des unités d'élite des forces de l'ordre jeudi 14 juin à Medellín, a annoncé l'un des responsables de la police colombienne, le général Octavio Vargas. Agé de vingt-huit ans, Arias Tascon, dirigeait les équipes de tueurs du cartel de la drogue, dont le chef est Pablo Escobar Gaviria, et était accusé de l'assassinat, en 1984, du ministre de la justice, M. Rodrigo Lara, ainsi que de ceux du gouverneur de la province d'Antioquia, M. Antonio Roldán, du commandant de la police d'Antioquia, le colonel Benjamin Franklin Quintero, et du journaliste Jorge Enrique Pardo.

Cinquième dans la hiérarchie du cartel, Arias Tascon, surnommé « Pinina », a été abattu dans le luxueux quartier de El Poblado. La police a précisé que le gouvernement récompensera de 100 millions de pesos (quelque deux millions de dollars) la personne ayant permis à la police de localiser le responsable de l'organisation. - (AFP.)

## REPUBLIQUE DOMINICAINE

### Les résultats officiels de l'élection présidentielle ne sont toujours pas publiés

Un mois après l'élection présidentielle du 16 mai le Conseil électoral n'a toujours pas officiellement annoncé le nom du vainqueur. Les derniers résultats provisoires, publiés la semaine dernière, accordent une avance de vingt-quatre mille voix au président sortant M. Joaquín Balaguer. Son principal adversaire, M. Juan Bosch, qui accuse le gouvernement de fraude a estimé, mercredi 13 juin, que le Conseil électoral craignait de proclamer la victoire de Joaquín Balaguer car « cela provoquerait une explosion de colère populaire ».

Le Conseil électoral a en effet refusé de reprendre le processus de vérification des documents électoraux, comme le lui avait demandé le Parti révolutionnaire dominicain dont le candidat José Francisco Peña Gómez est arrivé en troisième position. Ce processus avait été engagé à la demande de l'ex-président américain Jimmy Carter à la suite des irrégularités constatées. M. Carter avait été accusé à cette occasion « d'ingérence dans les affaires dominicaines ». - (Corresp.)

Les 15 grands coups d'éclat de la vie de Charles de Gaulle

JOURNÉE SPÉCIALE RTL 18 JUIN 1990

Il y a cinquante ans, un homme faisait l'histoire en lançant à la radio l'appel du 18 juin.

Lundi, RTL retrace de 6 h 30 à 22 h, dans tous les rendez-vous d'info, les 15 grands coups d'éclat de la vie de Charles de Gaulle.

Commentaires Jean Lacouture. Archives sonores de RTL.

La dernière nouvelle apportée par deux chercheurs

Les ennemis des rides

NEW YORK - Manfred Puschmann, Harry Elden et Elizabeth Switzer se sont fait une réputation mondiale en luttant contre le vieillissement de la peau.

Ils ont passé toute leur vie à étudier, à chercher et à expérimenter. Puis, tout à coup, la découverte extraordinaire : le rétinol réduisait les rides. Ces trois chercheurs ont continué à tester, à analyser et le résultat a toujours été positif. Le rétinol fonctionne.

La dernière confirmation a été apportée par Elden et Switzer qui ont pensé à une application originale du rétinol pour découvrir la réaction des cellules.

Ces deux chercheurs, au Xenta Institute for Skin Research de Bernville, en Pennsylvanie, ont appliqué sur le bras de volontaires âgés de 24 à 60 ans une protéine fluorescente en deux endroits.

Cette dernière a été éliminée par l'évolution naturelle de la peau. Le rétinol appliqué sur l'une de ces deux marques a démontré qu'il accélérât la reproduction des cellules cutanées entraînant ainsi l'élimination de cette dernière en un temps plus court que celui du processus naturel.

« En simulant le remplacement des cellules cutanées, on obtient une réduction visible des rides » ont expliqué Harry Elden et Elizabeth Switzer.

La pommade au rétinol, testée par les chercheurs, s'appelle Anti Age Retard. On se l'applique dans les pharmacies d'Amérique et d'Europe. Elle est distribuée par la multinationale Koff.

En France, on la trouve dans quelques pharmacies, formulée pour 25, 35 et 45 ans.



# PROCHE-ORIENT

ISRAËL : après la formation d'un gouvernement ultra-nationaliste

## M. Shamir s'efforce de « calmer le jeu »

Passé le tumulte de la formation du vingt-quatrième gouvernement de l'Etat d'Israël, la realpolitik reprend, lentement, ses droits. Elle impose au premier ministre, M. Itzhak Shamir, de s'efforcer de « calmer le jeu » après les craintes suscitées par l'arrivée au pouvoir de cette équipe ultra-nationaliste. Elle impose, surtout, au chef du gouvernement de reprendre contact avec le président Bush et le secrétaire d'Etat Baker qui le boudent ostensiblement.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Situation rare entre « alliés » en principe aussi proches : M. Bush n'aurait pas eu une seule conversation avec M. Shamir depuis que celui-ci a rejoint, en mars, les suggestions américaines destinées à organiser un dialogue israélo-palestinien. La « sortie » de M. Baker - appelant cette semaine le gouvernement israélien à être « sérieux » dans la recherche de la paix - témoigne de l'exaspération des Etats-Unis et de leurs craintes devant l'absence de tout processus de paix dans la région. A Jérusalem, on y répond, mollement, en demandant qu'on laisse un minimum de temps au nouveau gouvernement pour faire ses preuves.

Le premier souci de cette équipe sera assurément de recoller les morceaux avec les Etats-Unis. M. Shamir aimait être « invité » à se rendre à Washington dans les semaines qui viennent - ce qui, apparemment,

ment, ne va pas de soi. Auparavant, il lui faut éviter de trop heurter les sensibilités américaines et faire preuve d'une certaine disposition au compromis.

Cela explique l'invitation faite à un collaborateur du secrétaire général de l'ONU à se rendre en visite dans les territoires occupés ; cela explique aussi les déclarations du premier ministre - au *Jerusalem Post* - soulignant qu'il n'y aurait pas de vague de nouvelles implantations dans les territoires.

Des préalables à l'initiative de paix

Mais l'exaspération est réciproque et M. Shamir, dans cette interview publiée vendredi 15 juin, accuse les Etats-Unis d'encourager les Etats arabes à la guerre contre Israël. En critiquant Israël, dit-il, les Etats-Unis laissent entendre que l'alliance entre les deux pays n'est plus ce qu'elle était, ce qui redonnerait confiance aux ennemis arabes de l'Etat hébreu.

Sur le fond, il dit s'en tenir à « l'initiative de paix » de mai 1989 - le projet d'élections dans les territoires - mais il l'enveloppe d'une série de préalables qui ne figuraient pas dans l'original et qui la rendent irrecevable pour les Palestiniens. En tout état de cause, explique-t-il, il n'y aura de négociation avec les Palestiniens que le jour où les Etats arabes feront, eux aussi, un geste en direction de la paix.

Dans l'ordre des préoccupations de M. Shamir, la question palestinienne vient après celle des relations avec les pays arabes. Cette définition des priorités est une des grandes différences avec les travail-

listes : MM. Pères et Rabin disent, eux, que les Etats arabes ne bougeront pas d'un pouce tant qu'Israël n'engagera pas, le premier, un début de négociation avec les Palestiniens. Aux conditions posées par M. Shamir, ajoutent-ils, il n'y a pas de processus de paix possible et ils assurent, l'un et l'autre, que l'impasse actuelle ne peut qu'évoluer de manière de plus en plus conflictuelle.

La nouvelle équipe israélienne est qualifiée dans le monde arabe de « gouvernement qui s'apprête à la guerre ». Les autorités y voient une campagne pour faire monter la tension. La plupart des responsables, et d'abord M. Shamir, ont multiplié les

déclarations apaisantes, assurant qu'Israël n'avait aucune intention hostile à l'égard de ses voisins. Personne n'ignore ici les dangers de cet emballement de la rhétorique guerrière : il y a des précédents inquiétants. Un des éléments essentiels du climat, et qui pèsera le plus, sera la manière dont M. Moshé Arens se comportera face à l'intifada. Nouveau ministre de la défense, il trouvera une situation de pourrissement caractérisée par un accroissement des agressions individuelles et de ces règlements de comptes inter-palestiniens menés au nom de la lutte contre la « collaboration » et qui, en moins de deux ans, ont déjà fait quelque deux cents morts.

ALAIN FRACHON

IRAN

## Arrestation de personnalités libérales proches de M. Bazargan

Les autorités iraniennes ont annoncé jeudi 14 juin l'arrestation de plusieurs proches de l'ancien premier ministre libéral, M. Mehdi Bazargan, accusés d'avoir joué le rôle de « cinquième colonne » pendant la guerre du Golfe.

Parmi les personnalités arrêtées, et dont le nombre n'est pas précisé, figurent le fils de Bazargan, Abdol-Ali, et sept de ses amis, dont l'ancien directeur du plan et du budget, M. Ezzatollah Sahabi, M. Réza Sadr, qui fut ministre du commerce extérieur dans le premier gouvernement

de la République islamique, M. Hussein Beni Asadi, ancien vice-premier ministre dans le gouvernement Bazargan, et M. Mir Chamsh Chahchani, ancien procureur de Téhéran.

Selon une déclaration du parquet de Téhéran, les personnes arrêtées « ont entretenu au cours de ces dernières années des contacts secrets et réguliers avec des milieux étrangers et ont commis des actes de trahison en agissant en tant que cinquième colonne dans l'intérêt des ennemis de la révolution islamique et de la nation iranienne ». En Iran, l'espionnage est passible de la peine de mort.

[La plupart des personnalités arrêtées avaient adressé en mai dernier une « lettre ouverte » au président Rahnawandi, dans laquelle ils dénonçaient le « despotisme » et la « tyrannie dérivée » qui ont mené le pays « au bord du précipice » (*Le Monde* du 19 mai). Elles avaient été récemment mises en cause par M. Molkachani, le chef de file des « durs » du régime, qui trois jours avant leur arrestation, avait demandé aux autorités d'« écraser dans l'œuf le complot de ces libéraux, chiens de garde des Etats-Unis ».]

Peu désireux de se prêter à ce genre de « comédie parlementaire », les anciens députés ont appelé le pays à boycotter la consultation électorale, estimant à juste titre qu'elle était anticonstitutionnelle. Cet appel a été appuyé non seulement par les milieux intellectuels et universitaires, mais également par la plupart des grandes familles marchandes, qui - avec à leur tête le tout-puissant président de la Chambre de commerce, Abdel Aziz El Sagr - ont signé le 16 mai dernier une déclaration dans laquelle ils condamnaient sans détour ni ambiguïté le Conseil national proposé par l'émir et demandant le retour à la Constitution de 1962, devenue le point de ralliement de tous les opposants.

Boycottage de l'opposition

La campagne de boycottage n'a pas été vaine puisqu'elle a réussi à faire baisser le taux de participation populaire, qui était de 85 % aux élections de 1985 à 62 %. Dans certains centres urbains de Koweït-City et de sa proche périphérie, ce taux a été réduit de près de la moitié. Les votants en revanche, ont été beaucoup plus nombreux dans les villages et les zones habitées en majorité par les tribus bédouines, facilement manipulables. Manifestement gênés par l'importance de l'abstentionnisme, les autorités ont hésité pendant quarante-huit heures avant d'annoncer officiellement le taux de participation, se contentant d'attribuer le tassement du nombre des votants à la canicule.

Le boycottage des élections aurait sans doute été plus massif si l'opposition avait eu accès à la presse - musclée par la censure - et si elle n'avait pas été en butte aux constantes tracasseries et au harcèlement des forces de l'ordre qui, sont allés jusqu'à emprisonner pendant une semaine au début de mai une dizaine de ses dirigeants, dont plusieurs anciens députés. De leur côté, les médias officiels se sont livrés à un véritable « lavage de cerveau collectif » en appelant à l'abstentionnisme, en appelant à l'abstentionnisme, en appelant à l'abstentionnisme.

En présentant fin avril son projet de Conseil national transitoire, cheikh Jaber avait invoqué la nécessité de préserver « l'unité nationale ». C'est exactement le contraire qui est en train de se produire avec la mise en place d'une institution parlementaire représentant essentiellement les tribus bédouines, politiquement sous-développées et qui ne sauront rien refuser aux autorités, alors que l'ensemble de la classe politique et intellectuelle du pays, associée à celle des grands et petits commerçants, souhaite manifestement une Assemblée modernisée qui dépasserait les normes traditionnelles de la société koweïtienne et partagerait pratiquement le pouvoir avec la famille régnante des Sabah.

JEAN GUEYRAS

KOWEÏT : l'élection du Conseil national provisoire

## Un « Parlement croupion » aux ordres de la famille régnante

Près de quatre ans après la dissolution d'une Assemblée nationale qui était devenue un véritable instrument de contrôle de l'exécutif, le Koweït vient de se doter d'un ersatz de Parlement qui ne sera, dans le meilleur des cas, qu'une chambre d'enregistrement des volontés de la famille régnante des Sabah.

Le Conseil national transitoire, qui a été élu dimanche 10 juin, aura en effet pour tâche principale, au cours des quatre années que durera son mandat, « d'évaluer

l'expérience parlementaire passée et de suggérer des garde-jours pour préserver l'unité nationale ». Cet organisme, nullement prévu par la Constitution de 1962 qui, théoriquement du moins, régit la vie politique au Koweït dans ses moindres détails, ne sera donc qu'un organe consultatif, semblable aux *Majlis* et *Choura* (assemblées consultatives) dont sont dotées la plupart des monarchies absolues du Golfe. Le Koweït, qui jusqu'à présent constituait une exception à la règle, semble ainsi s'aligner sur ses voisins conservateurs.

En décrétant en avril dernier ce curieux retour à la démocratie parlementaire, gelée depuis juillet 1986, l'émir régnant, cheikh Jaber, avait apparemment un double objectif : primo, réduire au silence le mouvement démocratique qui, sur l'impulsion d'un groupe de trente-deux anciens députés représentant toutes les forces politiques du pays, réclamait un vrai Parlement conforme à la Constitution ; secundo, mettre sur pied une formule de réchange qui, à la longue, remplacerait le Parlement de 1985 devenu pour la dynastie des Sabah une « institution hautement gênante ».

Depuis 1976 - quand l'Assemblée fut dissoute une première fois - les Sabah rêvent d'une chambre introuvable, habitée de fœux qui accepteraient de jouer aux figurants dans un Parlement croupion dont l'existence ne servirait en définitive qu'à redorer le blason de la famille régnante, sans mettre en cause un pouvoir de plus en plus envahissant et anachronique.

Peu désireux de se prêter à ce genre de « comédie parlementaire », les anciens députés ont appelé le pays à boycotter la consultation électorale, estimant à juste titre qu'elle était anticonstitutionnelle. Cet appel a été appuyé non seulement par les milieux intellectuels et universitaires, mais également par la plupart des grandes familles marchandes, qui - avec à leur tête le tout-puissant président de la Chambre de commerce, Abdel Aziz El Sagr - ont signé le 16 mai dernier une déclaration dans laquelle ils condamnaient sans détour ni ambiguïté le Conseil national proposé par l'émir et demandant le retour à la Constitution de 1962, devenue le point de ralliement de tous les opposants.

# DIPLOMATIE

Le désarmement conventionnel

## Paris et Varsovie tentent de débloquent la négociation de Vienne

VIENNE

de notre correspondant

La France et la Pologne ont présenté jeudi 14 juin à Vienne dans le cadre des négociations sur le désarmement conventionnel une proposition commune portant sur les définitions et les plafonds pour les chars et les véhicules blindés de combat. Cette initiative a été présentée à la presse par le chef de la délégation française, M. François Plaisant, comme une « percée » dans des négociations qui périclitaient depuis plusieurs mois.

M. Plaisant notant que cette initiative n'avait pas soulevé d'objection lors de la séance plénière qui avait réuni dans la matinée les délégations des pays membres de l'OTAN et du Pacte de Varsovie, estimant qu'elle faisait par conséquent « l'objet d'un accord informel ».

## Les ministres de la défense du pacte de Varsovie sont d'accord pour modifier l'alliance

Les ministres de la défense des pays membres du pacte de Varsovie sont unanimes à souhaiter une transformation des accords constituant l'alliance militaire des pays de l'Est, a déclaré jeudi 14 juin à Strausberg, près de Berlin-Est, le ministre est-allemand de la défense et du désarmement, M. Rainer Eppelmann.

A l'issue de la vingt-cinquième réunion du comité des sept ministres de la défense du pacte, M. Eppelmann a déclaré à la presse que « l'unanimité s'est faite pour que les accords qui nous lient encore aujourd'hui sur le papier soient transformés ».

Le ministre soviétique, le maréchal Dimitri Iazov, a exprimé son accord complet avec M. Eppelmann. Selon le maréchal, les sept chefs de délégation sont parvenus à un accord sur « les positions principales », à savoir « le dépassement des blocs et la constitution d'un système de sécurité indépendant des blocs ».

Tout en reconnaissant « le droit de l'Allemagne à se réunifier », le maréchal Iazov a estimé qu'elle ne pouvait pas appartenir à une des alliances. « Le peuple soviétique ne comprendrait pas que l'URSS quitte l'Allemagne et que les Etats-Unis y restent », a-t-il ajouté. - (AFP.)

mel mais complet des 23 pays participant aux négociations. Le représentant polonais, plus prudent, n'employa pas le terme d'« accord » et nota simplement que « de nombreux pays de l'Est et de l'Ouest » appuyaient la proposition franco-polonaise.

Un peu plus tard cependant, on faisait état du côté américain de difficultés soulevées dans le groupe de travail concerné par la partie soviétique qui ne s'était pourtant pas manifestée en séance plénière. Il semble que si les Soviétiques acceptent de considérer le texte franco-polonais comme une base de travail, les discussions doivent encore se poursuivre au niveau technique (élaboration des listes des différents types de chars).

La proposition franco-polonaise porte sur une limitation des chars à chenilles et à roues à 20 000 pour chaque alliance et retient pour cette catégorie d'armes un poids minimum de 16,5 tonnes à vide. Pour les véhicules blindés de combat, elle suggère de fixer le plafond à 30 000 avec un sous-plafond de 18 000 pour les véhicules blindés de combat d'infanterie et les véhicules à armement lourd et un sous-plafond spécial de 1 500 pour les véhicules à armement léger dont le poids minimum a été fixé à 6 tonnes.

Si cette proposition était retenue, les négociateurs pourraient concentrer leurs efforts sur la question controversée des avions et hélicoptères de combat. L'URSS refuse notamment d'inclure dans la négociation son aviation aéronavale basée à terre, ce qui fait valoir l'efficacité d'une aviation moderne pour mener des attaques surprises.

D'autre part, les Soviétiques demandent que soient fixées des restrictions sur les effectifs de la Bundeswehr, et c'est la principale raison du piétement de la négociation. Les Occidentaux estiment en effet qu'un premier accord sur les matériels doit être conclu avant que soit abordé le problème des effectifs des armées nationales dans une deuxième phase des négociations de Vienne.

WALTRAUD BARYLI

Trente ans après sa création

## L'AELE entre la métamorphose et le dépérissement

L'association européenne de libre échange a célébré jeudi 14 juin à Göteborg (Suède) son trentième anniversaire. Alors que la réflexion sur la nouvelle architecture de l'Europe met en relief son isolement, l'AELE tente de se rapprocher de la Communauté européenne, les deux entités ayant en vue la création d'un Espace économique européen (EEE).

GÖTEBORG

de notre envoyée spéciale

Il y a trente ans, six pays européens représentant en tout trente deux millions d'habitants et ils ont en commun d'être neutres pour cinq d'entre eux et de n'être ni de l'Est ni de la Communauté européenne... L'Autriche, la Finlande, l'Islande, la Norvège, la Suède et la Suisse vivaient une coopération tranquille au sein de l'Association européenne de libre échange. Voilà leur organisation bousculée. Des négociations vont s'engager avec la Communauté européenne qui risquent de métamorphoser l'AELE. A moins, comme disent les mauvaises langues, que ce ne soit le début de la fin pour cette organisation créée en 1960 par ceux qui ne voulaient pas de la CEE mais souhaitaient compenser ses effets.

L'héritage communautaire

A Bruxelles comme à Genève, où siège le secrétariat de l'AELE, chacun fourbit ses armes : les négociations qui doivent commencer fin juin sont supposées mener à l'entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 1993 de « l'espace économique et européen ». Cet « EEE » regroupant la CEE et l'AELE ne serait rien de moins qu'une sorte de marché commun à dix-neuf (!). Si l'idée date de 1984, elle n'a pris forme qu'en janvier 1989, quand, dans un discours au Parlement européen, M. Jacques Delors pro-

posa aux pays de l'AELE une nouvelle forme d'association avec institutions communes et prises de décisions conjointes.

Deux mois plus tard à Oslo les chefs de gouvernement des pays de l'AELE se déclarèrent satisfaits. Depuis, les rencontres entre fonctionnaires des deux entités se sont multipliées et l'on espère que lundi les ministres des affaires étrangères des Douze donneront à la Commission européenne mandat de négocier le fameux accord sur l'EEE.

Cette négociation s'annonce ardue. Car il s'agit de faire en sorte que les six pays de l'AELE « héritent » de ce que l'on appelle « l'acquis communautaire », à savoir la législation européenne découlant des quatre fameuses libertés accordées par l'acte unique (libre circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes), ainsi que des politiques d'accompagnement (cohésion économique et sociale, environnement, recherche et développement, etc.).

Les pays de l'AELE devront donc intégrer dans chacune de leur législation les textes en vigueur chez les Douze. Ils se déclarent prêts à le faire mais en posant plusieurs conditions.

Tout d'abord ils ont dressé une liste de domaines pour lesquels ils souhaitent bénéficier d'exemptions ou de phases de transition. A la politique agricole commune, dont il n'a jamais été question qu'elle s'étende à l'ensemble de l'EEE, ils ajoutent notamment des exceptions en matière de libre circulation des personnes (sujet sensible en Suisse et en Scandinavie), de transport ou encore d'environnement, de sécurité des travailleurs et de santé. Trois domaines où les normes sont plus élevées chez eux que dans la Communauté.

Autrement dit les Six acceptent de rattraper plus de trente ans de retard en matière de législation communautaire, à

condition de pouvoir participer, à l'avenir, au processus de décision des Douze. C'est là que l'affaire se complique. En proposant dans son discours devant le Parlement européen que la CEE et l'AELE aient un processus conjoint de décision, M. Jacques Delors avait posé un préalable : le renforcement du processus de décision au sein même de l'AELE. Le mécanisme actuel est celui du consensus. L'abandonner reviendrait, pour les pays de l'AELE, à abandonner une part de souveraineté, ce qui n'est pas du tout à l'ordre du jour.

Nul ne doute cependant que malgré cette pomme de discorde les négociations sur l'EEE aboutiront. Chacun y a intérêt : la Communauté trouve là un moyen de faire patienter les candidats à l'adhésion, de les y préparer ; quant aux Six leur empressement à répondre aux avances de M. Delors correspond à leur sentiment d'être marginalisés par rapport au marché unique. D'ailleurs, si un seul d'entre eux - l'Autriche - a fait acte de candidature à Bruxelles, on sent poindre chez chacun la relance du débat tabou sur l'adhésion.

A Göteborg, M<sup>me</sup> Anita Gradin, ministre suédoise du commerce extérieur, s'est déclarée « fascinée » par la vision de l'Europe de M. Kohl. Dans un discours à Harvard jeudi 7 juin, le chancelier ouest-allemand avait affirmé : « Au cours de ce siècle les fondements des Etats-Unis d'Europe seront posés (...). Les Etats-Unis d'Europe doivent être ouverts à des pays comme l'Autriche, la Suède, la Norvège, la Finlande. Ils ne doivent pas repousser des pays comme la Pologne, les Tchèques, les Slovaques, ou la Hongrie, comme ils ne doivent pas exclure d'autres Européens qui souhaitent les joindre. » Une déclaration qui a fait du bruit chez les Suisses, vexés d'être oubliés...

MARIE-PIERRE SUBTIL

(1) Le Liechtenstein qui a signé un protocole d'accord avec l'AELE sentit partie prenante dans l'EEE.

مكتبة



L'organisation des métiers juridiques et judiciaires

## Les intérêts professionnels l'emportent

Les députés ont commencé, jeudi 14 juin, l'examen en première lecture des deux projets de loi relatifs à la réforme des professions juridiques et judiciaires, et à l'exercice, sous forme de sociétés, des professions libérales réglementées, présentés au nom du gouvernement par M. Pierre Arpaillange, garde des Sceaux. Ces deux textes donnent lieu à une impressionnante campagne de « lobbying » de la part des professions concernées (avocats, conseils juridiques, notaires, experts-comptables) (Le Monde du 15 juin). Grâce à l'abstention ou à la non-participation au scrutin de certains membres du RPR, de l'UDF et de l'UDC, la motion de renvoi en commission, déposée par les trois groupes de l'opposition, a été rejetée.

L'intergroupe de l'opposition avait déjà reçu des coups. Jeudi 14 juin, il a pris une gifle. La veille, après d'âpres discussions, les dirigeants RPR, UDF et UDC étaient parvenus à un accord sur le dépôt et le vote d'une motion de renvoi en commission des deux projets de loi relatifs à la réforme des procédures juridiques et judiciaires. Ils avaient même tenu à préciser, dans un long communiqué très élogieux, que cette décision avait été adoptée « à l'unanimité ».

En recourant à cette procédure, les trois groupes de l'opposition espéraient jeter pudiquement un voile technique sur un texte technique qui suscite de nombreux clivages parmi leurs membres. C'est raté. L'échec est d'autant plus douloureux qu'après quelques hésitations, le groupe communiste avait finalement décidé de joindre ses voix à celles de l'opposition, rendant ainsi mathématiquement possible le succès du renvoi en commission.

Mais jeudi soir la politique n'avait pas droit de cité dans l'hémicycle. Littéralement cernés par les représentants des groupes de pression, qui avaient envahi les tribunes du public et qui prenaient fiévreusement des notes sur les débats, les députés semblaient beaucoup plus soucieux de la

défense des intérêts professionnels – et contradictoires – des notaires, des avocats ou des conseils juridiques que du respect des consignes de vote de leur parti. Cette pression constante des « lobbies » a d'ailleurs été dénoncée, avec plus ou moins d'acrimonie, par de nombreux orateurs.

Particulièrement virulent, M. Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Saône) a estimé que « la comédie [avait] assez duré » et qu'il fallait savoir « qui, des députés ou de tel ou tel groupe de pression, fait la loi ». Plus mesuré, le garde des Sceaux, M. Pierre Arpaillange, avait pour sa part tenu à rappeler, à toutes fins utiles, que « l'intérêt public ne devait pas être négligé dans cette enceinte ».

De fait, c'est toujours au nom de l'intérêt « public », voire de l'intérêt « moral », que les députés sont intervenus dans la discussion générale pour approuver ou contester telle ou telle disposition du texte. Mais le problème est que,

selon que l'on est avocat, notaire, conseil juridique ou expert-comptable, on a une vision toute particulière de l'intérêt général. Jeudi, la séance a donc tourné au jeu de devinettes.

On se préoccupait moins de savoir quelle était l'étiquette politique du député qui s'exprimait que de la profession qu'il avait exercée ou qu'il exerçait encore, pour comprendre sa position sur l'introduction du salariat chez les avocats, la formation professionnelle, la société de capitaux ou la réglementation des activités de consultation et de rédaction d'actes juridiques.

C'est ainsi que très logiquement M. Claude Wolff (UDF, Puy-de-Dôme), expert-comptable, s'est lancé dans une vigoureuse défense du droit de ces professions à exercer des fonctions de conseil juridique; que M. Michel Pezet (PS, Bouches-du-Rhône), membre du barreau, a plaidé en faveur du rôle irremplaçable et spécifique des avocats dans la tradition juridique

française; ou que M. Jean-Pierre Philibert (UDF, Loire), conseil juridique, a défendu la motion de renvoi en commission d'un projet qui, dans la perspective de la fusion des deux professions de conseil juridique et d'avocat, fait aux seconds une part trop belle à son goût.

Pour ceux qui n'étaient pas a priori concernés directement par la défense d'intérêts professionnels, le choix était plus douloureux. Certains d'ailleurs, comme M. Jean Brocard (UDF), se sont refusés à trancher. Le député de Haute-Savoie est donc monté à la tribune pour lire successivement le texte que lui avait confié le bâtonnier de son département sur les revendications des avocats et celui résumant les préoccupations des experts-comptables de sa circonscription, sans paraître s'inquiéter un instant de leurs caractères largement incompatibles.

Refusant lui-aussi de trancher, mais avant tout soucieux de l'unité politique de l'opposition, M. Pierre Mazcard (RPR, Haute-Savoie) a défendu le renvoi en commission au nom de l'insuffisante préparation du projet de loi et de l'insatisfaction exprimée par les différentes professions concernées. Comble de l'ironie, le député RPR est même allé jusqu'à défendre l'idée très rocambolesque d'une « table ronde » afin d'élaborer de nouvelles solutions de compromis.

A l'heure du scrutin, les scrupules professionnels l'ont donc emporté sur les considérations politiques. A l'issue de la séance, un député socialiste s'interrogeait avec gourmandise: « Il va peut-être y avoir de nouvelles exclusions dans l'opposition... ».

PASCAL ROBERT-DIARD

Le règlement définitif du budget 1991. – Le projet de loi relatif au règlement définitif du budget de 1991 a été adopté, en première lecture, mercredi 13 juin, grâce à l'abstention des députés communistes. Ce projet a été voté par 274 voix contre 237.

A Vierzou

## Des municipales dans la confusion

BOURGES

de notre correspondant

Depuis la démission du maire communiste de Vierzou, M. Fernand Micoulaud (le Monde du 23 mai), l'impasse politique est à son comble au sein d'une gauche divisée. Sur les cinq listes en présence, dimanche 17 juin, aucune n'appartient à la droite traditionnelle. L'UDF, en soutenant officiellement la liste Rousseau-Albizzi, a coupé l'herbe sous le pied du RPR. Derrière la liste de M. Roger Coulon (PCF) et celle de M. Jean Rousseau (ex PS), lutte ouvrière (troussiste), les Verts (écologistes) et le Front national (extrême droite) tenteront de jouer les arbitres.

M. Rousseau, élu maire lors de la réunion houleuse du conseil municipal du 20 mai, avait été aussitôt désavoué par le PS et mis en congé de parti. Divisée, la fédération socialiste du Cher avait, malgré tout, « décidé de faire sienne » la décision nationale. L'alliance de M. Rousseau avec l'équipe de socio-professionnels baptisée Arc-en-ciel et menée par M. Albizzati a provoqué une mobilisation au plus haut niveau. Gérée pendant plus de trente ans par une municipalité dominée par le communisme, la seconde ville du Cher, qui connaît des difficultés économiques, n'est pas seule en cause. Après Saint-Florent qui, l'an passé, avait échappé au PCF, lorsque le PS avait rejoint la liste du maire communiste dissident, c'est Bourges, tenue depuis 1977 par M. Jacques Rimbault, député communiste, qui est dans la ligne de mire.

Mercréd, lors de la réunion du bureau exécutif du PS, M. Maury a indiqué qu'il était intervenu auprès de M. Michel Rocard pour éviter que deux membres du gouvernement, MM. Michel Durafour et Brice Lalonde, sollicités par M. Rousseau, n'apporment leur soutien à ce dernier. Sa démarche a été couronnée de succès. Seul M. André Laignel, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, est venu apporter son soutien à la liste « unitaire » à forte coloration communiste.

PATRICK MARTINAT

La réforme constitutionnelle

## Les sénateurs n'ont pas très envie d'aller à Versailles

Le Sénat a adopté, jeudi 14 juin, le projet de loi constitutionnelle instituant un contrôle de constitutionnalité des lois par voie d'exception. La majorité sénatoriale a voté un texte augmenté, au cours de cette séance, de trois amendements auxquels le gouvernement était favorable: le renvoi automatique devant le Parlement d'une disposition déclarée inconstitutionnelle, la définition des droits fondamentaux par référence explicite au dispositif et au préambule de la Constitution et l'extension du droit de saisine à soixante députés ou soixante sénateurs préalablement à la ratification d'un engagement international. Le groupe communiste – ainsi que M. Jean-Marie Girault (Rép. et Ind., Calvados) – a voté contre. Le groupe socialiste s'est abstenu.

Un projet de loi constitutionnelle, pour être adopté selon la procédure définie par l'article 89 de la Constitution, doit être voté en termes identiques par les deux Assemblées puis soumis à référendum ou au Parlement réuni en congrès à Versailles. Dans ce dernier cas, que M. Mitterrand et le gouvernement avaient en tête, le texte doit être voté à la majorité qualifiée des trois cinquièmes des suffrages exprimés.

Les sénateurs, du moins la grande majorité d'entre eux, ont-ils véritablement envie de faire le déplacement de Versailles? En préambule à la discussion générale, mardi, le rapporteur du projet, M. Jacques Larché (Rép. et Ind., Seine-et-Marne), avait affirmé, la main sur le cœur, que « la commission des lois du Sénat a jugé nécessaire d'amender le texte tout en se refusant à présenter des amendements « lourds ». « Aucun de nos amendements ne constitue une fin de non-recevoir », avait-il affirmé.

## « Cellule de réflexion »

Certaines dispositions adoptées au cours de l'examen du texte, comme le vote conforme des textes organiques ou la procédure de signature automatique des ordonnances par le président de la République, constituent cependant de sérieux obstacles à une adoption du projet en des termes identiques par l'Assemblée nationale (1). M. Michel Rocard avait d'ailleurs estimé devant les sénateurs que certains amendements « excèdent évidemment les limites de la réforme ». Les sénateurs ont-ils donc placé délibérément la barre très haut pour disposer

d'une grande marge de manœuvre dans d'éventuelles négociations avec les députés, ou bien sont-ils plutôt déterminés à faire échec au projet de réforme?

L'attitude de la majorité sénatoriale incite plutôt à retenir pour l'instant la seconde hypothèse. Cette majorité a travaillé très en amont sur le projet pour éviter à tout prix les « gamineries » de l'opposition particulièrement divisée à l'Assemblée nationale. Les sénateurs ont tout d'abord désigné comme rapporteur du projet un de ses détracteurs, le président de la commission des lois, M. Jacques Larché. Pour éviter à tout prix de commettre, selon l'expression d'un ancien président de groupe au Palais Bourbon, « une faute professionnelle », comme à l'Assemblée, la majorité a réuni ensuite ses sénateurs constitutionnalistes au sein d'une « cellule » de réflexion qui a concocté les amendements adoptés ensuite en commission, puis en séance.

On imagine mal, à l'heure actuelle, les sénateurs offrant une victoire politique au gouvernement et au président de la République en cherchant à compromettre avec l'Assemblée nationale, alors que leur objectif de départ était, entre autres, de donner une leçon d'opposition à leurs collègues du Palais Bourbon. Comme le résume un ancien ministre membre de la majorité sénatoriale: « C'est un refus dont l'habillage a été particulièrement soigné. Il ne s'agit pas en effet que le Sénat porte la responsabilité d'un quelconque échec de la réforme. »

GILLES PARIS

(1) Les députés devraient examiner le 21 juin la motion du projet issue des travaux du Sénat.

Débat d'orientation au Sénat

## Les demandes des ministres dépassent de 50 milliards de francs l'objectif budgétaire

Le Sénat a entendu, jeudi 14 juin, une déclaration du gouvernement sur le rapport relatif à l'évolution de l'économie nationale et des finances publiques qui a pour objet de rendre compte des conditions de l'exécution de la loi de finances, six mois après son entrée en vigueur.

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, et M. Michel Charasse, ministre délégué chargé du budget, s'étaient déjà longuement exprimés au cours du débat d'orientation budgétaire du 19 avril, à l'Assemblée nationale. M. Bérégovoy a développé à nouveau les axes de la politique destinée à réduire les inégalités.

« Contre la spéculation foncière qui se nourrit du développement insuffisant du contrôle de l'urbanisation », M. Bérégovoy a affirmé qu'il était prêt à s'engager dans la direction d'une « taxation des sols à construire dans des périmètres déterminés ».

Le ministre de l'économie a également évoqué les propositions fiscales faites par le groupe socialiste de l'Assemblée nationale, avant de parler de la dépense publique, puisant instrument de réduction des inégalités. Il a cependant fait remarquer que, « contrairement aux années précédentes, l'exécution budgétaire ne laisse pas prévoir de surcroît de recettes fiscales ». « C'est dire, a-t-il poursuivi, que les dépenses supplémentaires doivent être financées par des économies équivalentes ». Le ministre a indiqué

que, outre les grandes priorités définies par le président de la République, un effort s'imposait pour le ministère de la justice et qu'il convenait « de réaliser des économies ailleurs ». « Aucun budget n'est tabou », a dit le ministre avant d'évoquer celui de la défense: « Un grand pays comme le nôtre doit se doter des moyens d'assurer son autorité, qui dépend aussi de la santé de son économie, de sa monnaie et de sa cohésion sociale. »

M. Christian Poncelet (RPR, Vosges), président de la commission sénatoriale des finances, est ensuite intervenu pour regretter, « s'agissant du déficit budgétaire, la politique des petits pas ». Il a appelé de ses vœux une réduction plus drastique de ce déficit et « une meilleure maîtrise des dépenses publiques ». M. Roger Chénouat (Rép. et Ind., Paris), rapporteur général de la commission des finances, s'est alarmé du fait que « la somme des demandes des ministres dépasse déjà de 50 milliards de francs l'objectif de progression des dépenses arrêtés ». Ce chiffre a été confirmé au cours du débat par le ministre de l'économie. M. Chénouat s'est aussi inquiété du « sort des entreprises du secteur public et de leur financement ». Il a enfin ironisé sur la multiplication – contestée par M. Charasse – des priorités affichées par le gouvernement, en daubant sur le « rêve facile du tout prioritaire ».

G. P.

L'élection cantonale partielle de Villeurbanne

## Le PS s'efforce de mobiliser contre le FN

Le second tour de l'élection cantonale partielle de Villeurbanne a lieu dimanche 17 juin. Pendant une semaine, la candidate socialiste, M<sup>me</sup> Nathalie Gautier, s'est attachée sur le terrain à lutter contre l'abstention, qui avait touché trois électeurs sur quatre au premier tour. Son concurrent du Front national, M. Pierre Vial, s'avoue « l'implosion du RPR » et les déchirements de la droite. Éliminé au premier

tour, le candidat des Verts refuse de se prononcer entre le FN et le PS, tandis que, CNL, approuvé par M. Griotteray (UDF), appelle à voter pour l'extrême droite. M. Griotteray, préférerait voter dans une élection présidentielle pour M. Le Pen plutôt que pour un socialiste. M<sup>me</sup> Michèle Barzach (RPR) a déclaré, vendredi 15 juin, qu'il fallait « éviter de faire passer Le Pen qui qu'il arrive ».

## « Ça va être dur »

LYON

de notre bureau régional

« Si nous, les Algériens, on pouvait voter, Mitterrand il serait président pour toujours ». Voilà déjà un moment que Khaled observe le visage des journalistes, autour de M<sup>me</sup> Nathalie Gautier, la candidate socialiste à l'élection partielle du canton de Villeurbanne-sud. Cela fait même précisément trente-sept ans – depuis qu'il est arrivé en France, en 1953, à l'âge de quinze ans – qu'il défend de pouvoir voter. Khaled attend de pouvoir dire, enfin, son mot, dans un micro: « Un Français, vraiment d'origine, il a pas peur des immigrés ». Seulement voilà: « Les Français, avec nous, ils sont gentils. Mais après, ils ne votent pas tous

socialistes ». Depuis que la France a découvert Villeurbanne, M<sup>me</sup> Gautier se prend discrètement à partager les mêmes rêves que Khaled. Toute jeune dans le métier elle se sait investie d'un rôle sans doute un peu trop vaste pour elle: incarner « la France républicaine ». Après le premier tour, la maire socialiste de Villeurbanne a fait ce qu'il fallait pour l'aider: 20 000 affiches ont été placardées, pour rappeler les limites exactes du canton sud. « Comment voulez-vous que les gens s'y retrouvent, en zone urbaine? se plaint-elle. Heureusement, depuis dimanche, la télévision s'intéresse à nous ». Certains Villeurbanneais, en effet, n'ont appris qu'après coup, en regardant la télévision, qu'ils auraient dû voter dimanche dernier.

M<sup>me</sup> Gautier se rend dans l'une de ces cités rejetées de l'autre côté du boulevard périphérique. « Ça va être dur », dit-elle. Dans certains bureaux de vote de « Bel-Air », la participation au premier tour n'a pas dépassé 20% et le Front national, du même coup, a frôlé les 40%. L'accueil n'est pas très chaleureux, en effet.

« Il ne faudrait quand même pas que pour fermer les Algériens ils nous les envoient tout ici », se plaint un commerçant. Toujours la même complainte des banlieues: les immigrés, le bruit, les vols, la peur, la drogue. « Ils travaillent pas, et pourtant ils ont des bagnoles, alors? ». « Ça leur ferait pas de mal, aux socialistes, de prendre une bonne calotte, pour qu'ils se souviennent, enfin, des travailleurs ». C'est un vieil électeur communiste qui parle: « Pour la mairie, c'est pas pareil. Mais au conseil général, un de plus, un de moins, ça change rien ».

Pendant ce temps, c'est à peine si le candidat du Front national a besoin de faire campagne. Le cacophonie, à droite, lui suffit. Éliminé au premier tour, le candidat du RPR a commencé par dire qu'il ne donnerait aucune consigne de vote, avant d'appeler à voter blanc. Dans un communiqué amer, il a publié le coût de sa campagne (92 745 francs) et remercié les quelques élus venus le soutenir: parmi les absents, M. Michel Noir.

JEAN-LOUIS SAUX

M. Evia confirme la préparation d'un Livre blanc sur la retraite. – Le ministre de la Santé, M. Claude Evia, a confirmé, jeudi 14 juin, à l'Assemblée nationale que le gouvernement préparait « un Livre blanc sur le problème des retraites » et qu'il souhaitait engager « une réflexion sur l'ensemble des régimes de pensions ». Le ministre a ajouté que « la classe sociale des retraités est l'une des plus hétérogènes du pays » et qu'il souhaitait voir « diminuer ces trop grandes disparités ». M. Evia a par ailleurs annoncé « la sortie imminente de trois dossiers de rénovation de la pluriel toute information de cette nature avant décision judiciaire ». M. Léotard « entend réserver à la justice les explications qu'il lui doit pour établir l'absence évidente de tout fondement à la plainte vindicative qui a été déposée contre la municipalité de Fréjus ».

La « bataille de Port-Fréjus »: M. Léotard engage une action judiciaire. – M. François Léotard, maire de Fréjus, a décidé d'engager une action judiciaire à la suite des informations publiées sur la polémique relative à l'aménagement de Port-Fréjus (Le Monde du 13 juin). Dans un communiqué, diffusé jeudi 14 juin, il indique qu'il a chargé Me Jean-Marc Varaut, avocat au barreau de Paris, « de donner les suites judiciaires que comporte la divulgation d'une plainte avec constitution de partie civile, en violation des dispositions du code de procédure pénale, qui interdit de publier toute information de cette nature avant décision judiciaire ». M. Léotard « entend réserver à la justice les explications qu'il lui doit pour établir l'absence évidente de tout fondement à la plainte vindicative qui a été déposée contre la municipalité de Fréjus ».



## POLITIQUE

Un entretien  
avec M. Pierre Mauroy

Suite de la première page.

« Si nous réfléchissons à une nouvelle étape sociale, cela signifie bien qu'il y a déjà eu des avancées. Mais cette classe moyenne, qui entendait parler d'abord de l'exclusion des uns et de l'enrichissement des autres, s'est sentie oubliée (1). Voilà pourquoi elle attend, aujourd'hui, un discours qui s'adresse à elle et qui manifeste une sensibilité sociale.

— *Est-ce que vous n'allez pas ainsi à l'encontre de la politique de M. Rocard, qui part du principe que la première inégalité c'est le chômage?*

— Non. Il est, bien entendu, nécessaire de traiter le problème du chômage, qui demeure notre priorité comme celle des Français. Le gouvernement a marqué des points en matière de création d'emplois, mais, compte tenu de l'arrivée chaque année sur le marché du travail de nombreux jeunes, l'enjeu, c'est que davantage d'emplois se traduisent par une réduction significative du chômage. Cela fait partie intégrante de la nouvelle étape sociale.

— *Vous parlez-il normal que, en période de croissance, les revenus des plus performants progressent plus vite que ceux des autres, qui le sont moins?*

— La perception des inégalités par les Français est paradoxale. Ainsi, sur les inégalités de patrimoine, la sensibilité des Français est moins vive qu'il y a quelques années, alors même que la concentration des patrimoines est forte et en augmentation : 10 % des Français les plus riches possèdent aujourd'hui, 54 % du patrimoine global.

— De même, les Français ne songent pas forcément à ceux qui gagnent le plus lorsqu'ils disent qu'il existe des inégalités de revenus, dont ils subissent les conséquences, puisque la moitié des salariés gagnent moins de 7 000 francs par mois.

— Il faudrait, pourtant, être sourd pour ne pas entendre que les Français souhaitent davantage d'argent, davantage de pouvoir d'achat. Cette revendication, le Parti socialiste l'a portée, le président de la République l'a soutenue, le gouvernement l'a reconnue. Il faut augmenter le SMIC, mais cela ne suffira pas.

« Redéfinir  
le SMIC »

— Il faut, aussi, redéfinir le SMIC dans le code du travail, et le groupe socialiste déposera une proposition de loi en ce sens. En effet, trop de salariés doivent ajouter diverses primes et indemnités à

leur rémunération brute pour atteindre le niveau du salaire minimum interprofessionnel de croissance. Le salarié le moins payé, en France, devrait avoir une rémunération correspondant au minimum au SMIC, ses diverses indemnités et heures supplémentaires venant s'y ajouter.

— Mais il faut surtout, comme je l'ai réclamé, que des négociations de branche s'engagent rapidement pour traiter des bas salaires, des carrières et des classifications. Nous devons organiser la promotion des professions. En augmentant le SMIC, il ne faut pas dégrader les P1, les P2, les P3, en écrasant la hiérarchie.

— *Est-ce que vous partagez la démarche du premier ministre, qui sous-entend que, si des négociations s'engagent rapidement, le coup de pouce pour le SMIC n'aura pas trop d'ampleur? Vous ne préconisez pas une hausse de 10 % du SMIC, comme vous l'aviez fait en juin 1981?*

— Je ne regrette pas ce que j'ai fait en 1981. Heureusement que nous avons fait une telle injection de pouvoir d'achat pour rattraper les retards accumulés par les gouvernements de droite... et pour anticiper sur l'accroissement des inégalités intervenu entre 1986 et 1988 sous le gouvernement de Jacques Chirac.

— Si je n'avais pas pris les mesures de 1981-1982, je n'aurais jamais pu faire la politique de 1983 et 1984. Notre politique a favorisé la maîtrise de l'inflation et le retour de la croissance. Maintenant, nous disons au gouvernement que réussite économique et réussite sociale doivent aller de pair. On a un besoin pour la France, mais aussi pour que l'engagement socialiste conserve tout son sens. Pour nous, c'est fondamentalement une question d'identité, de vision de la société.

— Quand il demande l'ouverture de négociations, le gouvernement vise juste, mais à condition qu'il soit entendu par le CNPF et par l'ensemble des fédérations patronales.

« Une nouvelle étape  
sociale »

— *Cela ne suppose-t-il pas le maintien d'une certaine rigueur dans la démarche, car vous risquez d'ouvrir la boîte de Pandore des revendications salariales au sein de cette « immense classe moyenne », très diversifiée, alors même que l'inflation menace toujours?*

— Je comprends tout à fait cette préoccupation. La difficulté, dans la situation de premier ministre, c'est qu'il faut savoir tenir compte de toutes les contraintes. Elles ne sont pas seulement économiques. Elles sont, aussi, sociales, et c'est la mission historique de la gauche que de savoir les prendre en compte dans leur diversité et ne pas les opposer.

— Au-delà du chômage et des salaires, la nouvelle étape sociale doit prendre en compte les besoins en formation, les problèmes de logement, la réorganisation et la réduction du temps de travail...

— *Le premier ministre a donné deux ans aux partenaires sociaux pour aboutir...*

— A l'attente qu'il existe, il faut pouvoir répondre plus rapidement.

Décès de  
Jean-François Pintat,  
sénateur de la Gironde

M. Jean-François Pintat, sénateur (RI) de la Gironde, est décédé le jeudi 14 juin, à son domicile de Souillac-sur-Mer (Gironde). Grièvement blessé à la tête à la suite d'une chute, il est mort dans l'ambulance qui le conduisait à la polyclinique de Lescarpe. — (Corresp.)

[Né le 29 juillet 1923, Jean-François Pintat était ingénieur de l'Ecole centrale des arts et manufactures. Il était maire de Souillac-sur-Mer depuis 1959. Il fut conseiller général de la Gironde de 1964 à 1976. Il siégeait au Sénat depuis 1971. En 1989, il avait pris la tête de la liste d'union de la droite pour les sénatoriales en Gironde. Jean-François Pintat était vice-président du conseil régional d'Aquitaine. Il présidait également le comité départemental de l'UDF girondine. C'est M. Gérard César (RPR), conseiller général de la Gironde et maire de Rauzan, qui lui succédera au Sénat.]

Un engagement solennel doit être pris avant la fin du mois. Des progrès sensibles doivent intervenir avant la fin de l'année. Si l'attente était trop longue, nous ne devrions, alors, pas hésiter à augmenter le SMIC plus fortement.

## « Nous avons changé »

— *Est-ce que vous souhaitez qu'on en revienne à une période comme 1974-1982, où le revenu disponible avait progressé plus vite que la richesse nationale, alors que, de 1982 à 1988, c'est la richesse nationale qui a progressé plus vite que le revenu disponible (15 % au lieu de 8 %)?*

— Ce n'est pas moi, qui ai mis en place la rigueur pour briser l'inflation, qui infligerai cette évidence : on ne peut distribuer plus que ce que l'on crée.

— Je souhaite que le gouvernement associe une réussite sociale à la réussite économique, car c'est maintenant que se prépare la victoire aux élections de 1993. Mais tout ne dépend pas de lui. Mon message s'adresse, aussi, au patronat. Nous, socialistes, avons changé, et la nouvelle étape sociale ne remet nullement en cause ce changement. Aujourd'hui, beaucoup d'employeurs doivent, également, d'adapter et comprendre qu'une bonne politique salariale est garante de la cohésion sociale et, partant, de la réussite économique.

— *Croyez-vous que la réforme du financement de la protection sociale va être un moyen de dégager davantage de salaire direct?*

— Je le pense. Je suis favorable à la contribution sociale de solidarité. D'abord parce que c'est un

moyen de conforter la Sécurité sociale. Ensuite parce qu'elle porte sur l'ensemble des revenus, c'est-à-dire à la fois sur les revenus du travail et sur ceux du capital. Enfin, parce qu'elle doit se traduire par une baisse des cotisations ouvrières et, donc, par une progression du salaire net, notamment des catégories modestes.

— Mais, parallèlement à la nécessité de réduire les injustices et les inégalités salariales, il faut agir sur la fiscalité du patrimoine. Le rapport Hollande comporte de bonnes propositions...

— *M. Rocard a pourtant paru récemment l'enterrer...*

— Non, je ne le crois pas. Le rapport Hollande est raisonnable, et je suis convaincu que c'est un instrument de travail que le gouvernement va examiner attentivement. Il est indispensable de taxer davantage les plus-values, et, notamment, les plus-values immobilières. De même, le rapport contient des pistes intéressantes sur les successions, même s'il faut être attentif à l'extrême sensibilité de l'opinion sur le sujet. Mais l'objectif de réduction de l'imposition des petites successions allié à une augmentation de l'imposition de la tranche des 10 % des plus grosses successions me semble pouvoir être bien compris.

— *Vous avez été le premier, dans la préparation du congrès socialiste de Rennes, à dire : pour financer des mesures sociales, il faut remettre en cause les dépenses militaires. Faut-il le faire dès le prochain budget?*

— La remise en cause des dépenses militaires n'est en rien liée au financement des mesures sociales. Elle découle de l'évolution

de la situation internationale et des conséquences que nous pouvons en tirer pour notre système de sécurité. La perspective de la réduction du budget militaire est ouverte. Dans quelles proportions? Peut-être pouvons-nous amorcer dès cette année le mouvement, ne serait-ce que de façon symbolique. L'essentiel, c'est que le Parti socialiste poursuive la réflexion de fond, qu'il s'engage sous mon impulsion, dans la perspective du projet qu'il doit élaborer en 1991.

La tentation  
d'un « ordre moral »

— *Certains, comme M. Jean-Pierre Chevènement, pensent que ce n'est pas au moment où la situation internationale devient plus complexe qu'il faut dégarnir sa défense.*

— Il ne s'agit pas de prendre des mesures irresponsables. Il reste que le monde a atteint un niveau d'armement non seulement insupportable, mais, de surcroît, inutile. La menace évolue, et nous ne pouvons pas nous contenter d'être spectateurs des événements de l'Est. Nous devons en tirer un certain nombre de conséquences, en restant très attentifs au déroulement des négociations de Vienne.

— *Est-ce la frustration sociale qui nourrit des phénomènes tels que l'abstention ou le vote pour le Front national, ou bien est-ce la recherche du consensus?*

— La frustration nourrit, incontestablement, l'abstention et explique, pour partie, la progression du Front national, mais on assiste, en fait, à un phénomène de frustration plus global, qui trouve son origine dans le refus de certains d'accepter les mutations de la société

actuelle. La peur fait resurgir un discours nationaliste, anti-européen, xénophobe. On refuse le changement pour se replier sur soi.

— On cherche, même, à reconstituer un ordre moral. Cette tendance prend, parfois, des formes pernicieuses. L'accumulation des réglementations répressives en est une illustration, et la tendance va si loin que même ceux que l'on ne peut soupçonner d'en être complices proposent des idées aussi inattendues que la réouverture des maisons closes pour se protéger du sida!

— En réalité, nous devons prendre conscience que tous ces phénomènes correspondent à un état de crise du monde et de la société, où, comme le disait Gramsci, « le vieux meurt, mais le neuf n'arrive pas à naître ». Pour le dépasser, il faut retrouver des repères forts, faire revivre nos valeurs, faire preuve d'imagination comme d'audace. Pour aller résolument vers le neuf.

Propos recueillis par  
PATRICK JARREAU  
et MICHEL NOBLECOURT

(1) Un sondage réalisé par la SOFRES à la demande du PS, auprès de mille personnes âgées de dix-huit ans et plus du 1<sup>er</sup> au 6 juin, montre que, à la question : « Quelles sont les catégories sociales qui ont le plus bénéficié de l'action de la gauche au pouvoir? », 30 % répondent : « les immigrés » ; 26 % : « les chômeurs » ; 24 % : « les fonctionnaires » ; 19 % : « les handicapés » ; 17 % : « les retraités » ; 14 % : « les familles » ; 11 % : « les jeunes » ; 10 % : « les femmes » ; 9 % : « les agriculteurs » ; 8 % : « les ouvriers » ; 8 % : « les salariés du secteur privé » ; 5 % : « les locataires ».

## JOURNAL D'UN AMATEUR

PHILIPPE BOUCHER

EN termes économiques (histoire d'être à la mode), quel parti, s'il était analysé comme une entreprise, ne serait pas menacé par la faillite, ou à tout le moins par le règlement judiciaire? Lequel ne pourrait être blâmé pour un syndicat dont le rôle, on le sait, n'est pas de veiller au redressement des maisons qui coulent, mais de conduire leur liquidation? Du moins est-ce l'impression que lesdits partis s'échinent à donner. L'a-t-on, assez dit?

On pourrait interminablement filer la métaphore sans que jamais les faits ne viennent en diminuer le bien-fondé. Partout, l'actif « que représentent les militants est gaspillé sans être remplacé ; ces clients que sont les électeurs déserteraient la boutique et cessent plus souvent d'acheter le produit qu'ils ne vont se trouver auprès de la concurrence.

Le Parti communiste est le plus gravement atteint, il serait à peine digne de s'y attarder. Enseigne illisible, devanture empoussiérée, personnel revêche, et quant aux heures d'ouverture mieux vaut ne pas en parler : le rideau de fer est baissé plus souvent qu'il ne l'est.

A terme, ce n'est pas plus brillant ailleurs. Balkanisation, désintégration, dislocation, tous les synonymes de cet ordre conviennent pour décrire l'état où se trouve la droite. Comment expliquer que, chaque fois que l'on y cite « rassemblement », les sympathisants et tout le pays avec eux entendent « sauve qui peut »?

Chirac-Juppé, Pasqua-Séguy, la Force unie (elle-même en porte-à-faux avec l'initiative de M. Alain Carignon, trop « enfant de Marie » pour être sincère) ; à quel il faut ajouter, bien que médiocrement étouffée par le maire de Grenoble, la proposition de M. Edouard Balladur que le futur premier ministre d'une éventuelle cohabitation en 1993 s'engage à ne pas se porter candidat à l'élection présidentielle : plaignons l'électeur du RPR.

Si le ministre d'Etat que M. Chirac avait donné à la France entendait de la sorte clarifier la situation et l'esprit des citoyens, c'est une réussite. Attendons la suite. Un ministre d'Etat, de surcroît chargé des finances du pays, ça ne peut pas se tromper.

L'UDF, pour sa part, ressemble plus que jamais à ce qu'elle a toujours été : une illusion et un ramasse-voix. A cela près qu'elle est de plus en plus illusoire et qu'elle ne ramasse, en tant que telle, plus qu'un vide.

Le Parti républicain attend l'inévitable affrontement de M. Valéry Giscard d'Estaing et de M. François Létour. Les radicaux sont retournés au néant rendre visite à leurs cousins dits « de gauche ». Les centristes ne savent à quel saint se vouer à défaut d'oser s'adresser à Dieu. Race méconnue, les adhérents directs de l'UDF sont assez nombreux pour organiser un tournoi de crapes.

Nulle part le moindre accord, ni sur les produits à offrir, ni sur les marchés à emporter, ni sur les stratégies à suivre. Rien, en tout cas, qui puisse engendrer la conviction ; la rigolade, beaucoup plus.

Ce qui reste de gauche, le Parti communiste étant à l'agonie alors qu'il aurait un boulevard à sa portée s'il était moins stupide, ne vaut pas mieux. Maintenant que le Parti socialiste n'est plus qu'un appareil dont il importe de faire la conquête pour, cela fait, entreprendre celle de l'Elysée, les vendeurs se disputent autour de rayons vides.

On ne va pas reprendre la litanie des candi-

dates déclarés et de ceux qui pourraient l'être. La désagrégation ne menace pas moins le PS qu'elle n'atteint déjà la droite. Sans tomber dans le paradoxe, on pourrait presque dire que, en ce sens, la droite est plus avancée. Simplement, à gauche, la présence de M. François Mitterrand, là où il est quand il y est, retarde l'évolution, puisqu'elle oblige à respecter un semblant d'ombre d'apparence.

## Tapie

QUAND il n'y a plus de partis, ou rien qui mérite vraiment ce nom en incarnant la synthèse d'un ensemble de valeurs, d'idées et de projets, ainsi que les moyens de les faire triompher, l'avenir est à qui veut s'emparer de lui, à qui ne s'embarrasse pas d'idées et veille à n'en heurter aucune, l'avenir est à l'apaisement politique, l'avenir est à la politique du coup de foudre, ce feu qui brûle sans chauffer, qui éblouit sans éclairer, l'avenir est à M. Bernard Tapie, croit-il.

Pour y parvenir, une méthode éprouvée qui consiste à débiter sa propre personne pour mieux la mettre en valeur, à résuser la politique-spectacle pour mieux en tirer profit (ah ! le gros plan sur ce baise-main à une ravissante handicapée à l'issue de l'émission « L'heure de vérité » à Antenne 2), à vanter l'intelligence des Français pour laisser entendre qu'ils sont en majorité des pauvres types qui trouvent leur bonheur dans l'apparition de leur (7) député (7) à la télévision, à soutenir les droits des immigrés pour mieux faire comprendre que les expulsions doivent être pratiquées sans faiblesse, à reconnaître les licenciements dans ses entreprises pour montrer que les salariés y ont gagné, à faire le simple pour être plus impérieux, le gentil pour être plus condescendant, à parler comme un charretier pour mieux s'afficher milliardaire, à accuser pour n'avoir pas à se défendre, à étaler ses relations pour dire que ce sont quasiment des obligés, à s'affranchir du président de la République pour mieux faire valoir ses louanges, à écarter une candidature à l'Elysée pour préciser qu'il reste vingt ans pour s'y préparer, à se présenter, enfin, comme le seul homme capable de ramener le Front national à moins de dix pour cent (ce qui serait encore beaucoup) : nous y voilà ! Oh ! Bonne Mère ! La politique française, c'est l'exaltant spectacle de M. Tapie montant à l'assaut de M. Jean-Marie Le Pen.

A cette fin, la mise en place d'un Forum des citoyens (sur le modèle du Forum civique de M. Vaclav Havel ?) qui ne préfigurerait pas mal, tiens donc ! un réseau de comités locaux qui auraient ultérieurement une autre mission que de mettre à mal l'utile M. Le Pen.

Pourrait alors se profiler le jour béni où M. Tapie, devenu chef de l'Etat, commencerait sa première allocution de Nouvel An par ces mots : « Mes chères salariées, mes chers salariés ! »

Sur ce terrain « présidentiel », sur le thème de la virginité en politique, qui donnerait le droit et le devoir de sauver la France de la politique, il y a déjà eu Coluche, qui n'était pas plus bête que M. Tapie et qui avait l'avantage de faire rire.

Cela n'a pas duré très longtemps. En quoi il ne faut pas trop s'alarmer des transparentes visées du président de l'Olympique de Marseille, même s'il dispose de plus d'argent que n'en avait son prédécesseur et sans doute de moins de modestie. Mais il a eu en commun, l'un par la dérision, l'autre au nom de la finance, l'un qui n'attendait rien, l'autre vorace de tout en ce domaine, l'un qui avait la cour en bandoulière, l'autre qui a son portefeuille, de développer le discrédit qui pèse sur la politique et sur ses acteurs. Les Français se soucient des liens de la politique et de l'argent : M. Tapie va sauver l'une de l'autre.

Tout de même, en son temps, il y en avait un plus d'un pour grincer que la politique devait être tombée bien bas pour qu'un amateur, qui se révèle plus que cela, mais pas toujours d'une finesse à toute épreuve, pût seulement faire semblant d'être candidat à la fonction de président de la République.

Maintenant que l'on sait qu'elle est effectivement tombée bien bas (dans l'opinion, d'ailleurs, plus que dans la réalité), M. Tapie est prêt à la ramasser. Mais il ne fait pas semblant.

Il faut croire de toutes ses forces que, dans ce pays, la politique, quelque critiquable qu'on la sache, quelque décevante qu'elle soit, ne se réduira pas à l'OPA d'un homme d'affaires qui achèterait la France comme une entreprise en difficulté pour la conduire avec les mêmes égards et avec la même considération.

## SPÉCIAL COPIAINS

Chef-d'œuvre est un de ces mots superlatifs dont il ne faut user qu'avec parcimonie. Il n'est que plus juste d'y recourir pour qualifier le dernier spectacle de la Comédie-Française, mis en scène par Dario Fo, le *Médecin malgré lui*, et son « jumeau » de la comédie italienne, *le Médicin volant*. Pas question de distinguer tel acteur plutôt que tel autre, c'est leur réunion qui compose cette fête. Après la *Vie de Galilée*, entre-temps *Huis-clos*, quelle sortie que celle d'Antoine Vitez ! Mais la sottise d'être « sorti ».

PS 1. — Pour faire la nique à Air Inter et son interdiction de fumer... sur les vols sans concurrence, recourez précisément à la concurrence. Utilisez les vols internationaux qui font des escales en France. Pour la région de Mulhouse, c'est encore plus facile, allez à Bâle, c'est le même aéroport. Evidemment, cela coûte (normalement) plus cher, mais, un vice aussi répugnant que le tabac, il faut bien le payer.

PS 2. — Il n'était pas juste d'écrire dans l'avant-dernier « Amateur » (« Minimum ») que le Parti socialiste avait le « soutien » de la Ligue des droits de l'homme pour le vote des étrangers aux élections locales. C'est au contraire le PS qui avait repris l'initiative de la Ligue sur ce point. Depuis, on sait ce que vaut ce ralliement.

مكتبة



10 La seconde journée du procès de Rolf Dobbertin. Une adoption d'enfant frauduleuse à Montpellier

11 La Coupe du monde de football  
12 Théâtre : la ligne Lavelli

14 Cinéma : les rockers de Kaurismäki  
15 à 19 « Le Monde sans visa »

## Un « plan vert » pour la France de l'an 2000

Rompant avec le « bricolage écologique », M. Brice Lalonde propose de doter le ministère de l'environnement de services extérieurs et de doubler les crédits en dix ans

Le secrétaire d'Etat à l'environnement, M. Brice Lalonde, devait présenter, vendredi 15 juin, son « plan national pour l'environnement ». Ce « plan vert », qui définit une politique pour les dix prochaines années, devrait aboutir à un quasi-doublement des dépenses de la nation - Etat, collectivités, entreprises et ménages - engagées pour la protection de l'environnement (de 80 milliards de francs en 1990 à 155 milliards en 2000). Il devrait être aussi l'occasion d'une profonde restructuration du ministère chargé de l'environnement, avec la création de services extérieurs animés par des fonctionnaires ad hoc et la mise en place d'un institut français de l'environnement qui servirait de relais à l'Agence européenne de l'environnement. Le plan Lalonde devrait être débattu au Parlement à l'automne.

Les deux tiers du document qui présente le « plan vert » sont consacrés au bilan de la politique d'environnement menée depuis la création d'un ministère ad hoc, en 1971. Bilan sévère. Comparé à ses voisins du Nord (RFA, Danemark, Suède, Grande-Bretagne, pour ne citer que de pays de la CEE), la France apparaît comme une « zone de basse pression écologique » qui a « quinze ans de retard ». « Les modes de gestion mis en place dans les années de crise ont fait leur temps et il faut passer à une nouvelle étape », souligne le rapport.

Malgré une pointe d'autosatisfaction (« Depuis deux ans, la France a repris l'initiative en matière d'environnement »), le ministre reconnaît que l'arsenal juridique dont dispose l'Etat pour faire appliquer sa politique est « complexe, cloisonné, difficilement identifiable, parfois contradictoire et trop souvent pas opératoire ». En fait, « ni le droit, mal appliqué, ni les incitations économiques ou les sanctions pénales, trop faibles, n'ont réussi à intégrer durablement et en profondeur les préoccupations d'environnement dans la société française ».

A cette faiblesse intrinsèque s'est ajoutée une dégradation budgétaire presque constante. Entre 1980 et 1990, le budget civil de l'Etat a progressé de 80 %, tandis que l'enveloppe dévolue à l'environnement a baissé d'un tiers (de 0,1 % du budget à seulement 0,06 %). Baisse des moyens budgétaires, manque



de fonctionnaires, immobilisme administratif, tout cela a conduit à une faiblesse certaine de l'ensemble des acteurs susceptibles d'intervenir sur l'environnement.

### Efforts sur l'air et l'eau

L'absence de filières de formation a conduit à faire de l'environnement « une préoccupation minoritaire et marginale », sans débouché pour les jeunes. Réduit à sa plus simple expression, le ministère s'est d'autre part enfermé dans un « hexagonalisme » dommageable. Au total, l'environnement reste en France l'affaire de l'Etat, et n'est donc pas intégré à la société.

Cette situation apparaît d'autant plus regrettable que la France n'est

pas si mal dotée avec son patrimoine bâti, ses paysages et ses espaces naturels. Le rapport souligne que la France dispose d'une surface équivalente à 12 % du territoire de la Communauté européenne, recèle 40 % de sa flore (autant de variétés que les seules Alpes-Maritimes) et qu'elle arrive en deuxième position en Europe, derrière l'URSS, pour la diversité de ses mammifères.

Elle se situe en bonne place pour la consommation d'eau ou d'énergie par habitant ou franc produit, pour la superficie d'espaces naturels disponibles, pour sa capacité de traitement des déchets industriels toxiques, la salubrité de ses plages ou l'exposition aux pluies acides. Elle se situe dans la moyenne pour la consommation d'engrais et de pesticides à l'hectare, le traitement des déchets ménagers, la qualité de l'eau des rivières et celle de l'air dans les villes. Mais, sur ce dernier point, elle se fait actuellement rattraper.

En revanche, la France est aujourd'hui en retard pour la pollution par les transports (essence sans plomb et pots d'échappement catalytiques), pour la lutte contre le bruit, l'assainissement (deux tiers des Français sont dans des habitations non raccordées à une station d'épuration), la prévention des incendies de forêts et la mise en « protection forte » (parcs nationaux, réserves naturelles) de parcelles de son territoire.

Pour pallier ces carences, le « Plan vert » se propose plusieurs objectifs d'ici à l'an 2000. D'abord, réduire les émissions de dioxyde de soufre. Ensuite, stabiliser les émissions de gaz carbonique grâce à une fiscalité renforcée, pour ne pas renforcer les fameux « effets de serre ». Un effort particulier sera fait sur l'assainissement. A raison de 7,5 milliards de francs injectés

en plus chaque année, on se propose de doubler la proportion des habitants raccordés à une station d'épuration (d'un tiers à deux tiers, comme en RFA). Cet effort devrait se traduire par un doublement du prix de l'eau au cours de la prochaine décennie.

S'agissant des déchets, le plan prévoit l'arrêt de l'incinération des résidus industriels toxiques en mer et la réduction de moitié des rejets

en mer des boues d'assainissement. Un millier de « déchetteries » (centres d'accueil des « encombrants » qui ne vont pas dans la poubelle) seront installées. On prévoit de recycler 15 % des ordures ménagères collectées en ville et 50 % des déchets industriels, contre 30 % aujourd'hui.

R. C.

## Prudents bouleversements

par Roger Cons

SURVENANT deux mois après le rapport Barrière (le Monde du 12 avril), le Plan vert de M. Brice Lalonde ne pouvait rester en retrait, sous peine d'apparaître timide ou flicteux. Le député RPR de la Savoie proposait de doubler les crédits du ministère de l'environnement, qui ne se compte pour l'instant qu'en millions de francs. Le Plan vert demande le doublement de la dépense globale de la nation pour l'environnement, qui se compte, elle, en milliards.

Mais le Plan vert porte aussi la marque d'un fonctionnaire soucieux de ne pas déstabiliser l'appareil d'Etat. Le rédacteur principal du plan, M. Lucien Chabason, est un vétéran de la protection de la nature et des paysages au sein de l'administration. S'il préconise un effort redoublé pour la recherche, conformément à la volonté d'un ministre toujours porté à l'innovation, il refuse de fondre les organismes existants en une structure nouvelle. De même, il ne propose pas comme M. Michel Barnier de fusionner les ministères de l'envi-

ronnement et de l'équipement, ni de dépouiller le ministère de l'agriculture de la gestion des eaux et forêts.

On retrouve dans le Plan vert deux suggestions auxquelles tient beaucoup M. Lalonde : mieux répartir la charge « pollueur-payeur » en faisant payer aussi les agriculteurs. Et laisser au ministère de l'environnement le contrôle de la sûreté nucléaire.

Sur un point, le secrétaire d'Etat a complètement changé d'avis depuis son arrivée au gouvernement. Il soutenait à l'époque que le véritable ministre de l'environnement était le premier ministre, et qu'il était en quelque sorte son secrétaire. Après s'être cogné aux murs pendant deux ans, M. Brice Lalonde soutient aujourd'hui la mise en place d'un « grand » ministre, capable de faire avancer ses propositions au sein du gouvernement et de les faire appliquer. La belle est maintenant dans le camp des parlementaires, qui ne vont pas manquer d'éplucher une à une les nouvelles taxes proposées.

## Des moyens accrus pour un grand ministère

Le ministère de l'environnement compte moins de cinq cent personnes à l'administration centrale et ne dispose pas de services extérieurs qui lui soient propres. Il partage, en effet, avec les ministères de la culture et de l'équipement la tutelle des directions régionales à l'architecture et à l'environnement (DRAE). Il ne contrôle pas des organismes spécialisés comme l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME), le CEMAGREF (qui étudie notamment les milieux aquatiques), le Muséum national d'histoire naturelle (éducation nationale) ou l'Office national des forêts (ONF), qui dépend du ministère de l'agriculture.

Le Plan vert prévoit donc la création de « directions régionales et interdépartementales de l'environnement », qui se chargeraient des installations classées, de la sûreté nucléaire, de l'inspection des sites, des enquêtes publiques pour les grandes infrastructures. La police de l'eau serait confiée à une cellule départementale unique, rattachée au préfet.

Il est prévu, à terme, de créer dans chaque région une structure également unique, regroupant les services territoriaux de l'ANRED (Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets), de l'AQA (Agence pour la qualité de l'air), de l'AFME et des six agences financières de bassin. Cette agence unique aurait aussi compétence pour les problèmes de bruit.

Le plan propose de confier le contrôle total du risque industriel et de la sûreté nucléaire au ministère de l'environnement (et non plus à l'Industrie). Dès 1995, le ministère de l'environnement disposerait ainsi de 3 300 agents dans son administration centrale et dans ses services extérieurs.

Le rapport annuel sur l'état de l'environnement sera confié à un collège de quinze membres présidé par une personnalité extérieure. Il sera consulté sur « les grandes programmations d'infrastructures ». Ce collège remplacera le Haut Comité de l'environnement « qui n'a pas

répondu aux objectifs qui lui étaient assignés ».

Outre la création de filières de formation spécifiques dans le cadre de l'éducation nationale, il est proposé de créer un corps d'inspecteurs de l'environnement recrutés à bac+5 (catégorie A) par un concours commun, ouvert à de multiples formations (juristes, économistes, géographes, écologues, ingénieurs, paysagistes, biologistes, chimistes).

### L'accent sur la recherche

Le plan Vert propose la création d'un Institut français de l'environnement (IFE), dont l'étude préliminaire avait été confiée à M. Jacques Varot, chargé de mission au ministère de la recherche. Cet institut deviendrait la « clé de voûte » du dispositif technique permettant à l'Etat de fonder rationnellement sa politique d'environnement. Il servirait à la fois d'observatoire, de banque de données, de bureau de mesures et d'études économiques.

Pour relancer l'effort consenti pour la recherche/développement en environnement (moins de 4 % de la recherche publique et environ 2 % de la recherche globale), le Plan admet qu'il faudra un jour créer un grand institut de recherche, comme aux Etats-Unis, au Japon, en Grande-Bretagne ou aux Pays-Bas (60 % de la recherche mondiale en environnement sont actuellement menés dans deux pays : Etats-Unis et RFA). Mais, dans l'immédiat, le rapport préconise de « mieux valoriser et coordonner le potentiel existant » pour ne pas « démobiler » les organismes déjà en place.

L'objectif est que, d'ici à 1995, la pourcentage des dépenses publiques et privées de recherche en environnement se rapproche de celui de la RFA - environ 5 %. Soit un quadruplement du volume de recherche.

R. C.

## Une brassée de taxes nouvelles

La mise en œuvre du plan Vert devrait, dit le rapport de M. Lalonde, conduire à un accroissement de 50 % de la dépense affectée par la France à l'environnement en 1995 et à un quasi-doublement en l'an 2000, soit un passage de la dépense globale en volume de 80 milliards de francs en 1990 à un peu plus de 115 milliards en 1995 et près de 155 milliards en 2000. Par rapport au produit intérieur brut, cela correspond à une progression de 1,3 % à 1,9 %.

Pour la rallonge de 35 milliards préconisée d'ici à 1995, ce plan prévoit divers moyens de financement. D'abord, « la solidarité nationale », c'est-à-dire le recours à l'impôt. Ensuite, « faire payer l'usager », par exemple en augmentant le prix de l'eau. Enfin, étendre le principe « pollueur-payeur » à de nouveaux partenaires, par exemple les agriculteurs. Mais la proposition Barrière de « taxe à la valeur écologique » additionnelle à la TVA n'est pas retenue.

La redevance perçue par les agences de bassin va doubler (de 0,8 F par mètre cube à 1,60 F) d'ici à 1988, ce qui portera le montant de la recette à près de 6 milliards de francs. On étendra le paiement de la redevance à certains agriculteurs et aux responsables de la pollution par eaux fluviales (villes, aéroports, grandes surfaces). Le plan préconise en outre une taxe sur les producteurs et importateurs d'engrais au prorata du tonnage mis sur le marché.

A partir de 1992, la taxe parafiscale sur la pollution atmosphérique sera étendue à de nouveaux polluants : oxyde d'azote, acide chlorhydrique (notamment avec l'incinération des ordures ménagères), hydrocarbures, solvants et pesticides. Le produit de la taxe devrait ainsi passer de 74 millions de francs en 1989 à 200 millions en 1992. Une nouvelle

revalorisation aura lieu en 1995.

Pour la gestion des déchets, le plan prévoit la création d'une redevance sur les décharges, acquittée par leurs gérants au prorata du tonnage et de la toxicité. A cela pourraient s'ajouter des taxes sur certaines catégories de produits. Des déductions seraient accordées aux industriels qui investissent pour réduire leur production de déchets. Enfin, il est proposé une taxe départementale sur les ordures ménagères qui serait payée par les contribuables. L'ensemble de ces mesures rapporterait 1,2 milliard de francs.

En matière de bruit, le plan suggère une « taxe d'atténuation des nuisances phoniques au voisinage des aéroports », payable par les compagnies aériennes pour tout décollage d'un avion de plus de six tonnes.

Pour financer la politique de préservation des paysages, une taxe régionale sur l'affichage serait instituée. Les droits d'homologation des produits phytosanitaires seront relevés pour financer l'étude des effets sur le milieu. Une redevance sur les études d'impact permettrait de financer des expertises indépendantes menées par les comités régionaux d'évaluation de l'environnement.

Enfin serait créé un « Fonds d'intervention pour le partenariat écologique » disposant en 1992 de 1,5 milliard de francs, fournis par le budget et une série de nouveaux prélèvements : taxe renforcée sur les granulats (exploitation des sables et graviers), taxe sur la circulation routière (un centime par kilomètre), taxe sur les grandes surfaces commerciales et enfin sur les unités touristiques nouvelles.

R. C.

## SAISON 90-91

M. C. 93  
BUBIGNY

25 sept. → L'ECOLE DES FEMMES

MOLIERE

Mise en scène : ALAIN OLLIVIER

9 oct. → DIDASCALIES III

A LA RECHERCHE D'UNE CONVERSATION

Spectacle d'EVELYNE DIDI

Mise en scène : Georg Maria Pauen, mises en scène par correspondance : Wilson, Vincent, Louccchovsky, Jourdeuil, Peyret, Le Mol...

8 nov. → LA MAMAN ET LA PUTAIN

d'après JEAN EUSTACHE

Mise en scène : JEAN-LOUIS MARTINELLI

27 nov. → LE CAS MULLER...

PROJET HEINER MÜLLER

1<sup>ère</sup> PARTIE

Mise en scène : JEAN JOURDEUIL

et JEAN-FRANÇOIS PEYRET

8 janv. → LUCRECE : LA NATURE

DES CHOSES

Mise en scène : JEAN JOURDEUIL

et JEAN-FRANÇOIS PEYRET

29 janv. → LE REFORMATEUR

THOMAS BERNHARD

Mise en scène : ANDRE ENGEL

Décor : NICKY RIET

5 mars → DIBOUK !

SALOMON ANSKY

Adaptation et mise en scène : MOSHE LEISER

et PATRICE CAURIER

48 31 11 45

ABONNEMENT 4 SPECTACLES 300F



## JUSTICE

Le procès de M. Rolf Dobbertin, accusé d'espionnage, devant la cour d'assises spéciale de Paris

## Dialogue de sourds

Le procès de M. Rolf Dobbertin, chercheur au CNRS, soupçonné d'avoir fourni des renseignements scientifiques à la République démocratique allemande pendant près de vingt ans, se résume, depuis le mercredi 13 juin, à un dialogue de sourds entre le physicien, qui soutient n'avoir livré aucun document secret de nature à nuire aux intérêts de la France, et l'accusation qui lui reproche d'avoir eu des « intelligences » avec des agents étrangers en agissant clandestinement (*le Monde* du 15 juin).

« Étrange audience » que celle où chacun parle sans écouter l'autre. Jeudi 14 juin, à la cour d'assises de Paris spécialement composée de magistrats, chacun a sa vérité. Pour M. Raymond Nat, sous-directeur à la Direction de la surveillance du territoire (DST), M. Dobbertin est un « cas

d'école ». L'officier traitant du physicien étant passé à l'Ouest en livrant tous les renseignements sur son agent, M. Nat ne cache pas sa satisfaction en évoquant le premier interrogatoire : « C'est la première fois que l'on procédait à une audition avec le dossier de la partie adverse. »

## « Les intelligences sont établies »

Et le policier raconte en détail comment les Allemands avaient donné à M. Dobbertin le nom de code de « Sperber » (*L'épervier*) dans la Section 13 du ministère de la sécurité d'Etat (MSF), spécialisée dans l'espionnage scientifique et technique, en précisant : « Bien sûr, à l'arrière-plan il y avait les Soviétiques avec le KGB... »

Précis, le fonctionnaire de la DST explique les méthodes utilisées pour la transmission de renseignements telles que l'usage

de carbone blanc et les rendez-vous opérés par le biais de messages radio codés. Il ajoute que, selon le dossier du transfuge, les Allemands de l'Est semblaient très contents des services de M. Dobbertin, et il en déduit : « Les intelligences sont établies. »

M. Raymond Jancel, directeur de recherche au CNRS, ne regarde que la nature des documents auxquels le physicien avait accès : « Tout le monde pouvait se les procurer. Sur les listes officielles des destinataires, il y avait de nombreux laboratoires étrangers, en URSS, en Roumanie, en Tchécoslovaquie et en Hongrie. »

La RDA ne figurait pas mais M. Jancel, imperturbable, suit son raisonnement : « En recherche fondamentale, l'échange d'informations entre collègues est un élément moteur capital. Il doit se faire dans le délai le plus court. C'est pourquoi tous les laboratoires s'échangeant leurs résultats, même avant la

publication, sous forme de pré-print. »

M. Dobbertin aussi a son opinion : « Jusqu'ici personne n'a démontré que j'ai fait quelque chose d'interdit. J'ai seulement fait quelque chose qui a déplu à la DST. » A ses yeux, ce n'est pas la clandestinité qui fait l'espion mais la nature du document fourni.

Les magistrats devront trancher en rendant leur verdict, vendredi 15 juin. Mais M. Dobbertin, manipulé par les uns, n'est-il pas exploité par les autres ? Lors de son arrestation, la communauté scientifique avait protesté contre « une incroyable ingérence dans leurs libertés » et beaucoup de chercheurs craignent d'être enfermés dans un carcan construit par des policiers qui leur dicteraient leur conduite.

MAURICE PEYROT

Débattant deux familles de l'Hérault

## Un juge de Montpellier refuse une adoption d'enfant à l'amiable

Une jeune mère de Montpellier (Hérault), désirant choisir elle-même une famille adoptive pour son enfant, s'oppose à un refus de la part de la direction de la solidarité de l'Hérault, responsable des services d'aide sociale à l'enfance. Le tribunal de grande instance a rejeté un premier recours, jeudi 14 juin, mais la jeune fille a décidé de faire appel.

Une mère peut-elle choisir elle-même une famille adoptive pour son enfant ? Oui, affirme un avocat de Montpellier, M. Jean-Robert Phung, au nom de sa cliente, Béatrice, 16 ans. Non, répond M. André Ruiz, vice-président du conseil général de l'Hérault, responsable de la direction de la solidarité départementale (DSD). Oui et non, estime enfin M<sup>me</sup> Hélène Doribac, secrétaire d'Etat à la famille.

Lucile, née le 4 avril dernier, a été confiée par le juge de Montpellier à l'aide sociale à l'enfance. Ne voulant pas garder son bébé, Béatrice, sa mère, appuyée par ses parents, de Palavas-les-Flots (Hérault), était entrée en contact, par l'intermédiaire d'un médecin de famille, avec un couple de la ville, les T., qui avait accompli toutes les formalités nécessaires auprès des services sociaux en vue d'une adoption. Pour que tout se passe dans la légalité, la famille de Béatrice s'était même assurée les services de M<sup>me</sup> Phung.

L'avis nuancé de M<sup>me</sup> Doribac

Pour cet avocat, qui s'appuie sur les articles 348-4 et 348-5 du code civil, deux possibilités s'offrent à des parents qui ont reconnu leur enfant, mais souhaitent le faire adopter. Ils peuvent le confier à l'aide sociale à l'enfance (ASE) ou à une œuvre, qui cherchera une famille adoptive. Ou bien, ils choisiront eux-mêmes la famille qui accueillera l'enfant, en le notifiant par acte devant un notaire, un juge de tribunal d'instance ou un agent consulaire ou diplomatique. Dans cette seconde hypothèse, si l'enfant a moins de deux ans, les parents naturels doivent tout de même passer par une œuvre ou par l'ASE dont la mission se résume à vérifier si aucune illégalité (contrepartie monétaire, par exemple) n'entache la procédure.

C'est cette interprétation qui est contestée par la direction de la solidarité du département de l'Hérault. Quand, quelques jours après l'accouchement, Béatrice et son avocat entreprennent les démarches pour débloquer le processus d'adoption prévu, ils s'op-

posent en effet à un refus de la part de l'administration sociale de Montpellier. « Si la loi oblige les parents à confier l'enfant de moins de deux ans à l'aide sociale à l'enfance ou à une œuvre, c'est bien pour que ces derniers choisissent eux-mêmes la famille d'adoption », estime M. Ruiz, responsable de la direction de la solidarité (DSD) de l'Hérault.

Estimant qu'il y avait là une entrave à l'exercice du droit de sa cliente, M<sup>me</sup> Phung avait donc déposé un recours auprès du tribunal de grande instance. Celui-ci a été rejeté jeudi 14 juin, le tribunal confirmant que seuls les services de l'enfance pouvaient choisir les parents adoptifs. Béatrice a donc décidé de faire appel et son avocat devrait déposer dans les prochains jours une plainte contre les fonctionnaires de la DSD qui refusent de recevoir sa demande de remise d'enfant en vue d'une adoption.

Interrogée sur cette affaire, M<sup>me</sup> Hélène Doribac donne un avis nuancé. S'il est exact que des parents peuvent choisir la famille adoptive de leur enfant même âgé de moins de deux ans, il appartient à l'aide sociale à l'enfance ou à l'œuvre qui reçoit le bébé de vérifier que son intérêt est bien préservé et donc de repousser le choix parental si elles l'estiment nécessaire. En tout état de cause, c'est le juge qui aura le dernier mot en donnant son accord pour l'adoption définitive.

M. Ruiz, reconnaît que la famille adoptive présentée par Béatrice n'est pas en cause : elle a reçu un agrément de ses services et figure sur la liste d'attente des familles souhaitant un enfant. De même est-il convaincu de l'honnêteté de l'accord passé entre les deux familles. Les interrogations portent surtout sur la jeune fille, sa liberté de décision par rapport à ses parents et son exacte détermination quant à l'abandon du bébé.

Est-il bon pour l'équilibre de l'enfant que sa famille adoptive vive dans la même ville que sa famille naturelle ? N'y a-t-il pas un risque de voir plus tard Béatrice s'interroger dans la vie des T. ? Ces questions méritent certainement d'être posées. On peut toutefois s'étonner qu'elles ne surgissent pas dans les cas, fréquents, d'enfants adoptés par des membres de leur famille naturelle (grands-parents, oncles, tantes, cousins...).

A la DSD de l'Hérault comme au secrétariat d'Etat à la famille, on se demande si, dans ce cas précis, l'adoption simple, qui conserve les liens avec la famille naturelle, ne serait pas plus appropriée qu'une adoption plénière. Mais ce choix appartient à Béatrice et à elle seule. Anxieux et impatient, les T. attendent « leur » bébé. Témoins muets et impuissants, ils comptent les jours.

CHRISTIANE CHOMBEAU

## ÉDUCATION

## Les directeurs d'écoles d'ingénieurs envisagent le doublement de leurs effectifs

La conférence des directeurs d'écoles et de formations d'ingénieurs (CDEFI), qui regroupe les 80 établissements sous tutelle du ministère de l'éducation, formant chaque année 9 000 des 15 000 ingénieurs français, a examiné, le 13 juin, les possibilités de développement des formations d'ingénieurs. Deux semaines après la « sortie » du président de la République sur les grandes écoles (*le Monde* du 2 juin), les directeurs d'école estiment que la perspective d'un doublement du nombre d'ingénieurs formés en France d'ici l'an 2000 est un défi raisonnable.

Mais pour préserver la qualité de leurs diplômés, ils souhaitent répondre aux besoins spécifiques de chaque branche professionnelle. Ils vont donc réaliser, d'ici la fin de l'année 1990, une étude sectorielle fine permettant d'adapter l'offre de formation à la demande industrielle. Les directeurs d'écoles d'ingénieurs soulignent, d'autre part, que le développement rapide de leurs effectifs suppose un renforcement des moyens mis à leur disposition par le ministère de l'éducation. Mais ils n'ont pas la possibilité de partenariats, voire de fédérations entre établissements.

## Trente-trois départements pilotes pour la rénovation de l'école

La rénovation de l'école élémentaire, inscrite dans la loi d'orientation de 1989, va débiter à la rentrée prochaine dans trente-trois départements pilotes dont le ministère de l'éducation nationale vient de dresser la liste.

Il s'agit des départements suivants : Ardèche, Aude, Bas-Rhin, Bouches-du-Rhône, Calvados, Cantal, Côte-d'Or, Deux-Sèvres, Dordogne, Eure-et-Loir, Gironde, Haute-Corse, Haute-Garonne, Haute-Marne, Hautes-Pyrénées,

Haute-Saône, Haute-Vienne, Hérault, Ille-et-Vilaine, Loire, Lot-et-Cher, Martinique, Mayenne, Meurthe-et-Moselle, Pas-de-Calais, Réunion, Sarthe, Savoie, Seine-Maritime, Somme, Val-de-Marne, Var, Yvelines. Dans les écoles de ces départements, l'horaire hebdomadaire sera réduit de vingt-sept à vingt-six heures et, dès le mois de janvier 1991, ces établissements devront avoir élaboré leur « projet d'école » et mis en place l'organisation en cycles de trois ans.

## EN BREF

□ Une seconde victime dans l'accident d'hélicoptère de Pau. — Après la mort du capitaine Philippe Lugnié, officier chef de bord de l'hélicoptère Puma qui s'est écrasé, mercredi 13 juin, à proximité du terrain de Pau-Uzein (*le Monde* du 13 juin), le pilote de l'appareil, le maréchal des logis-chef, Ghislain Hüller, est décédé jeudi 14 juin à l'hôpital de Pau des suites de ses blessures. Le mécanicien du Puma a aussi été blessé au cours de cet accident survenu au cours d'un vol d'entraînement.

□ Coopération franco-britannique sur la guerre électronique. — La filiale Marconi Defence Systems du groupe britannique GEC et la société française Dassault-Electronique ont conjointement obtenu du ministère britannique de la défense un contrat pour la conception de leures électroniques antimissiles destinées à la protection de bâtiments de la Royal Navy. Depuis la guerre des Malouines, en 1982, la marine britannique cherche à améliorer la défense antimissiles de ses navires et elle s'est adressée à Dassault-Electronique pour le développement, en association avec Marconi Defence Systems, de « leurrages » électroniques en 1995.

□ Des équipements d'artillerie français pour les Pays-Bas. — Le secrétaire d'Etat néerlandais à la défense, M. Berend Jan Van Voorst, a annoncé, jeudi 14 juin, l'achat par son pays à la société française SAGEM de systèmes NSM 20 pour coordonner et guider les tirs de l'artillerie. Ces matériels

seront montés sur des véhicules blindés. Le contrat est estimé à 125 millions de francs. En raison des circonstances internationales, qui vont dans le sens d'une réduction des armements, selon M. Voorst, la commande néerlandaise a été réduite de 20 % par rapport aux prévisions (quatre-vingt-trois systèmes au lieu de cent quatre).

□ Fermeture du réacteur A3 de la centrale de Chinon. — La tranche A3 de la centrale nucléaire de Chinon a été arrêtée vendredi 15 juin à 11 heures. Le réacteur sera totalement déchargé à la fin de 1991 et son démantèlement prendra plusieurs années. Ce réacteur graphite-gaz aura finalement produit 31,5 milliards de kilowatts en l'espace de vingt-quatre ans.

□ Précision. — Le commissaire principal chef de la circonscription de police urbaine de Lourdes (Hautes-Pyrénées) nous précise que le montant des rémunérations annexes qu'il a perçues au cours des dernières années le place dans une « fourchette moyenne, voire basse » au sein du corps des commissaires et non pas à la tête d'une circonscription « particulièrement fructueuse », comme nous l'indiquions dans l'article « Les commissaires contre leurs privilèges » (*le Monde* du 22 mai). Les sommes reçues au titre des vacances funéraires par M. André Senaud se sont élevées à 30 662 francs en 1989, dont 20 % ont été reversés au fonctionnaire qui l'a assisté dans ces opérations.

La réunion du groupe TREVI de la CEE à Dublin

## Le Parlement européen demande aux Douze de ne pas signer une convention sur le droit d'asile

Des difficultés de dernière minute ont surgi, jeudi 14 juin, à Dublin, au cours de la réunion des ministres de l'intérieur ou de la justice de la CEE dans le cadre des rencontres semestrielles du groupe TREVI, à propos de la signature d'une convention sur le droit d'asile et le statut des réfugiés. Trois pays — Danemark, Pays-Bas et Belgique — ont fait savoir qu'ils ne signeraient vraisemblablement pas ce texte.

La présidence irlandaise des Douze n'en propose pas moins que la convention soit signée demain par ceux des pays qui le souhaitent.

Présentée par les groupes socialiste, communiste et des Verts, une résolution adoptée jeudi par le Parlement européen de Strasbourg demande aux Douze de ne pas signer cette convention car elle « comporte des risques pour les libertés individuelles », en raison principalement des échanges d'informations entre polices. Les députés européens ont également demandé que les cinq pays signataires de l'accord de Schengen (Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, RFA et France) ne signent pas, lors de leur réunion du 19 juin, le protocole additionnel de cet accord, en raison du rôle qui y est dévolu à Interpol. — (AFP.)

## Les raisons d'une grève

## Le Syndicat de la magistrature ne veut pas de « solution-rustine » à la crise de la justice

Le Syndicat de la magistrature (gauche), qui réunissait une conférence de presse à Paris le jeudi 14 juin, ne veut pas de « solution-rustine » à la crise de la justice. Le premier à avoir lancé un mot d'ordre de mobilisation pour le 21 juin, le Syndicat de la magistrature est aussi le premier à s'en expliquer publiquement, afin de se différencier des deux autres organisations — l'Union syndicale des magistrats (modérés) et l'Association professionnelle des magistrats (droite), — qui lui ont emboîté le pas sans pour autant appeler, comme lui, à la grève.

## Pour un système d'aide légale

Le Syndicat de la magistrature ne peut plus « tolérer qu'à l'heure où les valeurs démocratiques sont mises en péril, il ne soit pas accordé à la justice sa véritable place au sein des institutions républicaines ». Le syndicat exige, en conséquence, « un budget digne de la justice », « un accès au droit pour tous » et « une réforme du statut de la magistrature ».

Le Syndicat de la magistrature s'alarme du fait qu'« après les promesses du premier ministre de faire de 1991 « l'année de la justice », (...) le président de la République

n'ait pas mentionné la justice (...) dans ses dernières déclarations sur les priorités du budget 1991 ». Il réclame l'instauration d'un système d'aide légale qui permette à tous les justiciables de bénéficier d'une défense efficace et une réforme des procédures telle que « la justice ne soit plus une jungle semée d'embûches ». Enfin, le syndicat prône la création d'un « conseil de justice » qui se substituerait à l'actuel Conseil supérieur de la magistrature (CSM).

Le syndicat reproche à celui-ci d'être toujours régi par des dispositions qui fragilisent l'indépendance des juges, dispositions que M. François Mitterrand s'était engagé à réformer avant son élection, en 1981. Parmi ces dispositions, il en est une qui empêche, en principe, les magistrats de faire grève : « Est (...) interdite toute action concertée de nature à entraver le fonctionnement des juridictions ». Le Syndicat de la magistrature interprète cette disposition en expliquant qu'il n'entre pas dans ses intentions de paralyser, le 21 juin, la machine judiciaire. Ses adhérents, explique-t-il, apporteront leur concours, ce jour-là, aux dispositions qui pourraient être décidées par les chefs de juridiction pour assurer un service minimum.

□ Deux skinheads inculpés et éconduits. — Les deux skinheads interpellés à Brest, dans la nuit du mardi 12 au mercredi 13 juin, alors qu'ils inscrivaient des graffiti antisémites (*le Monde* du 15 juin), ont été inculpés, jeudi 14 juin, de provocation et incitation à la haine raciale et détournement volontaire de biens appartenant à autrui, et éconduits. Christian Chevaux, âgé de vingt-deux ans, et Guy Kirkbride, vingt et un ans, ont reconnu être proches du Parti nationaliste français européen

## CORRESPONDANCE

## Une lettre de M. Robert Faurisson

Après la publication d'un article intitulé « L'université Lyon-III demande des sanctions contre M. Bernard Notin » dans *le Monde* du 17 mai, nous avons reçu de M. Robert Faurisson la lettre suivante :

Pour mieux chasser de son université mon collègue Bernard Notin, on ose invoquer les conditions dans lesquelles j'aurais été, selon vos propres termes, « écarté de l'université Lyon-II pour des raisons similaires », c'est-à-dire essentiellement pour délit d'opinion révisionniste. Selon vous, j'aurais « voté quelques années (fait) formellement la demande » de mutation au Centre national d'enseignement à distance (CNED) et, depuis ce temps-là, j'émargerais « toujours » à ce centre. En réalité, je n'ai jamais demandé ma mutation au CNED, je n'y ai jamais enseigné et j'ai toujours émargé à l'université Lyon-II ; j'ai pu continuer mes activités de recherche (un peu) à la façon de certains chercheurs du CNRS, mais je n'ai pas pu exercer mes activités d'enseignement à cause des menaces dont je suis l'objet et qui se sont soldées par six agressions physiques ou tentatives d'assassinat. Il y a onze ans, mon « détachement » au CNED avait été envisagé, avec, bien entendu, conservation de ma chaire d'enseignement à Lyon, mais aucune suite n'avait été donnée à ce projet. En revanche, par une décision sans précédent,

M. Jospin vient de me priver de ma chaire d'enseignement à Lyon et de me muter d'office au CNED, sans mon consentement, sans consultation du Conseil national des universités, sans procédure disciplinaire (même de simulation). Il a usé d'un tour de passe-passe (...). Je déplore que vous n'ayez pas vérifié des renseignements sur mon compte qui ont été probablement puisés au ministère et que vous ayez, de surcroît, passé sous silence l'usage que ce même ministère a pris à mon égard.

[L'information publiée dans notre édition du 17 mai avait été, naturellement, vérifiée. En mai 1979, M. Faurisson avait demandé à être détaché au Centre national de télé-enseignement (CNTE) — ancêtre du CNED — par une lettre adressée au ministre de l'époque. Aucun poste budgétaire n'étant disponible au CNTE, M. Faurisson avait été mis à disposition de ce centre tout en restant administrativement rattaché à l'université Lyon-II. Cette situation s'est prolongée dix années pendant lesquelles M. Faurisson n'a assuré aucun cours et n'a participé aux activités d'aucun centre de recherche à l'université Lyon-II. En février 1989, la Cour des comptes a exigé du ministère de l'Éducation nationale une remise en ordre générale des emplois dans l'enseignement supérieur, et notamment des mises à disposition. C'est ainsi que M. Faurisson a été informé que son emploi serait transféré au CNED en exécution de la loi de finances de 1990.]

مكتبة الامم المتحدة



# COUPE DU MONDE DE FOOTBALL

● L'Afrique en vedette : le Cameroun, première équipe qualifiée pour les huitièmes de finale ● Un succès pour le joueur Milla et le président Biya ● Inquiétude pour le tournoi de 1994 aux Etats-Unis : les Américains ne connaissent pas le foot ● Au pays de la cocaïne, un goal qui joue libero ● Les commentaires d'un ancien, Just Fontaine ●



## Les Lions indomptables et leur « officier de réserve »

A trente-huit ans, Roger Milla, joueur le plus populaire du Cameroun a inscrit les deux buts face à la Roumanie. Il offre à son pays une qualification historique

● GROUPE B : Cameroun b. Roumanie : 2-1.

BARI

de notre envoyé spécial

Le vieux brigand ! On le croyait usé, fini, oublié. On le croyait condamné à la retraite. Et le voilà qui revient, superbe gromard des terrains de football, avec ses trente-huit ans, son sourire filou et ses jambes de jeune homme.

En marquant les deux buts du Cameroun contre la Roumanie (2-1), jeudi 14 juin à Bari, Roger Milla n'a pas seulement qualifié son pays pour les huitièmes de finale de la compétition (une première pour une équipe d'Afrique), il s'est offert l'un des plus étonnants come back de l'histoire de ce sport. N'avait-il pas été sursis en 1988 lors d'un ultime grandiose, chez lui, à Yaoundé ? Et n'avait-il pas été déclaré sans talent en acceptant, en 1989, dans un ultime sursis, une dernière aventure à Saint-Pierre de la Réunion en... division d'honneur ?

Roger Milla - « Milla » pour l'état civil, « Roger » pour les gamins de Yaoundé - est donc revenu. Pour un

nouveau contre-pied à la logique du jeu et du temps. Pour une de ces réminiscences imprévisibles dont seuls les collants élastiques connaissent le secret. Sans doute aussi afin d'effacer cette image de surdoué passé à côté de la consécration.

Car il ne mérite certainement pas une telle étiquette. Cette grande carrière, il l'a menée à bien. Mieux : de Monaco à Bastia, de Saint-Etienne à Montpellier, il l'a dévorée, comme une revanche contre l'époque où, débarquant du Cameroun à Valen-

ciennes, en 1977, avec pour seul bagage son « Ballon d'or » de meilleur joueur du continent africain, il avait été logé dans un taudis du centre-ville et payé 3 000 francs par mois.

Bien qu'il s'en défende (l'ai marqué des buts plus importants), ses deux tirs victorieux de Bari constituent le point culminant d'une carrière à laquelle il manquait justement cette reconnaissance internationale, au-delà des faubourgs de Douala et de Montpellier. Pourtant, avant le

début de la Coupe du monde, même ses admirateurs les plus fidèles soupçonnaient qu'il n'était qu'un « officier de réserve », un petit vieux qui peut rendre encore service. Quant à ses détracteurs, très rares dans un pays où il fait figure de héros, ils certifiaient que sa présence n'était due qu'à une intervention de la présidence de la République camerounaise, soucieuse de tout tenter pour sauver de la débâcle une sélection qui semblait destinée aux pires déboires lors du Mondial.

Deux buts marqués en dix minutes (soixante-seizième et quatre-vingt-sixième) ont suffi à faire taire les sceptiques et à conforter Roger Milla dans son statut d'indomptable patriarcal des « Lions indomptables », surnom des joueurs camerounais. L'homme est si populaire que, lors de certaines élections, il se trouve toujours des supporters assez administrés pour inscrire son nom sur les bulletins de vote, même s'il se refuse à disputer ce type de match !

L'entraîneur français Claude Leroy, ancien sélectionneur de l'équipe du Cameroun, dit de lui que c'est un joueur « phénoménal », un

professionnel exemplaire - « il ne boit pas ne fume pas », doublé d'un « caractère attachant ». Sous une apparence bonhomme, ce patriote convaincu (« je suis fier de servir mon pays depuis vingt ans ») cache en effet une rage de vaincre hors du commun. Qu'il dispute un tournoi de plage ou la finale de la Coupe du monde, il fait preuve du même engagement, de la même hargne, au point de passer pour un flic à l'air sur tous les terrains de France et d'Afrique.

« Qu'il ait changé d'avis à propos de sa retraite est secondaire, seuls les mémoires le critiqueront pour ce revirement », souligne Claude Leroy, qui aime à rappeler qu'en 1985, à son arrivée à la tête de la sélection, certains dirigeants lui déconseillaient déjà d'aligner ce Milla jugé « vieillissant ». Cinq ans plus tard, à l'approche de la quarantaine, l'« officier de réserve » s'apprête à disputer les huitièmes de finale du Mondial avec des « Lionsceaux » qui pourraient être ses fils.

PHILIPPE BROUSSARD

## Les klaxons de Yaoundé

La population de Yaoundé a accueilli dans la liesse les deux buts de Roger Milla et la qualification de l'équipe nationale camerounaise pour les huitièmes de finale. Les taxis ont commencé leur traditionnel concert de klaxons quelques minutes après la fin de la rencontre, arborant le drapeau national, feux de

détresse et phares allumés.

Dans toutes les villes du pays, la victoire des Lions indomptables a provoqué des explosions de joie. Bien que l'après-midi n'ait pas été détrempé, beaucoup d'amateurs s'étaient rassemblés devant les téléviseurs installés dans les bureaux et certains lieux publics. (Reuters)

## Higuaita le martien

Drôle d'oiseau dans la cage colombienne. Un gardien qui n'a qu'un rêve : marquer un but

● GROUPE D : Yougoslavie b. Colombie : 1-0.

BOLOGNE

de notre envoyé spécial

Quand, aux terrasses des cafés de Bogota, on cherche tout de même à se distraire de la cocaïne, de sa guerre et de ses meurtres, une question parvient toujours à se faufiler entre les verres, à agiter tous les esprits, à taper sur tous les nerfs : « Higuaita en-t-il ? »

Cela fait bien des saisons que ça dure : José-René Higuaita, c'est l'attraction arrière de cette attachante équipe de Colombie, ange ou démon, ou peut-être les deux, de cette formation si heureuse d'avoir pu trouver un ticket pour le Mondial. Un privilège qui ne lui était plus arrivé depuis vingt-huit ans.

C'était en 1962 au Chili. A l'époque, le même Higuaita n'était pas né. Tant mieux car l'énergumène est fait pour le direct. Les télécaméras ont découvert, depuis une semaine, ce martien du football. A première vue ils pourraient, on le croit, avoir été tentés de zapper, pensant à être trompés de programme, un spectacle de cet olibrius balayant leur écran, paraissant sorti tout droit d'un clip, plutôt que d'un vestiaire de stade.

C'est vrai que, s'il ne portait cette culotte courte, on pourrait se méprendre sur ce gaillard davanage équipé a priori pour contrôler une guitare électrique qu'un ballon rond. Coiffure afro, petite taille, petite moustache, dégage de saie gosse, maillot d'artiste qu'on imagine confectionné dans un atelier de Vésairey. Si le règlement acceptait l'entorse, on pourrait le voir un jour équipé d'un baladeur pour, entre deux ovations du public, s'assourir des rangées de Tina Turner, son idole.

Heureusement, il y a ses gants. Des gants si larges qu'ils pourraient bien un jour l'empêcher de courir mais qui restent la distinction suprême de son honorable fonction : gardien de but, plus de cinquante fois international, payé par saison 100 000 dollars au soleil de son club, Athletico Nacional de Medellín, suffisant pour l'empêcher, pour l'instant, d'aller voir ailleurs.

Car Higuaita a beau être une vedette au pays, le débat reste ouvert : a-t-il un grain ou pas ? Jeudi encore, contre les Yougoslaves qui ont fini par remporter la victoire, on l'a vu passer le plus clair de son temps à plus de trente mètres de son but, planté tranquille

ment sous le parasol de sa tignasse d'ébène. On l'a vu tel un libéro relancer le jeu, balie au pied, jongler dans sa surface d'exhibition, tirer un corner, s'interposer de la tête, noire musaraigne, courant de guingois devant son filet.

A-t-il un grain ou pas ?

A-t-il un grain ou pas ? En fait, aux terrasses des cafés de Bogota, les avis sont partagés. Depuis des années, la Colombie se cherchait un grand gardien. Elle tient le phénomène. Depuis toujours on aime, là-bas, l'audace, toujours l'audace ! Higuaita est devenu le symbole vivant de ce football offensif dont la Colombie vient encore de faire la démonstration. Sur le but yougoslave, il fut fusillé. Mais le pénalty qu'il arrêta ensuite empêcha l'humiliation.

Mais ce gardien fantasque a ses détracteurs qui parient qu'un jour toutes ses fantaisies se paieront. Il se souviennent d'un match de l'année dernière contre le grand Brésil. José-René Higuaita musardait encore dans les quarante mètres. Cette vie aventureuse en dehors des surfaces a failli, ce jour-là, lui coûter cher. On crut qu'un lob parti du camp adverse allait définitivement le jeter dans les ténèbres de la honte. La chance, encore une fois, mais aussi beaucoup de vent le sauvèrent.

Une autre fois, on le vit en championnat rater, de peu, une reprise de volée devant le but adverse. Depuis, tout le monde, en Amérique du Sud, attend le petit coup de poisse mesquin qui viendra briser les ailes de ce gardien volant.

Mais l'intéressé semble s'en soucier comme de son premier maillot. Il a débarqué en Italie avec une idée fixe en tête : être le premier gardien de l'histoire de cette Coupe du monde à marquer un but, non pas un pénalty - il y est habitué - mais un vrai, un beau but ! Il y a décidément, dans cette cage colombienne, un drôle d'oiseau !

DANIEL CARTON

## Touristes américains incongrus

Les Etats-Unis ont tenu tête à la Squadra italienne. Mais au pays du base-ball, le ballon rond n'a pas beaucoup d'adeptes

● GROUPE A : Italie b. Etats-Unis : 1-0.

ROME

de notre envoyé spécial

Le pouce vers le sol, Rome demandait qu'on en finisse. Le public s'était déplacé pour un sacrifice de pure routine, un rituel obligé sur la route du Paradis. Livrés en pâture, les onze Américains n'avaient pas une chance de s'en tirer. Encore moins de quitter l'arène romaine en levant des bras vainqueurs.

L'honneur du football made in USA est cependant resté sauf, à peine éraflé par le but de Giuseppe Giannini (dixième minute). Ce coup porté très tôt aurait dû être le signal de la cuncte. Une heure plus tard, c'était le match qui agonisait. Même l'entrée de Salvatore Schillaci, le petit diadème de Sicile qui avait estroqué les Autrichiens quatre jours plus tôt, ne put mettre fin au martyre des 75 000 spectateurs. La Squadra Azzurra tournait autour de sa proie, empruntée, aussi impuissante qu'un chien de chasse devant un hérisson.

Le coach américain, Bob Gansler, après la débâcle du premier match, avait en effet modifié son dispositif. « Les entraîneurs, comme les femmes, ont le droit de changer d'avis », répondait-il, plutôt pété-sec, à un Italien qui l'interrogeait sur sa tactique défensive. « Cette fois, nous avons montré que nous sommes ».

En menant sa surface de réparation avec des armoiries normandes, il a barré le passage à des Italiens bien fébriles. A-t-il travaillé pour autant à la propagande du football américain, hôte de la prochaine Coupe du monde ?

Correspondant de ABC Radio à Rome, Wolfgang Aetner avait choisi pour cette soirée de gala une cravate bleu nuit ornée de drapeaux américains. Inouïment, donc, d'anti-américanisme dans ses commentaires d'après-match. En dépit du résultat, cet Américain élevé en Europe a la dent dure pour ses compatriotes, dont la présence à ce niveau est, selon lui, « une anomalie ». Sans l'élimination du Mexique en effet, sanctionnée pour avoir présenté de fausses licences lors d'un match de juniors, jamais ce groupe de touristes n'aurait posé ses valises en Italie.

Ses critiques ne visent pas les joueurs eux-mêmes. « Si on alignait des Pygmées dans le cham-

plionnat NBA de basket-ball, faudrait-il se moquer des Pygmées ? », dit-il. C'est la politique de la fédération américaine qu'il dénonce. Cette sélection vient des collèges et des universités, alors que, selon lui, le vrai vivier, totalement inexploitable dans les rues et les parcs, du côté de Brooklyn. Dans les communautés hispaniques et chez les immigrants récents, qui n'ont pas perdu leur culture footballistique.

Le pouvoir de la télévision

Une manière de faire rebondir la polémique déclenchée à la veille du match par Giorgio Chinaglia dans les colonnes de la Gazzetta dello Sport. Ancien joueur et président du Cosmos de New-York, aux temps béni où le soccer - surnom anglo-saxon du football - se jouait sur un tapis de dollars, ses avis sont écoutés à Rome. N'a-t-il pas longtemps et brillamment défendu les couleurs de la Lazio avant d'en devenir président ?

Organiser le Mondial aux Etats-Unis en ce moment est, selon lui, une « stupidité ». Les Américains auraient été « inconscients » et « présomptueux » en acceptant. Non pas qu'ils soient incapables d'organiser l'événement, mais celui-ci a besoin d'une assise populaire. « Le soccer n'a rien à voir avec la réalité de la vie des gens là-bas, soutient Wolfgang Aetner. Il n'est pas dans la culture des Américains. Envoyer un ballon à un jeune Européen, il tentera de la contrôler avec la poitrine, le pied ou la tête. Instinctivement. Un gosse américain, lui, s'en saisira à deux mains et esquissera un dribble de basket ».

Depuis l'échec de la North American Soccer League (NASL) en 1984, ce sport a été rayé de la carte des Etats-Unis. Certes, près de quinze millions de jeunes, garçons et filles, tapent dans un ballon, mais il ne s'agit que de football de cour d'école. Plus tard, on passe aux sports sérieux, c'est-à-dire ceux qui ont été plus ou moins inventés aux Etats-Unis. Ce sont le basket-ball, le baseball, le vrai, le seul. Des sports qui offrent aux plus doués des possibilités de promotion sociale, contrairement au soccer. Des sports sur mesure pour un public friand de statistiques et de scores fleuves.

Des sports que l'on peut, de surcroît, saucissonner en tranches fines pour insérer de la publicité télévisée. La chaîne câblée de Ted Turner, qui a acheté les droits de vingt-six matches du Mondial, a ainsi jugé bon d'introduire des écrans publicitaires en cours de partie. Sous le déluge de coups de téléphone, elle y a renoncé. Provisoirement. Car le projet que M. Havelange veut faire aboutir d'ici à 1994 ne vise pas autre chose. Il s'agit, tout simplement, de découper les rencontres de football en quatre périodes de vingt-cinq minutes.

Aux Etats-Unis en effet, un sport n'existe que par la télévision. C'est par elle qu'arrivent les sponsors, seuls bailleurs de fonds potentiels. Pour la Coupe de 1994, NBC a fait une offre de 4 millions de dollars pour quatre ans à la FIFA. Une somme minable que la FIFA a rejeté.

La même chaîne a proposé 401 millions pour les Jeux olympiques de Barcelone et 600 millions pour quatre ans de basket-ball professionnel. Pour la même durée, CBS paie plus d'un milliard de dollars pour retransmettre les matches de base-ball. Et les contrats signés dernièrement par la National Football League avec les principaux réseaux nationaux de télévision frôlent les 1 500 milliards de dollars. Pour voir régulièrement du foot à la télévision, il n'y a que la chaîne de langue espagnole Univision.

La route est courte jusqu'en 1994 pour creuser les fondations d'un sport de masse. La fédération vient de réunir les deux ligues semi-professionnelles de l'est et de l'ouest en un seul championnat. Elle essaie de structurer les compétitions de jeunes. Mais les télévisions qui boudaient déjà la NASL de Pelé, Beckenbauer et consorts s'éveilleront-elles au soccer ?

« Je serais très surpris si une grande chaîne achetait les droits du Mondial 94 », affirme le journaliste Aetner. De plus, une vingtaine de matches disputés par un aguerri-ront pas l'élite. D'ailleurs, les joueurs qui avaient accepté de se consacrer à plein temps à la sélection nationale pour moins de 140 000 francs par an brulent de revenir négocier leurs maigres talents en Europe, dans des clubs de deuxième ou de troisième division.

JEAN-JACQUES BOZONNET

## HORS-JEU

L'œil de « Justo »

BOLOGNE

de notre envoyé spécial

Dans l'histoire de la Coupe du monde, les anciens de 1958 sont un peu devenus les anciens de 1914. L'époque de l'équipe de France en Suède fournit encore les plus belles pages de légende du grand livre du football français. C'était l'époque des Kopa, Piantoni, Colonna et Fontaine.

Présent en Italie depuis une semaine, Just Fontaine, « Justo » pour les intimes, ne passe jamais inaperçu puisqu'il peut, de surcroît, se targuer d'être toujours le meilleur buteur de cette Coupe du monde, avec 13 buts en six matches.

« Le problème le plus important, commente-t-il, est de savoir si les équipes européennes qui sortent à peine de leur championnat pourront récupérer physiquement. Actuellement, il ne s'agit que d'éliminer huit équipes sur vingt-quatre. C'est dans trois semaines qu'il faudra être bon. Pour gagner cette Coupe, il ne faut pas être en forme trop vite... »

Les performances des équipes comme le Costa Rica, l'Egypte ou le Cameroun ne le surprenent pas. Lui qui entraîne un temps l'équipe du Maroc, sait que, dans tous ces pays, on consacre tout à l'équipe nationale et que, placé petit à petit dans des conditions de préparation nationale, on va s'apercevoir que, dans ce sport, il n'y a pas de supériorité de race sur une autre.

Pour l'heure, « Justo » a deux regrets : l'absence, évidemment, de l'équipe de France, d'autant plus navrante, fait-il remarquer, après les défaites de l'Ecosse et de la Yougoslavie, les deux équipes qui ont éliminé les Bleus.

Enfin, l'ancien avant-centre de l'équipe de France ne peut pas ne pas avoir une pensée émue pour son vieux et cher Stade de Reims, dont la relégation en troisième division vient d'être annoncée : « C'est comme si on vous disait ici que l'Inter de Milan met la clé sous la porte. »

D. C.

## Le point

GROUPE A

Italie b. Etats-Unis 1-0.  
Classement : 1. Italie, 4 pts ; 2. Tchecoslovaquie, 2 pts ; 3. Autriche, 0 pt ; 4. Etats-Unis, 0 pt.

GROUPE B

Cameroun b. Roumanie 2-1.  
Classement : 1. Cameroun, 4 pts ; 2. Roumanie, 2 pts ; 3. Argentine, 2 pts ; 4. URSS, 0 pt.

GROUPE D

Yougoslavie b. Colombie 1-0.  
Classement : 1. RFA, 2 pts ; 2. Colombie, 2 pts ; 3. Yougoslavie, 2 pts ; 4. Emirats arabes unis, 0 pt.

A LA TELEVISION

Vendredi 15 juin : Autriche-Tchecoslovaquie, à 17 h (la Cinq). RFA-Emirats arabes unis, à 22 h 35, en différé (TF 1).

Samedi 16 juin : Brésil-Costa Rica, à 17 h (TF 1). Angleterre-Pays-Bas, à 21 h (A2). Suède-Ecosse, à 22 h 45, en différé (la Cinq).







# VENEZ NOUS VOIR!

## Une centrale nucléaire, ça se visite.

Chaque année pour votre confort vos transports, votre travail vous consommez plus de 380 milliards de kilowatt-heures. D'où vient toute cette énergie ? De nos centrales nucléaires qui produisent 75% de l'électricité. Nous vous invitons à venir les voir. Cette visite vous fera découvrir comment nous travaillons pour votre bien-être et répondra à vos interrogations sur le fonctionnement et la sécurité d'une centrale. En 89, près d'un demi million d'entre vous sont venus nous voir. Pour mieux organiser votre visite prenez contact avec le service des relations publiques de la centrale de votre choix. Nous vous souhaitons la bienvenue. Les centrales nucléaires, ça se visite !

*Un coup de fil suffit*

**BELLEVILLE**  
Cher  
Tél. 48 54 50 92

**BLAYAIS**  
Gironde  
Tél. 57 33 32 03

**BUGEY**  
Ain  
Tél. 74 34 30 09

**CATTENOM**  
Moselle  
Tél. 82 51 70 07

**CHINON**  
Indre-et-Loire  
Tél. 47 98 97 07

**CHOOZ**  
Ardennes  
Tél. 24 42 20 96

**CIVAUX**  
Vienne  
Tél. 49 91 40 00

**CREYS  
MALVILLE**  
Isère  
Tél. 74 80 27 30

**CRUAS**  
Ardèche  
Tél. 75 51 49 09

**DAMPIERRE**  
Loiret  
Tél. 38 29 70 04

**FESSENHEIM**  
Haut-Rhin  
Tél. 89 26 51 23

**FLAMANVILLE**  
Manche  
Tél. 33 08 95 38

**GOLFECH**  
Tarn-et-Garonne  
Tél. 63 29 39 06

**GRAVELINES**  
Nord  
Tél. 28 68 42 36

**NOGENT**  
Aube  
Tél. 25 39 32 60

**PALUEL**  
Seine-Maritime  
Tél. 35 57 57 89

**PENLY**  
Seine-Maritime  
Tél. 35 40 60 77

**PHENIX-CEA  
EDF**  
Gard  
Tél. 66 79 60 48

**SAINT-ALBAN**  
Isère  
Tél. 74 29 44 29

**SAINT-LAURENT  
DES EAUX**  
Loir-et-Cher  
Tél. 54 44 84 09

**TRICASTIN**  
Drôme  
Tél. 75 50 37 10



S D'ETE

AOÛT 1990  
ou 2 semaines

ESPAGNOLE DE PARIS





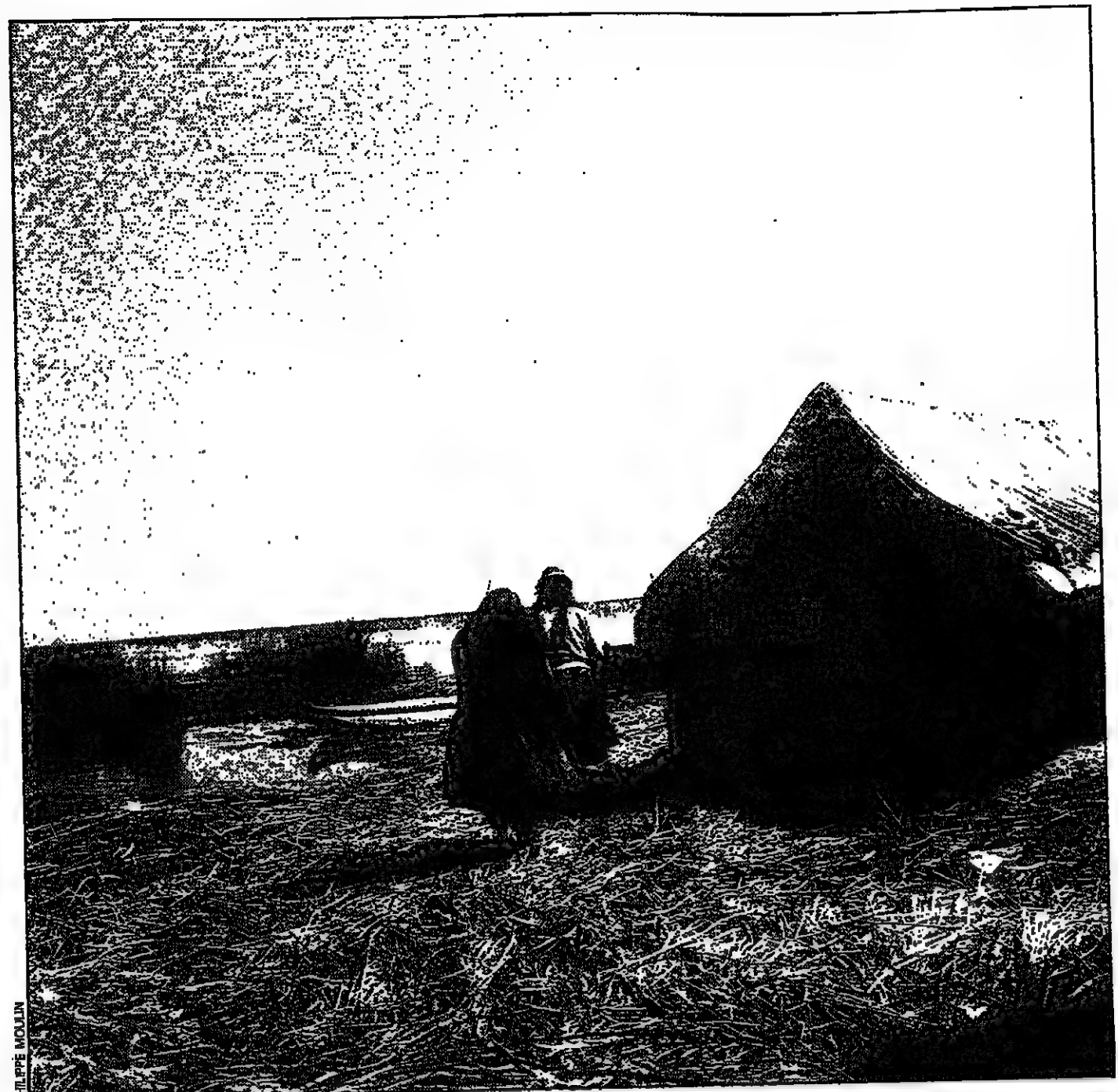


# Le Monde

## SANS VISA

### Le Pérou du bout du lac

Entre pluies diluviennes et sécheresses catastrophiques, comment vivent les paysans indiens au bord du lac Titicaca et sur ses îles.



**A**U petit matin, une brume laiteuse se dissipe doucement sur la lagune de Puno et dévoile à une centaine de mètres de la rive une vaste prairie de roseaux. Dans des barques ventrues arrimées aux gros rochers de la jetée, des Indiens, hommes et enfants, quelques filettes, se réveillent d'une nuit passée sur des sacs de farine qu'il va falloir maintenant décharger, pieds nus sur les graviers couants. Ficelée au mât d'eucalyptus, la grande voile latine s'est muée en toile de tente et retient encore un peu de la pluie nocturne.

Si l'automne austral ouvre de splendides aurores sur le Titicaca, la nuit subit le plus souvent le règne d'Ilappa, le dieu des éclairs et du tonnerre, le dispensateur des pluies, manne essentielle de ces Andes du sud (18° sous l'Equateur) toujours dans la crainte d'une sécheresse dévastatrice. Par chance et avec une ponctualité de paysan consciencieux, chaque soir de ce mois de février, de lourdes nuées plombées arrivent par l'ouest, zébrées d'éclairs, galopant parmi les roulements furibonds du tonnerre, effaçant des sommets de plus de 4 000 mètres. Après un crépuscule d'ocres et de bronzes incandescents, tout s'effondre dans le gris, le ciel comme le lac dissous par une pluie rêche et drue, froide comme l'écume, l'herbe sauvage et pauvre de la puna, cette steppe de l'altiplano.

Au matin, cependant, rien n'entrave la toute-puissance d'Inti, le dieu Soleil qui remplace encore le Christ ici ou là pour mener à bien l'espérance de quelques rites propitiatoires. Les eaux du lac sont à peines ridées, de grosses mouettes planent au-dessus des parcs à truites qu'il faut protéger du vorace pejerrey (1), l'habitant principal de ces eaux froides et fortune des pêcheurs depuis la découverte du coton, qui permet de tisser les premiers filets il y a cinq mille ans.

Les rives abruptes, toutes en courbes et crêtes sculptées par les colossales terrasses incas, découpent une infinité de plans avant d'ouvrir un horizon pareil à celui d'un océan, lent et si lointain qu'on ne sait s'il atteint l'autre bout du monde ou l'origine des temps. La baie de Puno est aussi vaste qu'un lac européen, mais la berge opposée du Titicaca en demeure éloignée de plus de 80 kilomètres.

Avec ses 180 kilomètres de long, ce vieux lac sacré des peuples andins, qui héberge une demi-douzaine d'îles habitées, est presque une mer intérieure, comme portée à bout de bras, plaquée par la cordillère à 3 812 mètres d'altitude contre le ciel et à portée de doigts d'Inti.

Foyer, entre le sixième et le onzième siècle de notre ère, de la prestigieuse civilisation de Tiwanaku-Wari, berceau originel de la religion du Soleil bien avant que les Incas, au quinzième siècle, ne le conquièrent et ne l'intègrent à leur panoplie mythique, la grosse moitié nord du lac est aujourd'hui péruvienne et le sud est bolivien.

En fait, cette partition contemporaine du Titicaca n'a avec la réalité que des rapports aléatoires. Du côté bolivien, quelques abris soigneusement blanchis et une demi-douzaine de vedettes au potentiel incertain sont contemplées hors de l'eau par une poignée de soldats affligés par tous les stigmates de l'ennui. C'est la pompageuse nommée Armada Naval, point de sensibilité bolivienne depuis que le Chili a conquis le couloir menant au Pacifique.

diverses sous le regard équivoque des militaires, douaniers et civils du service de l'immigration, qui savent depuis des lustres conjuguer l'art de la pape-rasse avec celui de la corruption. Après les négociations d'usage, l'entrée en Bolivie se fait en cahotant entre les étals et les cantines de fortune approvisionnées par d'accortes Indiennes à chapeau melon. Une marmaille affairée vend tout et n'importe quoi : un épis de maïs cuit, des vêtements ou une roue de camion. Selon l'état des inflations respectives, le marché passe d'un bord à l'autre de la frontière. Ensuite s'annonce une piste dont on ne sait d'abord si elle conduit au bas du champ suivant ou vers quelque destination référencée.

**Demeurer fier et austère**  
Quoi qu'il en soit, le pourtour du lac est tout un. La frontière demeure une abstraction, un entêtement colonial et, au bout du compte, un point virtuel dans l'espace illimité. Le pourtour du Titicaca est une des régions les plus peuplées des Andes mais certes pas par les « créoles » (Blancs de souche coloniale) et à peine par les métis. Les Espagnols n'ont fait qu'y apporter, comme dans le reste de la sierra, une mauvaise histoire à laquelle il est aussi impossible d'échapper qu'à une cicatrice, mais qui est loin pour autant de raconter l'histoire et la vie d'hier et d'aujourd'hui.

Les champs et les terrasses hérités des Incas s'étendent à perte de vue et sont encore cultivés jusqu'aux sommets les plus abrupts, couverts de fèves, de fleurs mauves et blanches des pommes de terre ou d'épis de quinoa, une céréale forte en protéines et irremplaçable à cette altitude. Cette prodigieuse géométrie de sillons tendus avec la régularité d'un tissage est toujours travaillée au sein des communautés familiales élargies, les ayllus, et à l'aide d'un seul outil, la tacha, la bêche andine interchangeée depuis des siècles, lourde houe dont le fer (après avoir été toute de bois pendant des millénaires) forme un angle si fermé avec le manche qu'elle oblige les paysans à travailler littéralement pliés en deux.

Les Indiens du Titicaca sont essentiellement des Aymaras tandis que le reste des Andes demeure en grande majorité quechua. La langue n'est pas la même, les femmes portent ce fameux chapeau melon, toujours trop petit et cependant maintenu par une grâce céleste jamais prise en défaut, même par ce vent glacial et violent qui peut soulever du lac vagues et marées. Mais, surtout, on dit ici qu'être Aymara c'est demeurer fier, austère, et somme toute plus tenace dans ses coutumes et son identité que les Quechuas. Difficile de démêler la légende et les inévitables susceptibilités entre voisins qui se côtoient depuis maintenant quatre ou cinq millénaires.

La région a subi une sécheresse catastrophique en 1983. En décembre, les terres autour de Puno se craquèrent, le Titicaca se retire comme il peut le faire sur plusieurs mètres, ne laissant que du sable. Les vaches et les moutons, qui paissent d'ordinaire les algues et les herbes de la rive, doivent être abattus. Non seulement les récoltes sont perdues mais les paysans, pour survivre, doivent manger les semences. En décembre 1984, ce sont des pluies diluviennes qui gonflent le lac, créant des crues apocalyptiques qui détruisent pour plusieurs années des milliers d'hectares de cultures et de pâturages. Les Indiens sinistrés se comptent par centaines de milliers.

L'Etat péruvien ignore la catastrophe, et fournit sur un plateau tous les ingrédients nécessaires à l'installation du Sentier lumineux (2) dans la campagne autour de Puno. Pour signaler son arrivée, le mouvement terroriste fusille et mutilé sept militants de l'APRA, le parti du nouveau

président Alan Garcia. Dans les années précédentes, la réforme agraire attendue depuis deux siècles a transformé les latifundias en immenses coopératives. Tour de passe-passe qui ne change rien à la vie de la plupart des paysans : vingt mille familles vivent sur 1 800 000 hectares tandis que les cent mille familles qui forment les communautés traditionnelles (ayllus) demeurent sur moins de 1 400 000 hectares. A la suite de la catastrophe, les paysans démunis décident une première occupation pacifique d'une coopérative en décembre 1985. L'Eglise soutient le mouvement : « La situation de misère et de famine dont souffre la majorité des habitants de la communauté, déclare Mgr d'Altoche, a été à l'origine de ce coup de force. » Alan Garcia tente d'entraver la spirale en publiant un décret de redistribution des terres. Mais les responsables locaux de l'APRA et les administrateurs des coopératives se refusent à l'appliquer et utilisent l'armée « préventivement » contre les paysans. La « guerre » se poursuit. Mais, d'une manière

comme d'une autre, la vie est ici et elle continue à Puno plutôt plus sereinement qu'à Cusco ou à Juliaca, les deux grandes villes proches.

Les enfants et les Indiennes vont s'asseoir dans l'après-midi sur le trottoir devant les postes de télévision du magasin « hi-fi » de la calle Arequipa. L'image sautillante, le dessin animé s'enrobe de couleurs inattendues, mais la boîte magique contient un peu de la vie des nantis.

JEAN-DANIEL BALTASSAT  
Lire la suite page 16

(1) Poisson blanc, sorte de suche.  
(2) Le Parti communiste Sentier lumineux (PCP-SL), mouvement de guérilla armée, a été fondé par A. Guzman. Il déclenche une guerre ouverte avec l'Etat péruvien au début des années 80. Particulièrement meurtrier avec les civils mais se « fournissant » dans l'insupportable réservoir des jeunes Indiens qui n'ont plus rien à perdre. Le Sentier contrôle aujourd'hui un tiers des Andes péruviennes. Voir l'excellent ouvrage d'A. Labrousse et A. Herroghe : *Sentier lumineux, un nouvel intégrisme dans le tiers-monde*. La Découverte, 1988.

### L'EXPRESS COTIER

#### LA NORVEGE AUTHENTIQUE

11 navires de Bergen à Kirkenes. Tous les jours. Toute l'année.

### SCANDITOURS

Demandez la brochure à votre Agence de voyages ou à LA MAISON DE LA SCANDINAVIE ET DES PAYS NORDIQUES 36 rue Trochet 75009 PARIS. Tél. 47 40 38 65



## SANS VISA

## LA TABLE

## Niçoise...

Soyons francs, c'est une salade qui est toujours meilleure chez soi qu'au restaurant

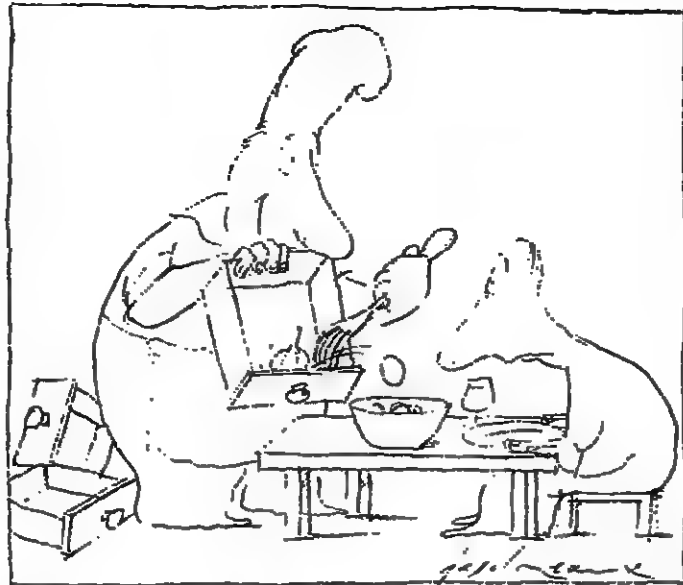
Je lisais l'autre jour un papier de mon ami Nicolas de Rabaudy sur les restaurants de Cannes. Bien qu'il en eût répertorié plus de trois cents, il n'osait dire que c'était la ville la plus gourmande de France, ajoutant : « *Méfiez-vous des salades niçoises !* »

Et certes Cannes, malgré ses places célèbres, ses étoilles et ses toques (Jacques Chibois, le chef du *Grav d'Albion*, est bien le meilleur cuisinier du coin, mais ne songe-t-il pas à partir ?), malgré des appellations aussi ridicules que la remoulade d'asperges à la tête de veau et homard sur la carte du *Martinez*, propose plus souvent au touriste moyen ces salades niçoises bides qui feraient rugir d'indignation les tenants de l'admirable cuisine niçoise.

Il en est de même à Paris (et quel-quefois à Nice). Car s'il est un mets falsifié, détourné de sa pureté première, c'est bien celui-là.

Première règle : et inviolable -, car ce serait double erreur, de goûter comme historien : rien de cuit dans la niçoise, les œufs exceptés. Cela exclut à l'avance les pommes de terre autant que les haricots verts, par exemple.

Deuxième règle : pas de vinaigre ! La jus issu des tomates, qui doivent être salées à trois reprises, et l'huile d'olive, avec aussi un peu de poivre, voilà l'assaisonnement idéal.



Troisième règle : n'y jamais ajouter ensemble anchois et thon. Primitivement, il s'agissait d'anchois, d'un prix abordable, le thon n'intervenant que dans les riches occasions. Les anchois, donc, seront coupés (chaque filet en trois ou quatre morceaux), et le thon, si thon il y a, bien émieté.

Donc, la « *salada nissarda* » (comme on dit encore dans les familles autochtones et aux stances de la Capelina d'or, association de cuisiniers défenseurs du folklore gourmand) se présente ainsi : une tomate et demie par personne ou deux si elles sont petites, coupées en

quartiers et salées une première fois sur la planche : des œufs durs (un pour deux personnes) en quartiers ou en rondelles ; les filets d'anchois (deux par convive) ou le thon ; un petit concombre épluché et coupé en rondelles minces, un poivron vert, des oignons frais émincés en fins anneaux, des petites fèves fraîches.

Dans un grand saladier (d'olivier, ce serait parfaitement « en situation ») bien frotté, fond et parois, d'une gousse d'ail, verser tous les ingrédients sauf les tomates. Celles-ci, d'abord égouttées, seront légèrement resalées avant d'être jointes à la salade. Salade qu'il ne vous restera plus qu'à « ensauver ». Mais cette sauce doit être l'objet de toute votre attention, faite de larges cuillères d'huile d'olive (de première pression à froid, bien entendu, et les Niçois connaissent l'acheteur chez *Alziari*, 14, rue Saint-François-de-Paul, avec basilic finement ciselé, poivre et sel. Bien le rafraîchir au réfrigérateur avant de la verser sur la salade, puis terminer enfin avec des petites olives noires de Nice. C'est divin !

Mais, soyons francs, c'est là un plat qui sera toujours meilleur préparé chez soi qu'au restaurant. A moins de le commander, sur carte, au prix du caviar !

LA REYNIERE

## SEMAINE GOURMANDE

## Faucher

Il s'agit de la neuve enseigne de Nicole et Gérard Faucher, dont la petite maison du 15<sup>e</sup> était bien connue des gourmets. Ils viennent de reprendre l'antique Saint-Jean-Pied-de-Port, devenu Alain Moral, dans cette partie calme du 17<sup>e</sup> élégant (merveilleux plaisir de la terrasse les soirs d'été !). Transformations considérables rendant double le charme des découvertes gourmandes que ce cuisinier précieux et sage qu'est Gérard nous promet. De la soupe de tomates glacée avec œuf poché au caviar au gâteau de pommes Maxim's et au caviar de grenouilles à l'ail doux, du haddock aux lentilles au salimbocca de merlan, du plat de côtes cuit en pot-au-feu, beurre de truffe au ris de veau croustillant sur glace de porto, j'en passe... Les fromages sont de chez Alain Dubois, les pains de Poujauban, la carte des vins raisonnable...

Même si le quartier n'en manque point, voici cartes une table avec laquelle on devra compter. Aux déjeuners, un menu : 2 plats, fromage et dessert, change tous les jours (180 F), un menu dégustation est à 350 F et la carte (350/400 F) augurent bien de l'avenir rive-droitière de ce couple très professionnel.

► FAUCHER  
123, avenue de Wagram.

75017 Paris.

Tél. : 42-27-61-50.

Fermé samedi midi et dimanche.

Voiturier. Carte bleue.

## Laurent

Ici, ce n'est point le lieu qui change mais le cuisinier. Jacques Rolancy a en effet remplacé Bernard Guilhaudin, installé à son compte (je l'ai signalé).

Avec la carte de saison et outre les classiques « maison », on notera une tarte aux maquereaux, la petite lotte rôtie à la moutarde, l'agneau de lait des Pyrénées en croûte d'herbes, la joue de bœuf au raifort.

Je ne cite ici que des plats « de mon plaisir », mais sachez que le foie gras au torchon est à la gelée de vieux sauternes, la soupe de homard aux écorces de concombre, la côte de veau « sous la mère » accompagnée d'une exquisite galette de pommes de terre, etc.

Et il faudrait encore parler des vins (sélectionnés par Philippe Bourguignon), du service (sous la houlette de Guy Tessandier), des desserts et du charme de la terrasse-jardin d'été.

► LAURENT  
41, avenue Gabriel,  
75008 Paris.  
Tél. : 47-23-79-18.  
Fermé samedi midi et dimanche.  
Salons. Voiturier. CB - AE - DC.  
L.R.

## VACANCES VOYAGES

## HÔTELS

## Aquitaine

## ENTRE MER ET MÉDOC

**HOTEL RESTAURANT \*\*\* NN**  
Parc fleuri 2 ha. Piscine, tennis  
parcours santé, piste cyclable, golf.  
1/2 pension 275 F  
LES ARDILLIÈRES, 33160 SALAUNES.  
Tél. : 56-58-58-08  
FAX 56-58-51-01.

## Côte d'Azur

## 06400 CANNES

**HOTEL LIGURE \*\*\* NN**  
5, rue Jean-Jaurès - 06400 CANNES  
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275  
FAX 93-39-19-48  
A 300 mètres de la célèbre Croisette  
et des plages.  
Climatisé, insonorisé, chambres  
TV couleur. Tél. direct, minibar.

## NICE

**HOTEL LA MALMAISON**  
Best Western \*\*\* NN  
Hôtel de charme près mer,  
calme, grand confort.  
50 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES  
TV COULEUR PAR SATELLITES  
Restaurant de qualité.  
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. 93-47-62-56 - Tél. 470-410.  
Téléphone 93-16-17-99.

**HOTEL VICTORIA \*\*\***  
33, boulevard Victor-Hugo  
06000 NICE - Tél. 93-83-39-60  
Plaisir, centre-ville, calme.  
Petit parking, grand jardin,  
chambres TV couleur cible,  
téléphone direct, minibar.

## Montagne

## LA SAVOIE AUTHENTIQUE

**CHALET DE L'ŒUVE ROUGE - VILLAS S. \*\***  
Alt. 1600 m. Logis de France. Guide  
Aïo-Journal. Calme, détente, nature.  
Exposition panoramique plein sud.  
Famille SURRIER LA CHAL.  
73530 SAINT-JEAN-D'ARVES.  
Tél. : 79-59-70-99.

## Paris

## SORBONNE

**HOTEL DIANA \*\***  
73, rue Saint-Jacques  
Chambres avec bain, w.c., TV couleur.  
Tél. direct.  
De 280 à 420 F. - Tél. 43-54-92-55.

## Provence

## DROME PROVENÇALE

Paris/4 h par TGV (Montélimar).  
Site except. microclimat, prom., muséol.  
UVA sauna. Cuis. à votre goût.  
On ne fume pas à table.  
Chambres gd et petit. Mireille  
Colombe. Tél. : 75-26-12-89.  
Angeorge du vieux village d'Andres,  
26110 Nyons - Fax : 75-26-38-18.

## ROUSSILLON 94220 GORDES

**MAS DE GARRIGON \*\*\***  
Loin de la route et du bruit, des villages  
à la mode, un hôtel et un restaurant  
de charme en campagne, face aux ocres  
de Roussillon.  
Vous déjeunerez et dînerez en terrasse.  
Piscine - Équitation - Promenade.  
Tél. : 90-45-63-22.

## Sud-Ouest

## PÉRIGORD

**AUBERGE  
LA CLÉ DES CHAMPS \*\*\* NN**  
PISCINE TENNIS  
1/2 pension à partir de 152 F  
GOLF  
parcours 9 trous, à 20 mn  
24550 VILLEFRANCHE-OU-PÉRIGORD  
Tél. 53-29-95-94.

## Angleterre

## LONDRES

**LONDON LODGE HOTEL, 4 étoiles.**  
134 Lexington Gardens, Londres W3 6JE.  
Hôtel luxueux à Kensington, dans le  
centre de Londres. « Breaks » de 3 à  
7 nuits à £ 27,50 par nuit et par  
personne. Chambres doubles et à 2 lits.  
Gratuit pour les enfants (ch. partagée  
avec les parents). Offre valable jusqu'au  
31 août. Pour information et brochure,  
tél. : 19-44-71-344-8444.

## Suisse

## LUGANO

**L'HOTEL WASHINGTON \*\*\***  
Situation calme près gare et  
centre-ville - Grand parc et parking  
1/2 pension : FS. 69.- à 79.- par pers.  
Tél. : (1941) 191/56-41-36.

## SILS-MARIA (Engadine)

**L'HOTEL AUX \*\*\* ÉTOILES**  
Pour vos vacances d'été ou d'hiver  
Tous les sports  
Tél. : 1941-82-4-53-22. Fax : 82-4-55-22  
Hôtel et maison d'appartements  
Edelweiss/Alpstein. CH 7514 Sils-Maria.

## St-MORITZ (Engadine)

## Kulm - Hôtel

L'hôtel 5 étoiles avec  
la plus grande tradition.  
Centre mondain et sportif.  
CH 7500 St-Moritz - Tél. : 1941 82/2 11 51.  
FAX 3 27 38.

Le Pérou  
du bout du lac

Suite de la page 15

La plaza de Armas n'a aucune grâce et la façade baroque de la cathédrale n'en est que plus impressionnante. A bien la regarder, on pourrait encore croire que l'enfer du Ciel est pire que celui de la Terre.

Sans doute histoire de compenser les hallucinations de l'art plâtré (3), un conseiller municipal a ordonné la taille des cyprès de la place selon les canons de l'art topiaire. Cela va de la soucoupe renversée à la silhouette de lama. Le résultat n'est pas assuré, mais au moins l'ombre sied aux citoyens de chausses et aux écrivains publics, qui désormais œuvrent sur des machines à écrire.

Certes, Puno n'est pas une belle ville. Maisons d'adobe et de torchis ou béton nu, rues grises, toits en tôle serrés entre des pentes à couper le souffle, et les embrayages des VW et des américaines qui mériteraient depuis longtemps la retraite. Seule le Parque Puno, place toute peinte en bleu jusqu'à l'église San-Juan, n'est pas sans charme.

Puno n'a pas de raison d'être belle : on la créa en 1888 pour y exilé les mineurs rebelles. Mais c'est l'unique grande ville du bord du lac, et son marché est aujourd'hui très actif. Tout ici se vend, par camions ou au détail, de la papaye aux montres thaïlandaises. On peut baguenauder des heures dans ce marché informel, temple de l'économie parallèle, qui fait vivre désormais le Pérou.

Touristes  
peu nombreux

« Dans des pays comme le Pérou, le problème n'est pas l'économie parallèle, mais l'Etat lui-même. Le secteur parallèle est une réponse spontanée, créative et populaire à l'incapacité de l'Etat à satisfaire les aspirations les plus élémentaires de son peuple. » C'est M. Vargas Llosa qui écrivait ces lignes d'un bel humanisme il y a deux ans (4).

En attendant, les touristes sont trop peu nombreux à Puno et trop fugaces pour apporter suffisamment de dollars. Ils passent en coup de vent pour aller, en groupes serrés, jeter un œil sur les îles Uros. Les Uros,

qui vivaient sur des îles flottantes, un entassement de roseaux assez épais pour porter hommes et huttes, ont disparu au début du siècle, emportant avec eux une langue unique et énigmatique qu'aucun sémiologue n'eut le temps d'étudier. Mais pour que les touristes et donc les dollars ne disparaissent pas tout à fait, des Indiens Aymaras jouent aux Uros et tout le monde est content.

Domage, car l'excursion la plus extraordinaire sur le Titicaca depuis Puno, c'est l'île de Taquile. Elle accumule à l'envi les exotismes spatio-temporels. Il faut trois heures et demie de bateau (à moteur recyclé d'une déjà longue carrière terrestre sous le capot d'une défunte américaine) pour atteindre sa côte occidentale. Le soleil tape et brûle, la houle de lac n'est pas négligeable. L'ouest de l'île est presque une falaise, somptueusement verte, opulente, décorée de terrasses.

Quelque chose comme un coin de paradis perdu, vraiment perdu, un peu méditerranéen, terriblement bucolique. Parvenu (en soufflant fort !) au sommet du col par l'unique sentier, on découvre le pueblo, les fermes de torchis, éparées entre les champs, et les sentiers de pierres qui utilisent chaque pouce du versant est, moins abrupt. C'est splendide de calme et d'équilibre. Mais le col est aussi la « frontière ».

En pénétrant sur l'île, on entre dans une communauté indienne quechua, mystérieuse, préservée des ravages colonisateurs et vivant le moins mal possible dans une parfaite autonomie. Une autogestion naturelle du « bon sauvage » à faire pâlir Montaigne lui-même.

L'arrivant est dirigé par les responsables élus et temporaires de la communauté vers l'un des habitants (1 500 au total) qui l'hébergera pour la nuit dans une des cases au milieu des fèves ou des pommes de terre. Coût de la nuit : 7,50 F. Il faut acheter sa chandelle à l'unique « magasin », l'eau est celle d'une des innombrables sources. Le droit de loger les étrangers est établi par rou-

ment de manière qu'un jour ou l'autre tout le monde en profite.

Car, en dehors de l'agriculture, les femmes produisent un savant tissage (laine et teinture de l'île), tandis que les hommes tricotent d'époustouflants jacquards. Le costume traditionnel est de rigueur. Les femmes sont sans chapeau, mais couvertes d'un voile indigo très arabisant. Les hommes portent un pantalon court tenu par des ceintures tissées, une chemise de laine tissée blanche et un gilet à pavés noirs, une sorte de grand bonnet de meunier sur la tête, leur propre et savant ouvrage. Ils vont ainsi, filant ou tricotent sans cesse, en marchant, discutant ou plaisantant, machant des kilos de feuilles de coca. Seuls les travaux des champs ou d'entretien de l'île, qui s'effectuent toujours en groupe et par roulement, interrompent cet obsédant tricotage.

Ni police ni armée. La communauté se charge d'expédier les éventuels fautifs à Puno. Les élections se font à main levée (sans les femmes, mais avec leur avis). La communauté vend les productions de l'île et redistribue chaque mardi l'argent des caisses. Le niveau de vie est bas, mais les enfants rieurs, les champs gras, et les troupeaux ne manquent de rien. Le tableau est bien près de l'idylle. Notre hôte, Julian Quispe, s'est essayé un temps à la vie ailleurs. Mineur ou maçon quelque part au Pérou. Un mauvais souvenir. Il est revenu se marier sur l'île et il n'en bougera plus. « J'aimerais bien avoir plus de dollars, mais ici, c'est si tranquille ! »

Fêtes pieuses  
et magiques

Ceux qui partent sont rares. Et ce qu'on apprend dans l'île, de père en fils et de mère en fille, tissage ou tricotage, n'a de vraie valeur qu'ici. Pour l'âme, l'immensité du lac apaise les petites chamailleries familiales et les fêtes pieuses sont nombreuses, magiques et attentives, copieusement arrosées de chicha. Quand il le faut, nul n'oublie de monter aux ruines incas faire des offrandes de coca aux esprits des ancêtres.

De fait, l'île est un conservatoire jaloux d'antiques coutumes, et ses habitants, probablement des Quechuas victimes de la *mintimae* (déplacement punitif) des Incas.

Les habitants de Taquile sont fiers de leur particularisme, et se doutent que c'est là depuis

longtemps leur meilleure protection contre les violents soubresauts du Pérou, d'une économie et d'une politique qui ne les a jamais concernés. Taquile est vraiment ailleurs, autant dire nulle part ou seulement là, en plein centre du Titicaca, une île vraiment.

A deux kilomètres au nord, une autre île quechua, Amantani, vit selon les mêmes règles et pratiques communautaires. Seulement, là-bas, les hommes déjà ne portent plus le costume traditionnel. Ils sont habillés comme « tous les autres ». « Ils sont déjà un peu comme les autres, et les femmes sont moins belles, c'est triste », constate Julian, depuis la communauté d'entretien d'un hôtel « normal ». On ne pense pas aboutir bien vite. Mais, cet hiver 1990, l'île importera son premier groupe électrogène, un téléphone, et peut-être bien la télévision. En somme, puisque ici la voiture est vraiment impossible, la quintessence suffisante du vingtième siècle.

JEAN-DANIEL BALTASSAT

(3) Renaissance espagnole très en vogue dans les Andes fraîchement conquises.  
(4) Lettre internationale n° 18.

**LES RESTAURANTS  
QUI RACONTENT PARIS**  
Tous les jours, service continu de 11 heures

**TERMINUS  
NODE**

Langoustines fraîches  
Plateau de fruits de mer  
Huîtres chaudes  
au champagne  
Sole meunière  
Tranche de gigot à l'ail

Face à la Gare du Nord  
23, rue de Dunkerque, Paris 10<sup>e</sup>  
Réservation : 42.85.05.15  
Parking Gare du Nord

مكتبة الامم المتحدة



# SANS VISA

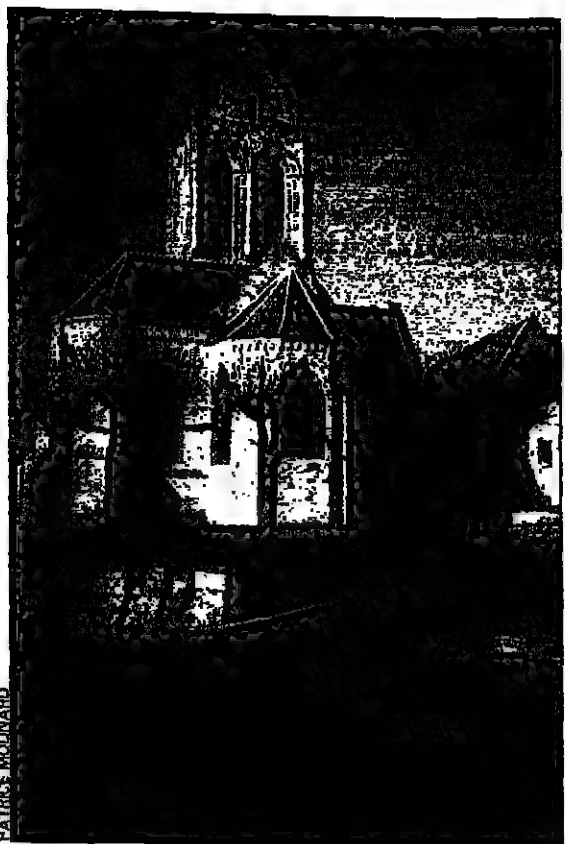
## ESCALES

### La France de Van Gogh

A ceux qui n'auront pas la possibilité de se rendre aux Pays-Bas pour visiter les expositions organisées à l'occasion du centenaire de la mort de Vincent Van Gogh, la France, où il a peint plus de 700 des 900 toiles qu'on lui attribue, offre les lieux, les paysages et les lumières — qui souvent n'ont guère changé — dans lesquels évoluait l'artiste : champs de blé, cyprès et oliviers saisis par le mistral, ruelles provençales gorgées de soleil, jardins et chemins de l'île-de-France.

Ainsi l'Office de tourisme de Saint-Rémy-de-Provence (Tél : 90-92-05-22) organise jusqu'au 15 octobre un circuit promenade de 1 h 30 qui permet de découvrir les sites où Van Gogh posa son chevalet en 1889-1890. L'office de tourisme d'Arles (Tél : 90-95-29-35) propose toute l'année des visites de deux heures « Sur les traces de Van Gogh » ainsi que des circuits d'une journée « Van Gogh en Provence » qui conduisent également dans les Alpilles, à Saint-Rémy, aux Saintes-Maries-de-la-Mer et en Camargue.

A signaler, au départ de l'aéroport de Marseille, un week-end en Provence, en groupe ou en individuel, mis au point par Top-Voyages (Tél : 91-49-03-03) à partir de 1 750 francs par personne. Quant à l'office du tourisme du charmant village d'Avignon-sur-Oise (Tél : 30-36-10-06), il organise, jusqu'au 29 juillet, « Un été à Avignon », une série de spectacles, d'expositions et de concerts destinés à célébrer le souvenir d'un



PIERRE LONJARD

artiste qui y a peint 70 toiles en soixante-huit jours, avant de se donner la mort.

Un billet général (réservation par minitel 3615 Biletel et 3615 Fnac, aux guichets des Fnac et à la mairie - Tél : 34-49-04-48) permet d'accéder à plusieurs de ces manifestations dont la remarquable exposition « Sur les motifs d'Avignon », à la salle polyvalente. Ce parcours fléché, conçu par l'association La mémoire des lieux, présente les lieux peints par Van Gogh mais aussi par Cézanne, Pissarro et Daubigny. Une brochure

permet de parcourir à son rythme ce véritable musée en plein air.

Parmi les autres formules proposées, citons les croisières sur l'Oise organisées le samedi au départ de Paris par Cityrama (Tél : 42-60-30-14), à bord d'un bateau à aubes (avec visite de la maison de Monet à Giverny), et par Voyages et Création (Tél : 42-71-84-26), avec concert dans le cadre du festival de musique local (clôturé le 30 juin par Julia Milgomes). Sur place, Bateau Daphné (Tél : 34-90-04-04) propose une croisière avec repas et

exposition au fil de l'eau, visite guidée du village, du cimetière (où reposent côte à côte Vincent et son frère Théo) et de l'atelier de Daubigny. Enfin, les mercredis et vendredis, un circuit d'une journée avec France Tourisme (Tél : 42-60-30-01) fait découvrir Giverny, Auvers et le musée du Priuré, à St-Germain-en-Laye.

### L'Italie au crible

Tourné jusqu'à présent vers l'Asie et les Amériques, Voyageurs du Monde accueille aujourd'hui un pays, l'Italie, auquel la beauté des paysages et l'exceptionnel patrimoine artistique ont valu de figurer, depuis longtemps déjà, au « hit-parade » des destinations touristiques. Un pays à redécouvrir donc, avec, par exemple, la brochure très complète élaborée, en collaboration avec Alitalia, par Voyageurs en Italie (12, rue Sainte-Anne, 75001 Paris, tél : 42-86-18-32) et son directeur, Italo Rossetti, spécialisé sur cette destination depuis 1961. Une expérience qui explique la variété des formules proposées : des week-ends dans les villes d'art aux circuits classiques en passant par des séjours balnéaires, notamment à l'hôtel-club Helios, en Sicile, avec une semaine tout compris pour 3 590 F par personne (4 440 F du 3 au 17 août).

En vedette, des mini-circuits insolites qui, sur des thèmes variés, égrènent « les quatre saisons de l'Italie ». Citons, en juillet, une découverte de la Grande Grèce, cette partie méridionale de la péninsule italienne colonisée par les Grecs au milieu du huitième

siècle (6 jours 5 820 F), en août, une plongée dans le monde des Etrusques (7 jours, 6 050 F), en novembre, un circuit autour du thème de l'huile d'olive (7 jours, 6 470 F) et, au printemps prochain, une immersion romaine et un itinéraire sur les traces de Michel-Ange.

A glisser dans une poche, Vacances pratiques en Italie, le premier des nouveaux guides touristiques des éditions Marabout, rédigé de main de maître par Aude Congnard, ainsi que le Guide bleu Italie du Nord et du Centre, remis à jour avec, notamment, de nouveaux itinéraires de promenade dans les grandes villes.

### Sables et soie

Le nom — Orients, au pluriel — est déjà une promesse de dépaysement : c'est celui d'un voyageur nouveau (29, rue des Boulangers, 75005 Paris, tél :

46-34-29-00) qui présente, dans un catalogue noir et blanc plus attrayant que toutes les couleurs de la terre, des circuits minutieusement préparés. En ouverture, sur deux pages, une carte de la route de la soie qui permet d'embrasser d'un coup d'oeil les possibilités offertes, de la Turquie à la Chine.

« Du désert du Taklamakan au pied du Pamir » est la plus complète de ces routes. De Pékin, elle se rend à Xian — visite de la « forêt des stèles », véritable bibliothèque de pierre, et de la célèbre armée de sept mille cavaliers et fantassins en grandeur nature, — Tianshui, jadis relais des caravanes, non loin des grottes bouddhiques de Maijishan, Xiahé, où se trouve la plus importante lamasserie de Chine, avant le monastère Labrang. Dunhuang est, dit-on, la perle de la route de la soie, le point de convergence des pistes venant du sud et du nord. Kachgar, autre étape importante, est

fameuse pour son bazar et le mausolée d'Abakh Hodja.

Mais ce qui constitue l'attrait de cette route, outre les longues heures en train de jour et de nuit, indispensables pour prendre le rythme du pays, c'est Hotan, tout juste ouverte aux voyageurs étrangers. L'oasis de Hotan, point de départ vers le désert du Taklamakan, est peuplée de Ouïgours. Son jade, sa soie et ses tapis sont très appréciés. Après une excursion dans le désert, on gagnera Istanbul. Plusieurs départs en août, septembre et octobre, 25 700 F ou 26 200 F, tout compris, pour 23 jours.

Mentionnons aussi une méharde dans le désert du Taklamakan (28 500 F, du 20 septembre au 12 octobre) et des « week-ends Orients » à Londres, Venise, Leningrad, Berlin et Istanbul, pour visiter les collections d'art oriental de ces villes.



P. J. GRIFFITHS/MAGNUM

# ISTANBUL. IZMIR. ANTALYA. SANS ESCALE.

DE PARIS, TURKISH AIRLINES VOUS PROPOSE 13 VOLS SANS ESCALE HEBDOMADAIRES POUR ISTANBUL, IZMIR ET ANTALYA. DE LYON VOUS POUVEZ ATTEINDRE, SANS ESCALE, ISTANBUL ET IZMIR TOUS LES LUNDIS, JEUDIS ET DIMANCHES.

VERS LA TURQUIE, TURKISH AIRLINES A QUELQUE CHOSE DE PLUS A VOUS OFFRIR.

DESTINATION	JOURS	DEPART	ARRIVÉE
PARIS-ANTALYA	JEU	21:30	01:55
PARIS-ISTANBUL	JEU, VEN, SAM	15:15	19:15
PARIS-ISTANBUL	DIM	21:00	01:00
PARIS-ISTANBUL	LUN	19:15	23:15
PARIS-ISTANBUL	MER	16:00	20:00
PARIS-ISTANBUL	VEN	21:20	01:20
PARIS-IZMIR	DIM	19:15	23:25
PARIS-IZMIR	DIM	21:15	01:25
LYON-ISTANBUL	LUN, JEU	12:15	15:55
LYON-IZMIR	DIM	19:30	23:20

POUR PLUS D'INFORMATION ET RESERVATIONS, APPELEZ NOUS A PARIS: 4280 2808, 4260 5675 ET A LYON: 7824 1324 OU VOTRE AGENCE DE VOYAGES.



**TURKISH AIRLINES**

Livres anciens sur les PROVINCES DE FRANCE  
2 catalogues par an  
Librairie GUENEGAUD  
10, rue de l'Odéon  
75006 Paris  
Tél : 43-26-07-91

**Le Maroc, FES, MARRAKECH, AGADIR ou OUARZAZATE,** sur vols réguliers A.R. à 2 900 F, y compris une nuit dans un hôtel 4 étoiles. Appelez : SUN INCENTIVE au 42-27-95-71.

### ATHENES : 1 520 F\* A/R

Départs tous les samedis à partir du 23 juin  
\* de 1 520 F à 2 180 F A/R.  
VOYAGE AIR  
Brochure, renseignements et inscriptions chez votre agence de voyages ou : V.C. Voyages 181, bd Pereire 75017 Paris - Tél. (1) 40 53 07 11

### PARIS / NEW YORK A PARTIR DE 2395 F A/R

**ATTACHEZ VOTRE CEINTURE. SANS VOUS LA SERRER.**

NIO DE JANEIRO... A/S 5195 A/R 1095  
LOS ANGELES... A/S 1095 A/R 3710  
SAN FRANCISCO... A/S 1095 A/R 3710  
MIAMI... A/S 1795 A/R 3390  
MONTREAL... A/S 1190 A/R 2380  
SAO PAULO... A/S 5395 A/R 1095  
MEXICO... A/S 2590 A/R 4050  
CARACAS... A/S 3090 A/R 4450  
BUENOS AIRES... A/S 3695 A/R 6095  
SANTAGO... A/S 3795 A/R 6095  
SEYCHELLES... A/R 5395  
ANTILLES... A/R 2590  
BANGKOK... A/S 5195 A/R 5170  
SYDNEY... A/R 4020 A/R 7095  
ET ENCORE PLUS D'ESTATIONS DISPONIBLES EN PLACES DE PREMIERE CLASSE ET CLASSE AFFRANTEE  
PRESTATIONS HOTELIERES ET LOGEMENTS DE VOTRES CHOIX EN PLUS A LA CARTE. POSSIBILITE DE RESERVER ET DE PAYER VOTRE VOYAGE AU 100% AVEC VOTRE CARTE BANCAIRE.

**ACCESS voyages**

PARIS : METRO ET RER CHATELET-LES HALLES.  
6, RUE PIERRE-LESCOT, 75001 PARIS. Tél. (1) 40 13 02 02. Fax (1) 45 08 83 35  
LYON : TOUR CREDIT LYONNAIS, LA PART-DIEU, Tél. 78 63 67 77.







# AGENDA

VENDREDI 15 JUIN

## CINÉMA

### LA CINÉMATHEQUE

**PALAIS DE CHAILLOU**  
(47-04-24-24)  
Prix spécial du jury, Cannes 1978 : Révé de singe (1977), de Marco Ferreri, 16 h ; Cannes à Paris Un certain regard (1971), de Ken MacMillan, 19 h ; Afrique du Sud : cinéma sous influence : Have you seen drum recently (1988, v.o. s.t.f.), de Jürgen Schädler, 21 h.

### CENTRE GEORGES-POMPIDOU

**SALLE GARANCE** (42-78-37-29)  
La Cinéma des pays nordiques : la Nourrice bleue (1985, v.o. s.t.f.), de Markku Lehtinen, 14 h 30 ; les Voyous (1949, v.o. s.t.f.), d'Arne Skouen et Ulf Greber, 17 h 30 ; les Amoureux (1986, v.o. s.t.f.), de Met Zentgraf, 20 h 30.

### VIDÉOTHÉQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)  
Café, cafés : Café des copains : faut qu'il y ait (1988) de Mourad Halouch, Ça se voit (1970) de Pierre Bérthel, 14 h 30 ; Café copain : A propos de Neige de J. Barro et J.-H. Roger, Neige (1981) de Juliet Barro et Jean-Henri Roger, 16 h 30 ; Café affrontement : Comme il faut (1980) de H. Bérthel, On n'arrête pas le printemps (1971) de René Gilson, 18 h 30 ; Café rencontres : les Veuves de quinze ans (1968) de Jean Houch, Mescaline-Féminin (1968) de Jean-Luc Godard, 20 h 30.

### LES EXCLUSIVITÉS

**ALOUETTES, LE FIL A LA PATTE** (technique, v.o.) : Utopia Champillon, 5 (43-28-84-65).  
**AFFAIRES PRIVÉES (\*)** (A. v.o.) : UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8 (45-74-94-94) ; UGC Montparnasse, 8 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-56-31).  
**ALLO MAMAN ICI BÉBÉ (A. v.o.)** : UGC Normandie, 8 (45-74-94-94) ; UGC Montparnasse, 8 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Copernic, 13 (45-51-94-95) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Clichy, 18 (45-74-94-94) ; La Gambetta, 20 (45-74-94-94).

### PARIS EN VISITES

**SAMEDI 16 JUIN**  
« La Cour des comptes et son fonctionnement », 10 heures, 13, rue Cambon (E. Romani).  
« L'hôtel de Lassay », 10 h 30, salle de la Chambre des députés, quai d'Orsay, Carte d'identité (Paris et son histoire).  
« Montmartre, cités d'artistes, nées et jardins », 11 heures et 14 h 30, métro Abbesses (M.-C. Lasserre).  
« Autour de Van Gogh, le post-impressionnisme au Musée d'Orsay », 13 h 30, 1, rue de la Harpe, sous l'édifice (P.-Y. Jasté).  
« L'enclos tragique de Picpus », 14 h 15, 35, rue de Picpus (Art pour tous).  
« L'Opéra Garnier et les fêtes du Second Empire », 13 h 30, en haut des marches (Tourisme culturel).  
« La basilique de Saint-Denis et les tombeaux des rois », 14 h 15, sortie métro Saint-Denis-Bastille (D. Bouchard).  
« Hôtels du Marais, de l'hôtel Ségur à l'hôtel de Sens », 14 h 30.

### PARIS EN VISITES

**SAMEDI 16 JUIN**  
« La Cour des comptes et son fonctionnement », 10 heures, 13, rue Cambon (E. Romani).  
« L'hôtel de Lassay », 10 h 30, salle de la Chambre des députés, quai d'Orsay, Carte d'identité (Paris et son histoire).  
« Montmartre, cités d'artistes, nées et jardins », 11 heures et 14 h 30, métro Abbesses (M.-C. Lasserre).  
« Autour de Van Gogh, le post-impressionnisme au Musée d'Orsay », 13 h 30, 1, rue de la Harpe, sous l'édifice (P.-Y. Jasté).  
« L'enclos tragique de Picpus », 14 h 15, 35, rue de Picpus (Art pour tous).  
« L'Opéra Garnier et les fêtes du Second Empire », 13 h 30, en haut des marches (Tourisme culturel).  
« La basilique de Saint-Denis et les tombeaux des rois », 14 h 15, sortie métro Saint-Denis-Bastille (D. Bouchard).  
« Hôtels du Marais, de l'hôtel Ségur à l'hôtel de Sens », 14 h 30.

### PARIS EN VISITES

**SAMEDI 16 JUIN**  
« La Cour des comptes et son fonctionnement », 10 heures, 13, rue Cambon (E. Romani).  
« L'hôtel de Lassay », 10 h 30, salle de la Chambre des députés, quai d'Orsay, Carte d'identité (Paris et son histoire).  
« Montmartre, cités d'artistes, nées et jardins », 11 heures et 14 h 30, métro Abbesses (M.-C. Lasserre).  
« Autour de Van Gogh, le post-impressionnisme au Musée d'Orsay », 13 h 30, 1, rue de la Harpe, sous l'édifice (P.-Y. Jasté).  
« L'enclos tragique de Picpus », 14 h 15, 35, rue de Picpus (Art pour tous).  
« L'Opéra Garnier et les fêtes du Second Empire », 13 h 30, en haut des marches (Tourisme culturel).  
« La basilique de Saint-Denis et les tombeaux des rois », 14 h 15, sortie métro Saint-Denis-Bastille (D. Bouchard).  
« Hôtels du Marais, de l'hôtel Ségur à l'hôtel de Sens », 14 h 30.

### PARIS EN VISITES

**SAMEDI 16 JUIN**  
« La Cour des comptes et son fonctionnement », 10 heures, 13, rue Cambon (E. Romani).  
« L'hôtel de Lassay », 10 h 30, salle de la Chambre des députés, quai d'Orsay, Carte d'identité (Paris et son histoire).  
« Montmartre, cités d'artistes, nées et jardins », 11 heures et 14 h 30, métro Abbesses (M.-C. Lasserre).  
« Autour de Van Gogh, le post-impressionnisme au Musée d'Orsay », 13 h 30, 1, rue de la Harpe, sous l'édifice (P.-Y. Jasté).  
« L'enclos tragique de Picpus », 14 h 15, 35, rue de Picpus (Art pour tous).  
« L'Opéra Garnier et les fêtes du Second Empire », 13 h 30, en haut des marches (Tourisme culturel).  
« La basilique de Saint-Denis et les tombeaux des rois », 14 h 15, sortie métro Saint-Denis-Bastille (D. Bouchard).  
« Hôtels du Marais, de l'hôtel Ségur à l'hôtel de Sens », 14 h 30.

### CHASSEUR BLANC, CUR NOIR

(A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-28-84-65) ; UGC Biarritz, 8 (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Clichy, 18 (45-74-94-94) ; La Gambetta, 20 (45-74-94-94).

### CHASSEUR BLANC, CUR NOIR

(A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-28-84-65) ; UGC Biarritz, 8 (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Clichy, 18 (45-74-94-94) ; La Gambetta, 20 (45-74-94-94).

### CHASSEUR BLANC, CUR NOIR

(A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-28-84-65) ; UGC Biarritz, 8 (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Clichy, 18 (45-74-94-94) ; La Gambetta, 20 (45-74-94-94).

### CHASSEUR BLANC, CUR NOIR

(A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-28-84-65) ; UGC Biarritz, 8 (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Clichy, 18 (45-74-94-94) ; La Gambetta, 20 (45-74-94-94).

### CHASSEUR BLANC, CUR NOIR

(A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-28-84-65) ; UGC Biarritz, 8 (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Clichy, 18 (45-74-94-94) ; La Gambetta, 20 (45-74-94-94).

### CHASSEUR BLANC, CUR NOIR

(A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-28-84-65) ; UGC Biarritz, 8 (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Clichy, 18 (45-74-94-94) ; La Gambetta, 20 (45-74-94-94).

### CHASSEUR BLANC, CUR NOIR

(A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-28-84-65) ; UGC Biarritz, 8 (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Clichy, 18 (45-74-94-94) ; La Gambetta, 20 (45-74-94-94).

### CHASSEUR BLANC, CUR NOIR

(A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-28-84-65) ; UGC Biarritz, 8 (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Clichy, 18 (45-74-94-94) ; La Gambetta, 20 (45-74-94-94).

### CHASSEUR BLANC, CUR NOIR

(A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-28-84-65) ; UGC Biarritz, 8 (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Clichy, 18 (45-74-94-94) ; La Gambetta, 20 (45-74-94-94).

### CHASSEUR BLANC, CUR NOIR

(A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-28-84-65) ; UGC Biarritz, 8 (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Clichy, 18 (45-74-94-94) ; La Gambetta, 20 (45-74-94-94).

### CHASSEUR BLANC, CUR NOIR

(A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-28-84-65) ; UGC Biarritz, 8 (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Clichy, 18 (45-74-94-94) ; La Gambetta, 20 (45-74-94-94).

### CHASSEUR BLANC, CUR NOIR

(A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-28-84-65) ; UGC Biarritz, 8 (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Clichy, 18 (45-74-94-94) ; La Gambetta, 20 (45-74-94-94).

### CHASSEUR BLANC, CUR NOIR

(A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-28-84-65) ; UGC Biarritz, 8 (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Clichy, 18 (45-74-94-94) ; La Gambetta, 20 (45-74-94-94).

### CHASSEUR BLANC, CUR NOIR

(A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-28-84-65) ; UGC Biarritz, 8 (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Clichy, 18 (45-74-94-94) ; La Gambetta, 20 (45-74-94-94).

### CHASSEUR BLANC, CUR NOIR

(A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-28-84-65) ; UGC Biarritz, 8 (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Clichy, 18 (45-74-94-94) ; La Gambetta, 20 (45-74-94-94).

### CHASSEUR BLANC, CUR NOIR

(A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-28-84-65) ; UGC Biarritz, 8 (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Clichy, 18 (45-74-94-94) ; La Gambetta, 20 (45-74-94-94).

### CHASSEUR BLANC, CUR NOIR

(A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-28-84-65) ; UGC Biarritz, 8 (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Clichy, 18 (45-74-94-94) ; La Gambetta, 20 (45-74-94-94).

### CHASSEUR BLANC, CUR NOIR

(A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-28-84-65) ; UGC Biarritz, 8 (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Clichy, 18 (45-74-94-94) ; La Gambetta, 20 (45-74-94-94).

### CHASSEUR BLANC, CUR NOIR

(A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-28-84-65) ; UGC Biarritz, 8 (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Clichy, 18 (45-74-94-94) ; La Gambetta, 20 (45-74-94-94).

### CHASSEUR BLANC, CUR NOIR

(A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-28-84-65) ; UGC Biarritz, 8 (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Clichy, 18 (45-74-94-94) ; La Gambetta, 20 (45-74-94-94).

### CHASSEUR BLANC, CUR NOIR

(A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-28-84-65) ; UGC Biarritz, 8 (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Clichy, 18 (45-74-94-94) ; La Gambetta, 20 (45-74-94-94).

### CHASSEUR BLANC, CUR NOIR

(A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-28-84-65) ; UGC Biarritz, 8 (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Clichy, 18 (45-74-94-94) ; La Gambetta, 20 (45-74-94-94).

### CHASSEUR BLANC, CUR NOIR

(A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-28-84-65) ; UGC Biarritz, 8 (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Clichy, 18 (45-74-94-94) ; La Gambetta, 20 (45-74-94-94).

### CHASSEUR BLANC, CUR NOIR

(A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-28-84-65) ; UGC Biarritz, 8 (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Clichy, 18 (45-74-94-94) ; La Gambetta, 20 (45-74-94-94).

### CHASSEUR BLANC, CUR NOIR

(A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-28-84-65) ; UGC Biarritz, 8 (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Clichy, 18 (45-74-94-94) ; La Gambetta, 20 (45-74-94-94).

### CHASSEUR BLANC, CUR NOIR

(A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-28-84-65) ; UGC Biarritz, 8 (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Clichy, 18 (45-74-94-94) ; La Gambetta, 20 (45-74-94-94).

### CHASSEUR BLANC, CUR NOIR

(A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-28-84-65) ; UGC Biarritz, 8 (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Clichy, 18 (45-74-94-94) ; La Gambetta, 20 (45-74-94-94).

### CHASSEUR BLANC, CUR NOIR

(A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-28-84-65) ; UGC Biarritz, 8 (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Clichy, 18 (45-74-94-94) ; La Gambetta, 20 (45-74-94-94).

### CHASSEUR BLANC, CUR NOIR

(A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-28-84-65) ; UGC Biarritz, 8 (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Clichy, 18 (45-74-94-94) ; La Gambetta, 20 (45-74-94-94).

### CHASSEUR BLANC, CUR NOIR

(A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-28-84-65) ; UGC Biarritz, 8 (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Clichy, 18 (45-74-94-94) ; La Gambetta, 20 (45-74-94-94).

### SUSIE ET LES BAKER BOYS (A. v.o.)

UGC Biarritz, 8 (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Clichy, 18 (45-74-94-94) ; La Gambetta, 20 (45-74-94-94).

### SUSIE ET LES BAKER BOYS (A. v.o.)

UGC Biarritz, 8 (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Clichy, 18 (45-74-94-94) ; La Gambetta, 20 (45-74-94-94).

### SUSIE ET LES BAKER BOYS (A. v.o.)

UGC Biarritz, 8 (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Clichy, 18 (45-74-94-94) ; La Gambetta, 20 (45-74-94-94).

### SUSIE ET LES BAKER BOYS (A. v.o.)

UGC Biarritz, 8 (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Clichy, 18 (45-74-94-94) ; La Gambetta, 20 (45-74-94-94).

### SUSIE ET LES BAKER BOYS (A. v.o.)

UGC Biarritz, 8 (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Clichy, 18 (45-74-94-94) ; La Gambetta, 20 (45-74-94-94).

### SUSIE ET LES BAKER BOYS (A. v.o.)

UGC Biarritz, 8 (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Clichy, 18 (45-74-94-94) ; La Gambetta, 20 (45-74-94-94).

### SUSIE ET LES BAKER BOYS (A. v.o.)

UGC Biarritz, 8 (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Clichy, 18 (45-74-94-94) ; La Gambetta, 20 (45-74-94-94).

### SUSIE ET LES BAKER BOYS (A. v.o.)

UGC Biarritz, 8 (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Clichy, 18 (45-74-94-94) ; La Gambetta, 20 (45-74-94-94).

### SUSIE ET LES BAKER BOYS (A. v.o.)

UGC Biarritz, 8 (45-74-94



## AGENDA

## CARNET DU Monde

## Naissances

Brigitte et François MARTINEAU ont la joie de faire part de la naissance de

Alexandre,

le 3 juin 1990, à Tassin-la-Demi-Lune, 4, rue de la Piémont, 69009 Lyon.

M. Pierre LE MORYAN et M<sup>me</sup> Françoise VORMIS, ont la joie d'annoncer la naissance de

Félix,

le 11 juin 1990, 56, rue Sedaine, 75011 Paris.

Georges Yves et Agathe DANSETTE laissent à

Lucie

la joie d'annoncer la naissance de Louis, à Lyon, le 31 mai 1990.

## Mariages

Anne Martijn KIST

et Gilles LACAN

sont heureux de faire part de leur mariage, qui a été célébré à La Haye (Pays-Bas), le 9 juin 1990.

M. et M<sup>me</sup> Pierre PAGE, M<sup>me</sup> AUDRAIN, ont eu la joie de célébrer le mariage de leurs enfants,

Colette et Philippe,

le samedi 9 juin 1990, en l'église de Saint-Hilaire-Saint-Florent, 37, rue Oberkampf, 75011 Paris.

M. et M<sup>me</sup> MALIBERT, M. et M<sup>me</sup> PHILIPPE, sont heureux d'annoncer le mariage de leurs enfants

Madeleine et Vincent,

qui a été célébré le vendredi 15 juin 1990, en l'abbaye Saint-Victor de Marseille, 130, boulevard Baillie, 13005 Marseille.

M. et M<sup>me</sup> L. ENNAJFER, M. et M<sup>me</sup> A. ANNAB, ont le plaisir de faire part du mariage de leurs enfants

Nadia et Karim,

célébré à Paris, le 14 juin 1990.

## Décès

M<sup>me</sup> Germaine Morlat, sa mère, M. René Desnoux, son époux, Jean-Christophe, Pierre-Jean, Catherine, ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Roger Bluzat, M. et M<sup>me</sup> Yvon Desnoux, ses frères, leurs enfants, petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès accidentel de

M<sup>me</sup> Michèle DESNOUX, née Morlat, directrice d'école honoraire,

survenu le 13 juin 1990 dans sa cinquante-huitième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée aujourd'hui, vendredi 15 juin, à 14 h 30, en la cathédrale de Luçon.

L'inhumation suivra au cimetière de Cosne-Cours-sur-Loire (58), le samedi 16 juin, à l'issue de la messe qui aura lieu à 10 heures, en l'église de Cours.

Fleurs naturelles seulement.

Cet avis tient lieu de faire-part.

13, rue du Mûrier, 85400 Luçon.

M<sup>me</sup> Simon Khalat,

M. et M<sup>me</sup> Robert Khalat

et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Pierre Khalat

ont la douleur de faire part du décès de

M. Simon KHALAT,

survenu le 14 juin 1990 après une longue maladie.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

Claire Pérois, son épouse, Sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Bernard PERIGOIS, administrateur des PTT à la retraite, survenu le 11 juin 1990, à Buis-les-Bonnies.

L'inhumation a eu lieu dans le caveau de famille à Pierrelatte (Drôme), dans la plus stricte intimité.

Le doyen du groupe d'inspection générale de physique-chimie, Ses collègues inspecteurs généraux de l'éducation nationale, ont la tristesse de faire part du décès de

M. l'inspecteur général Maurice RAVAILLE, survenu à Suresnes, le 11 juin 1990.

## Remerciements

Sa compagne, sa famille, remercient les très nombreux amis venus accompagner

Boudjéma BOUHADA,

artiste,

à sa dernière demeure, samedi 9 juin 1990, au cimetière du Montparnasse.

Honorer sa parole, son œuvre.

Dans l'impossibilité de répondre à tous les messages de sympathie qui leur ont été adressés, Madeleine Guichenev et ses enfants, remercient tous ceux qui, si nombreux, ont partagé leur peine à la mort du

docteur Pierre GUICHENEV.

Si vous voulez rendre hommage à son action, vous pouvez contribuer à la poursuite de la formation médicale « Santé et sciences humaines » qu'il avait créée à Rennes.

La Fondation de France, 40, avenue Hoche, 75008 Paris, recueillera vos dons.

62, rue Saint-Gilles, 53410 Le Bourgneuf-la-Forêt.

## Anniversaires

Il y a six ans,

Monique EMORINE,

nous quittait.

« Toujours il nous manque la même part de nous-mêmes. »

Le 16 juin 1984,

Le 16 juin 1989, à Bastia

Michel FABRIKANT

quittait les siens et ses nombreux amis.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

[Né le 5 septembre 1912, à Nice, Michel Fabrikant, haut fonctionnaire de la marine, passionné de voile et de montagne, avait été le capitaine de grande croisière (60 000 km) qui traversa la Corse et participa à la création du parc régional. Il avait organisé de nombreux tours du monde. Il était l'auteur d'un Guide des montagnes corse.]

Il y a un an, le 19 juin 1989,

Gilbert MORELLE

nous quittait.

Que ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent.

Une messe sera célébrée, le 19 juin 1990, à 11 h 30, en l'église du Père-Lachaise.

Il y a cinquante ans, le 16 juin 1941,

Jean SIDOS,

ainé des « frères Sidos »,

tombait au milieu de ses troupes lors du combat de Bougainville (Inde-Inde).

Il repose au cimetière Saint-Eloi de La Rochelle, aux côtés de son père, héros de Verdun, tombé pour sa fidélité au maréchal Pétain, et de son frère Henri, tombé pour l'Algérie française, dans les rangs du 8<sup>e</sup> RPIMA.

Leurs parents, compagnons d'armes et amis qui n'oublient pas,

## Messes anniversaires

Le 21 juin 1989,

Gilbert MAURIN

quittait ses amis.

Une messe sera célébrée à son intention, le samedi 23 juin 1990, à 11 heures, en l'église Saint-Nicolas, à Clairefontaine-en-Yvelines, où il repose.

## Avis de messe

L'Association des Français libres fera célébrer un service solennel de recueillement le 18 juin, à 11 heures, en la cathédrale Notre-Dame (portes ouvertes) pour commémorer le cinquantième anniversaire de l'Appel du général de Gaulle et honorer sa mémoire ainsi que celle des combattants de la France libre morts au champ d'honneur.

Par ailleurs, une plaque de l'Appel sera inaugurée, à 17 heures, à l'Arc de Triomphe par le président de la République, et la flamme ranimée à l'issue de cette cérémonie par le général d'armée Jean Simon, président de notre association.

Il est demandé aux associations d'anciens combattants et de résistants de porter cet avis à la connaissance de leurs membres et de déléguer leur porte-drapeau à cette cérémonie.

## Communications diverses

Vente de charité au profit de la Pologne : vendredi 15 juin, samedi 16 juin, dimanche 17 juin, au 18, rue Claude-Lorrain, Paris-16<sup>e</sup>, métro Exelmans (10 heures à 19 heures), dans la cour de l'église Sainte-Geneviève, organisée par l'équipe polonaise de Saint-Vincent.

La conférence organisée par le Centre juridique, économique et politique (CEJEP), le 21 juin, à l'Institut catholique, rue d'Assas, Paris-6<sup>e</sup>, sur le thème « La parole, expression et prolongement de l'homme », est annulée, le conférencier ayant dû être hospitalisé.

## Soutenances de thèses

Université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI), le mardi 19 juin, à 9 heures, tour centrale, 14<sup>e</sup> étage, M<sup>me</sup> Valérie Doyère : « Le rôle de la potentialisation synaptique et de son déclin à long terme dans l'acquisition et l'oubli d'un apprentissage associatif ».

Université René-Descartes (Paris-V), le jeudi 21 juin, à 10 heures (Sorbonne), salle 126, galerie Claude-Bernard, escalier P (rez-de-chaussée), 1, rue Victor-Cousin, M<sup>me</sup> Chantal Garcia : « Les instituteurs et la culture technologique. Etude sociologique ».

Université René-Descartes (Paris-V), le jeudi 21 juin, à 14 heures, centre Henri-Pierson, salle 106, 28, rue Serpente, M. Lionel Nadaud : « Actualité de la pensée d'Alfred Adler ».

Université René-Descartes (Paris-V), le lundi 25 juin, à 14 h 30 (Sorbonne), salle 224, galerie Claude-Bernard, escalier P, 1<sup>er</sup> étage, 1, rue Victor-Cousin, M<sup>me</sup> Lalla M. Haidara, épouse Maiga : « Les structures d'encadrement rural au Mali. Le cas de la CMDT ».

## PHILATÉLIE

## Cluny

La Poste mettra en vente générale, lundi 25 juin, un timbre à 2,30 F consacré à Cluny (Saône-et-Loire).

La charte de fondation de l'abbaye Saint-Pierre-et-Saint-Paul, donnée par Guillaume-le-Pieux à l'abbé Bernon, fut signée en 910. Par la suite, Cluny devint le centre de la réforme monastique en Occident.



Le timbre, au format 36 x 22 mm, dessiné et gravé par Pierre Albuissou, est imprimé en

taille-douce en feuilles de cinquante.

► Vente anticipée à Cluny les 23 et 24 juin, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert à la salle des Griottes, rue des Griottes ; le 23 juin, de 8 heures à 12 heures, au bureau de poste de Cluny.

► Souvenirs philatéliques : renseignements et commandes auprès de J.-P. Chemarin, les Noisetiers, Vitry-en-Charolais, 71600 Paray-le-Monial (tél. : 85-81-14-62).

Rubrique réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes 5, rue Antoine-Bourdelle Tél. : 42-22-20-20

## En filigrane

► Pierre Béquet à l'honneur. — Le dessinateur-graveur de timbres-poste Pierre Béquet s'est vu remettre, le 11 juin, les insignes de chevalier dans l'ordre national du Mérite. Pierre Béquet est l'auteur du timbre sur le cinquantième de l'Appel du 18 juin 1940 (vente générale le 19 juin) ainsi que d'une série de deux timbres, émis par le Luxembourg le 28 mai dernier, consacrés à des édifices postaux.



► Français primés au Japon. — Le ministère des postes et télécommunications du Japon a organisé en début d'année un concours mondial pour la réalisation de deux timbres-poste sur le thème des « peuples du monde entier », doté d'une centaine de prix. Les deux premiers grands prix, édités dès le 1<sup>er</sup> juin sous forme de timbres, reviennent à Angélica Winkhaus (RFA) et Keiko Yoshikawa (Japon). Puis figurent, parmi les dix prix d'excellence suivants, Michel Gouju, et les cent prix restants Jean-Paul Véret-Lemarié. Près de 32 000 participants étaient en course, dont 11 000 de l'étranger (et 1 048 en France).

► Ventes. — Phila-Luc (BP 2608, 75362 Paris cedex 08. Tél. : 48-58-42-99) s'est spécialisé dans la vente

des « moutons à cinq pattes » : défauts d'impression, perforations décalées, non dentelées... Le catalogue de sa septième vente à prix nets dispersés ainsi près de 1 500 lots de « variétés » en tous genres.

Une vente aux enchères se déroulera, mercredi 20 juin, à Strasbourg (Pavillon Joséphine) à 18 heures, par le ministère de M<sup>me</sup> Groell. Au programme, plus de deux cents lots de France et du monde entier (renseignements auprès de l'expert, Xavier Pigeron, à Paris, au (1)45-48-86-16).

► Manifestations. — L'Association philatélique de Montgeron organise jusqu'au samedi 24 juin, à la Maison Jean-Ardouin à Montgeron, une exposition sur le thème de Charles-de-Gaulle. De Gaulle encore, à l'île de Sein, dont l'appel du 18 juin sera l'objet d'une commémoration avec un bureau de poste temporaire le 18 juin (souvenirs philatéliques : ACP, F. Antoine, 23, route Nationale, 80480 Dury).

Exposition philatélique et cartophilie sur la bataille de France, les 16 et 17 juin, à la mairie de Cazaux (Gironde).

Le rassemblement des constructeurs d'avions sera accompagné, dimanche 17 juin, d'une exposition philatélique avec bureau de poste temporaire à l'aérodrome de Courcelles-lès-Montbéliard (Doubs). (Souvenirs philatéliques : M. Michelin, BP 35, 25600 Sochaux).

Le Club philatélique nazaréen organise une exposition avec bureau de poste temporaire à l'hôtel de ville de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), le 17 juin, à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'évasion du Jean-Bart.

1<sup>ères</sup> RENCONTRES INTERNATIONALES DES CHAÎNES D'INFORMATION

à l'initiative de Canal Infos.

## L'avenir des programmes d'information en continu à la télévision

Avec la participation des directeurs de l'information ou des programmes de :

- All News Channel, CNBC, CNN, News 12 (U.S.A.)
- Newsworld (CANADA)
- Now, Sky News (GRANDE-BRETAGNE)
- Satellite Channel (JAPON)

et de Pascal DELANNOY (FRANCE INFO), Jean-François LATOUR (FRANCE TELECOM), Marc TESSIER (CANAL PLUS), Philippe CHAUVET (CHARGEURS RÉUNIS), Marc MEYER (L'ACHETTE), Jean-Bernard LEVY (MATRA ESPACE), Claude MOISY (AFP).

le mardi 26 juin 1990, de 9 h à 19 h à Infomart (CNIT, Paris-la Défense)

- Déjeuner sous la Présidence de Monsieur Paul Quilès, Ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Espace.
- Transmission satellite simultanée des chaînes de d'Atlanta à Minneapolis, de Toronto à Londres et à Tokyo, de Long Island à New York.

Avec le soutien de :



Avec la participation de :

Le Monde

FR

Organisation des « Rencontres » : Denis Pingaud Conseil - 11 rue Dulong 75017 Paris

Contacts : Julia Carenzo - Virginie Botais - Tél. : (1) 47 63 99 30 - Fax : (1) 47 63 93 00

## Jean-Jacques SEMPÉ

signera son album

## « VACANCES »

(Dessin)

samedi 16 juin

de 15 h à 17 h.

Rayon librairie

Galerie Lafayette

1<sup>er</sup> sous-sol

40, bd Haussmann

75009 Paris

## DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

RÉGIONS

## JOURNÉES DE SOLDES

DANS LES BOUTIQUES

NINA RICCI

DU VENDREDI 15 AU SAMEDI 23 JUIN DE 10 H 00 A 18 H 30

39, AVENUE MONTAIGNE 17, RUE FRANÇOIS-1<sup>er</sup> 22, RUE CAMBON

ET POUR L'HOMME :

Ricci-Club

19, RUE FRANÇOIS-1<sup>er</sup>



1200 F. modèle exclusif

11, FAUBOURG ST-HONORÉ 8

12, RUE TRONCHET 8

41, RUE DU FOUR 6

74, RUE DE PASSY 16

TOUR MONTMARTRE 15

PARLY 2

LYON 85, RUE DU FDT E-HERRIOT

LA BAGAGERIE

Paris

Handwritten signature or note in a box.



Jeune, insalubre

# AGENDA

## RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

### Vendredi 15 juin

- TF 1**  
20.35 Variétés : Avis de recherche. Les meilleurs moments de la Une.  
22.35 Sport : Football. Coupe du monde : RFA-Emirats arabes unis, en direct de Milan.  
0.20 Magazine : Spécial sports. Club Mondial 90.  
0.45 Journal.
- A 2**  
20.40 Série : L'ami Giono. Apostrophes. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Vives les écrivains ! Invités : Mario Vargas Llosa (Eloge de la mer), Fernando del Paso (Des nouvelles de l'empire), Pierre Claver (Biographie de Jean Giono), Léon Edou (Henri James), Pierre Hodey (L'Esprit NRF).  
22.55 Journal et Météo.  
23.35 Cinéma : La Puntition. Film français de Jean Rouch (1962).
- FR 3**  
20.35 Magazine : Thalassa. Bora-Bora.  
21.35 Magazine : Spécial Regards de femme.  
22.35 Journal et Météo.  
23.05 Magazine : Faut pas rêver.  
0.00 Musique : Carnet de notes.  
0.20 Documentaire : Aventures de l'esprit.
- CANAL PLUS**  
20.30 Téléfilm : L'énigme de la disparition du vol Brisbane-Sydney.  
22.20 ► Documentaire : La colo des petits gros.  
22.45 Flash d'informations.  
22.55 Magazine : D'ontact.  
23.00 Cinéma : Après la guerre. Film français de Jean-Loup Hubert (1988).  
0.45 Cinéma : Force majeure. Film français de Pierre Jolivet (1988). Avec Patrick Bruel, François Cluzet.
- LA 5**  
20.40 Série : Sur les lieux du crime.  
22.30 Série : L'inspecteur Derrick.  
23.30 Soko, brigade des stupés (rediff.).  
0.00 Journal de minuit.  
0.10 Soko, brigade des stupés (suite).  
0.20 Rediffusions.
- M 6**  
20.35 Téléfilm : A chacun sa méthode.  
22.10 Série : Clair de lune.  
23.05 Série : Les années coup de cœur.  
23.30 Magazine : Avec ou sans rock.  
0.15 Six minutes d'informations.  
0.20 Informations : Dazibao.
- 0.25 Capital.**  
**0.30 Sexy clip.**
- LA SEPT**  
20.00 Documentaire : Musée d'Orsay (4).  
21.00 Théâtre : Dialogue des carmélites. Pièce de Georges Bernanos.  
23.20 Court métrage : Le rêve de Paris.
- FRANCE-CULTURE**  
20.30 Radio-archives. Pizzelli au Québec.  
21.30 Musique : Black and blue. Nouveautés du blues et du rhythm'n'blues.  
22.40 Nuits magnétiques. L'Allemagne, une affaire personnelle.  
0.05 Du jour au lendemain.  
0.50 Musique : Coda. Duke Ellington et le cinéma.
- FRANCE-MUSIQUE**  
20.30 Concert (donné le 24 novembre 1989 au Grand Auditorium) : Oberon, ouverture, de Weber ; Concerto pour cor et orchestre n° 3 en mi bémol majeur K 447 de Mozart ; Symphonie n° 4 en ut mineur op. 43, de Chostakovitch, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France.  
22.20 Musique légère. Pierres sonantes, de Pichareau ; Arbres d'été, de Faubert ; Concerto pour trompette et orchestre, de Heifetz.  
23.07 Le livre des meslanges.  
0.30 Poissons d'or.

### Samedi 16 juin

- TF 1**  
13.15 Magazine : Reportages. Le général a dit, de François Lanzenberg et Brigitte Mavron.  
13.50 La Une est à vous.  
13.55 Feuilleton : « Sésame l'homme à l'ours ».  
14.30 La Une est à vous (suite).  
16.55 Sport : Football. Coupe du monde : Brésil-Costa Rica, en direct de Turin.  
18.50 Jeu : Bookmatch.  
18.55 Série : Marc et Sophie.  
19.25 Jeu : La roue de la fortune.  
20.00 Journal.  
20.40 Variétés : Sébastien, c'est fou !  
22.40 Magazine : Ushuaia. De Nicolas Hulo. Sommaire : Désirs d'ailleurs : Le pou du ciel ; Le cercle des poètes volants.  
23.40 Magazine : Formule sport. Club Mondial 90 : Automobile : Les 24 Heures du Mans.  
0.35 Journal et Météo.  
0.55 Série : Enquêtes à l'italienne.
- A 2**  
13.20 Magazine : Animalia. D'Alain Bougrain-Dubourg. Océanopolis : Dauphins mélanés : L'hippocampe ; une mare poudreuse ; Et Dieu créa l'eau ; les baleines en aursis.  
14.15 Série : Un duo explosif.  
14.45 Magazine : Sports-passion. Football : Coupe du monde : Rugby : Nouvelle-Zélande-Ecosse.  
17.05 Série : La loi c'est la loi.  
18.10 Club sandwich.  
19.30 Jeu : Dessinez, c'est gagné ! Animé par Patrick Laffont.  
20.00 Journal et Météo.  
20.40 Magazine : Antipasti. Le journal de la Coupe du monde de football.  
20.56 Sport : Football. Coupe du monde : Angleterre-Hollande, en direct de Cagliari.  
22.45 Journal et Météo.  
23.05 Série : Les brigades du Tigre. Magazine : Lumière noire pour nuits blanches.  
1.30 Histoires courtes. Années, de Pierre-Henry Sautou.
- FR 3**  
13.00 Télévision régionale.  
14.00 Magazine : Rencontres. Spécial Algérie.  
— De 15.00 à 19.00 La Sept —  
19.00 La 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.  
— De 20.00 à 0.00 La Sept —  
0.00 Série rose :
- CANAL PLUS**  
13.05 Magazine : 24 heures. D'Harv Chabrier et Erik Gilbert.  
14.00 Téléfilm : Ouragan sur le Caïre, le procès. De Robert Altman.  
15.40 Sport : Automobile. Les 24 Heures du Mans.  
17.30 La boutique d'Antoine de Caunes.  
17.55 Cabou cadin.  
18.00 Dessins animés : Décroche pas Bunny.  
— En clair jusqu'à 20.30 —  
19.30 Flash d'informations.  
19.33 Sport : Automobile. Les 24 Heures du Mans.  
19.35 Top 50.  
20.30 Téléfilm : Le vol du siècle.  
22.00 Sport : Automobile. Les 24 Heures du Mans.  
22.10 Magazine : Bizarrozoom. D'Amélie Chevalier et Lolo Juge.  
22.55 Flash d'informations.  
23.00 Cinéma : Phantasm 2. □ Film américain de Don Coscarelli (1985). Avec James Le Gros, Reggie Bannister, Angus Scrimm.  
0.33 Sport : Automobile. Les 24 Heures du Mans.  
0.45 Sport : Golf. US Open de Médine.  
2.20 Téléfilm : Billard à mort. De Lex Marinos, avec Steve Bisley, Gary Day.
- LA 5**  
13.00 Journal.  
13.30 Série : Arabesque.  
14.25 Série : L'inspecteur Derrick.  
15.55 Téléfilm : Double identité. De Michael Pressman.  
17.35 Feuilleton : Nuits secrètes. De Billy Hale, avec Arielle Dombasle, Brooke Adams (1<sup>er</sup> épisode).  
18.55 Journal images.  
19.00 Drôles d'histoires.  
19.45 Journal.  
20.30 Drôles d'histoires.  
20.40 Téléfilm : Haut les mains !  
22.15 Magazine : Désir.  
22.45 Sport : Football. Coupe du monde : Suède-Ecosse, en direct de Gènes.  
0.00 Journal de minuit.  
0.10 Sport : Football (suite).  
0.35 Sport : Voile. Kourou Cup.  
0.40 Drôles d'histoires.
- M 6**  
13.20 Série : Cosby show (rediff.).  
13.50 Série : Commando du désert.  
14.20 Série : Laramie.
- Traitement justifié.**  
De Waterian Borowczyk.

### Dimanche 17 juin

- TF 1**  
10.40 Hk NRJ-TF1.  
11.20 Magazine : Auto-moto.  
11.50 Jeu : Tournez... manège.  
12.25 Jeu : Le juste prix.  
12.55 Météo et Journal.  
13.20 Série : Un fil dans la Mafia. Série : Rick Hunter, inspecteur choc.  
14.15 Variétés : Y a-t-il encore un coco dans le show ?  
15.40 Série : Côte Ouest.  
16.30 Tiercé à Auteuil.  
16.40 Dessins animés : Disney parade.  
18.00 Magazine : Téléfoot.  
19.00 Magazine : 7 sur 7. Présenté par Anne Sinclair. Invité : Umberto Eco.  
20.00 Journal.  
20.35 Magazine : Spécial sports. Mondial 90.  
20.55 Sport : Football. Coupe du monde : Belgique-Uruguay, en direct de Vézère.  
22.50 Jeu : Bookmatch.  
22.55 Magazine : Ciné dimanche.  
23.00 Film français de Philippe Sabbon (1986). Avec Michel Sarrailh, Roland Girard, Marie-Anne Chazel.  
0.30 Magazine : Spécial sports. Club Mondial 90.  
0.55 Journal et Météo.  
1.15 Concert. Concerto pour violon et orchestre, de Mendelssohn, par l'Ensemble instrumental de France, dir. : Philip Binda.
- A 2**  
9.00 Connaître l'islam.  
9.15 Emissions israéliennes.  
9.30 Foi et traditions des hindouistes orientaux.  
10.00 Présence protestante.  
10.30 Le jour du Seigneur.  
11.00 Messe, en l'église Saint-Léon à Paris.  
12.05 Dimanche Martin. Comme sur un plateau.  
13.00 Journal et Météo.  
13.20 Dimanche Martin (suite). Le monde est à vous, avec la Compagnie créole.  
14.55 Série : Maa Gyver.  
15.50 L'école des fans.  
Invité : Gilbert Bécoud.  
16.50 Sport : Football. Coupe du monde : Irlande-Egypte, en direct de Palerme.  
18.50 Magazine : Stade 2. Automobile : Grand Prix d'Espagne à Jerez ; Cyclisme : La Miti libre et la Tour de Suisse ; Esports : National d'Amiens ; Football : Coupe du monde ; Golf : US Open ; Natation : Meeting international de l'Inde-Ecosse ; Les résultats de la semaine.  
19.30 Série : Maguy.  
20.00 Journal et Météo.  
20.40 Série : Le Gorille.  
21.50 Danys Granit-Delera. Magazine : L'œil en coulisses. Sommaire : Adèle 90, Danielle Darrieux ; Huis-clos à la Comédie-Française ; Essais, biceps de Marc Camoletti, au Théâtre Michel ; Tout contre un petit bois, de Jean-Michel Ribes, au Théâtre de la Renaissance.  
23.20 Journal et Météo.  
23.40 Série : Rush.
- FR 3**  
10.02 Jeu : Play bac.  
10.30 Magazine : Mascarnes.  
12.00 Flash d'informations.  
12.05 Flash d'informations.  
12.45 Journal.  
13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. Magazine : Musicales. D'Alain Dusol, Cycle Franz Schubert.  
14.30 Magazine : Sports 3 dimanche. Golf : La Hennessey ladies cup ; Football : Coupe du monde (résumé) ; Natation : Meeting international de Canet.  
17.30 Magazine : Montagne. La vallée condamnée, de Bernard Choquet.
- LA SEPT**  
14.30 Cours d'italien (15).  
15.00 Magazine : Imagine.  
15.30 Documentaire : Miss Saaremaa. De Marc Soosar.  
16.15 Documentaire : Jonas Mekas en Lituanie.  
16.25 Documentaire : Jean Painlevé au fil de ses films (1). De Denis Dénier.  
17.00 ► Documentaire : Glasgow, capitale.  
18.00 Magazine : Mégamix.  
19.00 Documentaire : Four american composers. (Robert Ashley, v.o.). De Peter Greenaway.  
20.00 Documentaire : Histoire parallèle. De Philippe Grandjean.  
21.05 Documentaire : Tours du monde, tours du ciel. De Robert Pansard-Besson.  
22.10 Soir 3.  
22.25 ► Documentaire : Glasgow, capitale.  
23.55 Cinéma d'animation : Images.
- FRANCE-CULTURE**  
20.30 Photo-portrait. Martha Segonds Bauer, directrice de la Maison des écrivains.  
20.45 Documentaire : Doubles. Erwartung, de Jean-Paul Wenzel et Arnold Schoenberg.  
22.35 Musique : Opus.  
0.05 Clair de nuit.
- FRANCE-MUSIQUE**  
20.30 Opéra Luisa Miller, de Verdi, par le Chœur et l'Orchestre Teatro Massimo, dir. Nino Sanzogno ; sol. : Giuseppe Di Stefano, Antonietta Stelli, Mac Neil.  
23.08 Les enfants de Palerme. Œuvres de Arrigo, Mascagni, Rossini, Scarlatti, Mannino. Puccini, Verdi.  
0.30 Notes de voyages.
- Amuse 3.** Les tortues.  
**18.30 Soirée spéciale Europe centrale.** D'Enc Clout. L'Europe centrale de A à Z.  
**19.00 La 19-20 de l'information.** De 19.10 à 19.20, le journal de la région.  
**20.05 Série : Soirée spéciale Europe centrale (suite).** Chocs 1900-1925. Archives et inédits.  
**21.10 Soirée spéciale Europe centrale (suite).** KO 1945-1950.  
**22.15 Journal et Météo.**  
**22.45 Sport : Football.** Coupe du monde : Corée-Espagne, en direct de Vézère.  
**0.40 Cinéma : Othon.** Film franco-italien de Jean-Marie Straub et Daniele Huillet (1969). Avec Adriano Aprà, Anne Brumagne, Ennio Laucella.  
**2.05 Musique : Carnet de notes.**
- CANAL PLUS**  
8.30 Sport : Automobile. Les 24 Heures du Mans.  
8.45 Cinéma : Etroite surveillance. Film américain de John Bacham (1987).  
10.35 Sport : Automobile. Les 24 Heures du Mans.  
10.45 Cinéma : Après la guerre. Film français de Jean-Loup Hubert (1988). Avec Richard Bohringer, Antoine Hubert, Julien Hubert.  
— En clair jusqu'à 14.00 —  
12.30 Magazine : Rapido. Présenté par Antoine de Cassas.  
12.55 Flash d'informations.  
13.03 Sport : Automobile. Les 24 Heures du Mans.  
13.05 Magazine : Mon zénith à moi. Invité : Richard Berry.  
14.00 Sport : Athlétisme. Les meilleurs moments des championnats américains, en direct de Norwalk (Californie).  
15.35 Sport : Automobile. L'arrivée des 24 Heures du Mans.  
16.15 Documentaire : Manœuvres sur les éléphants d'Afrique. De Philo Cayford.  
17.05 Magazine : 24 heures. Rediffusion du 16 juin.  
18.00 Cinéma : Mignon est partie. Film franco-italien de Francesco Archibugi (1988).  
— En clair jusqu'à 20.30 —  
19.35 Flash d'informations.  
19.40 Dessins animés : Ca cartoon.  
20.30 Cinéma : Monsieur Hire. Film français de Patrice Leconte (1989).  
21.45 Flash d'informations.  
21.50 Cinéma : Les belles de nuit. Film français de René Clair (1952). Avec Gérard Philipe, Gina Lollobrigida, Marlene Dietrich.  
23.15 Sport : Golf. US Open de Médine, en direct.  
1.15 Cinéma : Massacre à la tronçonneuse 2. Film américain de Tobe Hooper (1986).
- LA 5**  
11.05 Série : Wonder woman.  
12.05 Série : La bella et la bête.  
13.00 Journal.  
13.05 Sport : Moto. Grand Prix de Yougoslavie.  
14.00 Série : Supercopier.  
15.00 Sport : Moto (suite).  
16.00 Sport : Victoire sur l'Annapurna. Feuilleton : Nuits secrètes (2<sup>e</sup> épisode).  
18.40 Sport : Cyclisme. Arrivée du Midi-Libre.  
18.55 Journal images.  
19.00 Spécial Drôles d'histoires.  
19.45 Journal.  
20.30 Drôles d'histoires.  
20.40 Cinéma :
- Que la bête meure.** Film français de Claude Chabrol (1969). Avec Jean Yanne, Caroline Cellier, Michel Duchaussoy.  
**22.50 Cinéma : Les seigneurs de glace.** Film français de Georges Lautner (1974). Avec Alain Delon, Mireille Darc, Claude Brasseur.  
**0.40 Journal de minuit.**  
**0.50 Sport : Voile.** Kourou Cup.
- M 6**  
10.30 Dessins animés.  
11.00 Série : L'île fantastique.  
11.55 Infoconsommation.  
12.00 Informations : M 6 express.  
12.05 Magazine : Sport 6 première.  
12.15 Dessins animés.  
12.40 Série : Les routes du paradis.  
13.25 Série : Cosby show (rediff.).  
13.50 Série : Commando du désert.  
14.20 Série : Daktari.  
15.10 Série : Laramie.  
16.05 Magazine : Adventure.  
16.15 Série : Brigade de nuit.  
17.05 Série : Vegas.  
18.00 Informations : M 6 express.  
18.05 Série : Clair de lune.  
19.00 Magazine : Culture pub remix.  
19.30 Série : Les années coup de cœur.  
19.54 Six minutes d'informations.  
20.00 Série : Cosby show.  
20.35 Cinéma : Le bon plaisir. Film français de Francis Grod (1983). Avec Catherine Deneuve, Michel Serrault, Jean-Louis Trintignant.  
22.15 Magazine : Sport 6.  
22.20 Capital.  
23.30 Cinéma : La femme pervertie. Film italien de Joe d'Amato (1984).  
0.00 Six minutes d'informations.
- LA SEPT**  
14.30 Cours d'italien (14).  
15.00 Téléfilm : La comédie des comédiens ou Joséphine en tournée (2). De Jacques Rozier.  
16.30 Documentaire : Les instruments de musique et leur histoire (2). De Gerhard Vogel, Rainer Aust et Michael Krey.  
17.00 Documentaire : Musée d'Orsay (4). De Pierre Dumayet.  
18.00 Théâtre : Le dialogue des carmélites. Pièce de Georges Bernanos.  
20.20 Documentaire : Le rêve de Paris. De Johannes Fritsch et Thomas Tanner.  
21.00 Série : Mister Pye. De Michael Darlow.  
22.40 Documentaire : Rémémorances d'un voyage en Lituanie. De Jonas Mekas.
- FRANCE-CULTURE**  
20.30 Atelier de création radio-phonique. Jacques Reboulet.  
22.35 Musique : Le concert.  
0.05 Clair de nuit.
- FRANCE-MUSIQUE**  
20.30 Concert (en direct de Manchester) : Six lieder op. 83 ; Don Juan, poème symphonique op. 20 ; Quatre derniers lieder, de R. Strauss, par l'Orchestre philharmonique de la BBC, dir. : Georg Solti ; sol. : Kiri Te Kanawa, soprano. Climats. Musiques traditionnelles. Rwanda II.  
0.30 Archives dans la nuit. Le vingtième siècle d'Ernest Ansermet.

### Audience TV du 14 juin 1990

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	46,8	Santa Barbara 20,2	Pub 3,1	Actual rég 14,9	Nulle part 2,2	Reporters 4,3	Cathy et Alce 1,7
19 h 45	48,1	Rous tortue 21,4	Dessinez 7,3	19-20 info 9,6	Nulle part 3,3	Bandes ann 3,9	Dis donc... 2,2
20 h 16	60,3	Journal 23,1	Journal 13,2	Li classe 10,9	Nulle part 2,6	Journal 4,8	Cosby show 4,6
20 h 55	66,1	Paparoff 14,4	Commun. 16,8	Cage folles 10,5	Cherme 2,0	A corps... 8,7	Princesse... 5,8
22 h 6	59,8	Paparoff 11,9	Liondale 23,8	Pub 10,1	Bande ann. 1,1	A corps... 9,3	Princesse... 4,2
22 h 44	39,2	Mondale 1,9	Mondale 23,6	Sor 2 5,9	Police... 0,9	Flac Marn 3,6	Engage nuit 3,4



## AGENDA

LE WEEK-END  
DU CHINEUR

**Samedi 16 juin**  
Drouot-Richelieu, 14 heures, tableaux, bijoux.

**Dimanche 17 juin**  
Drouot-Richelieu, 14 heures, tableaux modernes, photographies.

## ILE-DE-FRANCE

**Samedi 16 juin**  
Corbeil, 14 heures, flacons de parfum; Dreux, 14 heures, livres, gravures; La Varenne-Saint-Hilaire, 20 h 45, tableaux, sculptures; Mauges, 10 heures, mobilier, objets d'art.

**Dimanche 17 juin**  
Chartres, 10 h 30 et 13 h 30, TSF; Provins, 14 heures, archéologie; Saint-Germain-en-Laye, 14 heures, mobilier, objets d'art; Senlis, 14 h 30, mobilier, tableaux.

## PLUS LOIN

**Samedi 16 juin**  
Boulogne, 21 heures, tableaux; Dijon, 14 heures, mobilier, objets d'art; Gien, 14 h 30, grands vins, alcools; La Rochelle, 14 heures, tableaux modernes; Marseille (Prado), 9 heures et 14 h 30, mobilier, objets d'art; Marseille (Castellane), 14 h 30, souvenirs historiques; Moulins, 14 heures, mobilier, objets d'art; Orléans, 14 h 30, timbres; Pau, 14 h 30, mobilier, orfèvrerie; Tarbes, 14 h 30, livres; Toulon, 9 heures et 14 heures, mobilier, tableaux.

**Dimanche 17 juin**  
Avignon, 14 h 30, Haute Epoque, mobilier; Avranches, 14 heures, mobilier, tableaux; Besançon, 10 heures et 14 heures, mobilier, objets d'art; Biarritz, 10 heures et 14 h 30, grands vins; Castres, 14 h 30, tableaux; Châteaudun, 14 h 30, tableaux; Dijon, 14 h 30, mobilier, objets d'art; Eu, mobilier, tableaux; Le Havre, 15 heures, tableaux; Lons-le-Saulnier, 15 heures, art contemporain; Moissac, 14 h 30, mobilier, tableaux; Nancy, 14 heures, tableaux; Reims (rue de Châtives), 14 heures, mobilier, argenterie; Reims (rue du Temple), 14 h 30, archéologie; Rouen, 14 heures, tableaux, mobilier; Samer-en-Auxois, 14 h 30, mobilier, tableaux; Soissons, 14 h 30, atelier; Valence, 14 h 30, mobilier, objets d'art.

## MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le vendredi 15 juin à 0 heure et le dimanche 17 juin à minuit.

Les conditions météorologiques sur la France s'améliorent. La fraîcheur et les nuages qui règnent sur le nord de la France depuis maintenant plusieurs jours vont laisser la place au soleil. Toutefois une nouvelle dégradation se produira dimanche sur toute la moitié Ouest, mais il fera beau sur la moitié Est.

**Samedi : soleil sur le pays.**

Sur la Bretagne, les Pays de la Loire, la Normandie, le Bassin parisien, Poitou-Charentes, l'Aquitaine, le Centre, le Massif Central et le Languedoc-Roussillon, après dissipation des brumes matinales, la journée sera bien ensoleillée.

Sur la Lorraine, l'Alsace, la Bourgogne, la Franche-Comté et le Nord-Pas-de-Calais, le ciel sera nuageux le matin puis de belles éclaircies apparaîtront l'après-midi.

Sur les Alpes, la vallée du Rhône, Provence-Côte d'Azur, ainsi que la Corse, le temps sera peu nuageux et le soleil brillera. Les nuages resteront abondants sur les Pyrénées avec une évolution orageuse en soirée.

Les températures seront en hausse, et se rapprocheront des normales saisonnières pour un mois de juin.

**Dimanche : soleil à l'Est, nuages à l'Ouest.**

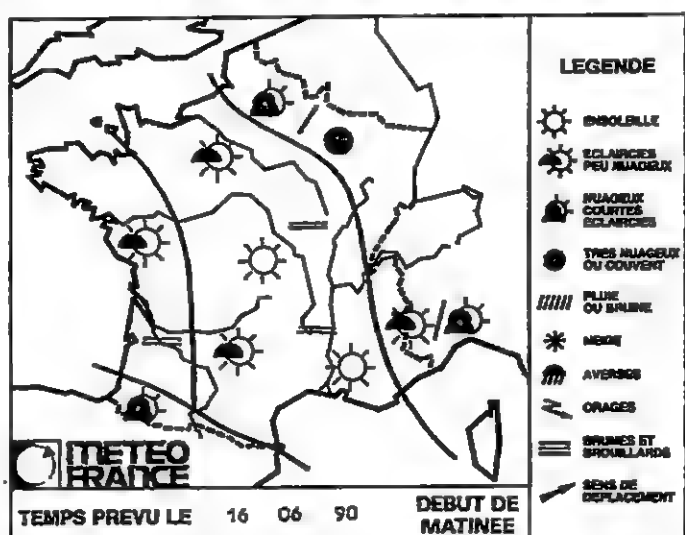
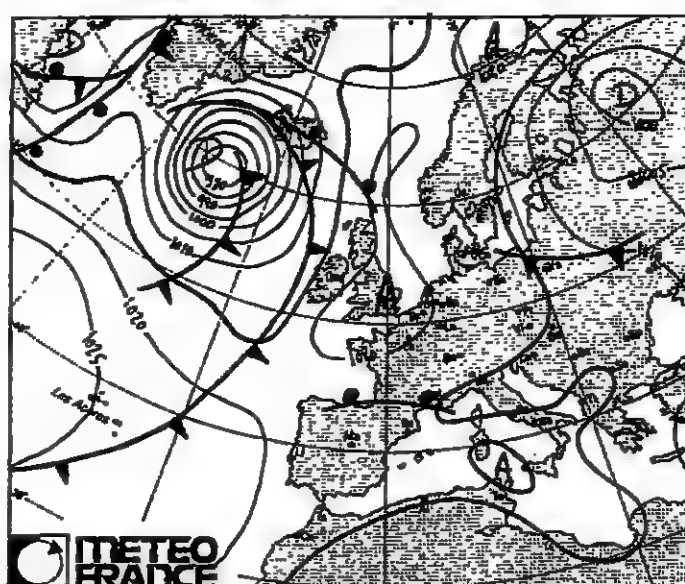
Le matin, après dissipation des brumes matinales il fera beau sur toute la moitié Est du pays. De la Bretagne à l'Aquitaine et aux Pyrénées, le ciel sera très nuageux et le soleil ne fera que de timides apparitions.

L'après-midi, sur l'Aquitaine et les Pyrénées, le temps deviendra orageux et des orages pourront éclater. De la Normandie, à la Bretagne, au Limousin, des nuages menaçants couvriront le ciel. En fin de journée, la zone orageuse s'étendra du sud de la Loire au Massif Central et aux Pyrénées et le ciel deviendra nuageux du Nord-Pas-de-Calais à la vallée du Rhône.

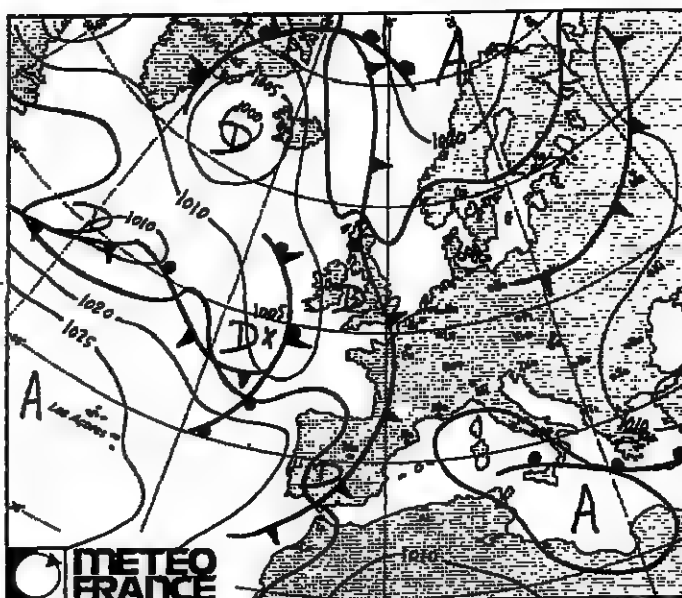
Le soleil continuera de briller du Nord-Est aux Alpes et au Sud-Est.

Les températures seront en baisse sur l'Ouest du pays et resteront assez élevées sur l'Est.

## SITUATION LE 15 JUIN 1990 A 0 HEURE TU



## PRÉVISIONS POUR LE 17 JUIN 1990 A 12 HEURES TU



## TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé le 15-6-90

Valeurs extrêmes relevées entre 14-6-90 à 6 heures TU et le 15-6-90 à 6 heures TU

FRANCE				TOURS				N AN ANGERS				L				D			
ALACIO	24	16	C	TOULOUSE	21	18	1	LYONS	22	15	1	LUXEMBOURG	22	15	1	COLOGNE	22	15	1
BARRAT	18	26	D	FOURTE-PITRE.	21	24	23	MARRACANG	28	28	28	MARRACANG	28	28	28	FRANKFURT	28	28	28
BOURDEUX	18	26	D					MEXICO	28	28	28	MEXICO	28	28	28	STUTTGART	28	28	28
BOURGES	19	11	D					MILAN	28	28	28	MILAN	28	28	28	MUNICH	28	28	28
BREST	17	10	C					MONTREAL	28	28	28	MONTREAL	28	28	28	PARIS	28	28	28
CABE	18	26	D					MOSCOW	28	28	28	MOSCOW	28	28	28	PRAGUE	28	28	28
CLERMONT	17	10	C					NEW-YORK	27	17	17	NEW-YORK	27	17	17	ROMA	27	17	17
CLOUTIER-FER.	16	22	S					OSLO	27	17	17	OSLO	27	17	17	SARAJEVO	27	17	17
DIGON	20	11	C					PALMA-DEMAI	27	17	17	PALMA-DEMAI	27	17	17	STOCKHOLM	27	17	17
GROBLENHEM	20	11	C					PEKIN	27	17	17	PEKIN	27	17	17	VIENNE	27	17	17
LYON	22	11	D					RIO-DE-JANEIRO	27	17	17	RIO-DE-JANEIRO	27	17	17	ZURICH	27	17	17
LYON	22	11	D					ROME	27	17	17	ROME	27	17	17				
MARSEILLE	24	18	D					SINGAPOUR	27	17	17	SINGAPOUR	27	17	17				
NANCY	24	18	D					STOCKHOLM	27	17	17	STOCKHOLM	27	17	17				
NANTES	22	11	C					STONEY	17	17	17	STONEY	17	17	17				
PARIS-MONTS	17	15	C					TOKYO	28	28	28	TOKYO	28	28	28				
PAU	18	26	D					TUNIS	28	28	28	TUNIS	28	28	28				
PERLEGRAN	18	26	D					VARSOVIE	28	28	28	VARSOVIE	28	28	28				
RENNES	22	11	C					VIENNE	23	23	23	VIENNE	23	23	23				
S-ETIENNE	17	10	C					VIENNE	23	23	23	VIENNE	23	23	23				
STRASBOURG	17	10	C																



25 Le nouveau statut de l'ANPE  
Les licenciés et le logement social

26 Communication : la grève à la SFP  
28 La BIAO trop en liquidation « amiable »

28 Marchés financiers  
29 Bourse de Paris

## BILLET

## Les quatre voies de la discorde

Dans le dossier autoroutier, M. Pierre Bérégovoy fait l'union : il a contre lui tous les autres ministres, députés, maires, ingénieurs des Ponts et chaussées et entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics. On se souvient qu'avec une remarquable continuité, les gouvernements Chirac et Rocard avaient arrêté en 1987 et 1988 des schémas directeurs autoroutiers qui, aux alentours de l'an 2000, devaient valoir à la France 11 800 kilomètres d'autoroutes ou de routes à deux voies sans carrefours, soit 4 900 kilomètres de plus qu'aujourd'hui. Il convenait donc de lancer chaque année trois cents kilomètres de voies nouvelles.

Mais le ministre de l'économie et des finances met son veto : cela représenterait pour l'année 1990 un programme de onze milliards et pour 1991 de quatorze milliards de francs qui, même gagés sur le péage, risqueraient de contribuer à l'assèchement du marché financier. La perspective de financer les autoroutes par des emprunts à l'étranger ne lui sourit guère plus. Le Fonds de développement économique et social (FDES) a donc limité à 200 kilomètres les chantiers autoroutiers en 1990, c'est-à-dire au même rythme que précédemment.

La réponse à M. Bérégovoy est en cours : M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, ne se résigne pas à la fin de son recouvrement de son collègue... et le 21 et le 22 juin au Conseil économique et social se tiendra un colloque ad hoc sur le thème *La France et ses autoroutes*, présidé par M. Yves Chassagnon, président de la Prévention routière. Les différents ateliers prévus dans cette manifestation — organisée par le Conseil national des économies régionales et de la productivité et par la Confédération française pour l'habitation, l'urbanisme et l'aménagement du territoire — démontreront qu'il n'est pas de développement économique régional et européen sans la désenclavement autoroutier, et que le maintien des péages en francs constants permettrait de ne pas recourir plus qu'aujourd'hui au marché financier malgré l'accroissement des mises en chantier.

Pour trancher cette dispute, il faudra l'arbitrage des plus hautes instances de l'État. Le président de la République a déjà pitié pour le ministre de l'économie qui ne voulait ni du TGV Atlantique ni de l'extension des voies d'eau. Pour peu que l'on respecte les arbres, son goût avéré pour les infrastructures de transports devrait le porter à ne pas se désintéresser des autoroutes très rurales qui sont en balance en Auvergne, en Bretagne ou en Normandie.

A. F.

Malgré l'opposition de M. Mitterrand

## La CGE prend 52 % de Framatome

La Compagnie Générale d'Électricité (CGE) a décidé de finaliser les accords conclus à la fin du mois de mars avec Dumez qui lui donnent 52 % de Framatome, le constructeur français de chaudières nucléaires. Quitte à s'attirer les foudres du président de la République, dont on sait depuis une semaine, qu'il souhaite un maintien de Framatome dans le secteur public.

Comme certains le redoutaient, la journée du jeudi 14 juin a marqué un tournant dans le dossier Framatome : au cours du conseil d'administration qui a suivi l'assemblée générale de l'entreprise, le président de la CGE, M. Pierre Suard, a informé les autres administrateurs du constructeur de chaudières nucléaires qu'il allait finaliser le soir même les accords noués avec Dumez à la fin du mois de mars. De plus, plus d'actionnaire de la CGE vient à majorité en s'arrogeant 52 % du capital de Framatome, face aux actionnaires publics qui en détiennent 45 % (via le Commissariat à l'énergie atomique pour 35 % et EDF pour 10 %) et au personnel (3 %).

Ce faisant, M. Suard lance incontestablement un défi au chef de l'État, sans pour autant tomber dans la provocation. En effet, il y a une semaine, une indiscretion a permis d'apprendre que M. François Mitterrand avait tranché dans ce dossier — ouvert depuis neuf mois — et qu'il entendait que Framatome demeure dans le secteur public. Du coup, le président du Crédit Lyonnais, M. Jean-Yves Haberer, se trouvait conforté dans ses efforts pour réunir des actionnaires capables de faire barrage aux appétits de la CGE... tandis que la tentative de compromis de Matignon et du ministère de l'Industrie visant à équilibrer très exactement (à 50/50) le poids des actionnaires publics et privés était remise.

On avait attendu vainement, alors, la réponse de M. Suard, en déplacement à l'étranger au moment de la fuite. Jeudi 14 juin, elle est tombée, brutale : loin de plier, le patron de la CGE persiste et finalise les accords du mois de mars. A première vue, il s'agit d'un comportement inhabituel de la part d'un grand patron du privé qui ose défier le président de la République. Les spécialistes ne se souviennent pas de précédent dans l'industrie française : devant les injonctions en haut lieu, les patrons s'exécutent généralement, même de mauvaise grâce. C'est mal connaître M. Suard, un homme ayant des sympathies RPR, réputé pour son inflexibilité, sa « pugnacité » traitait récemment l'hebdomadaire *L'Usine Nouvelle*.

Un examen attentif des propos du patron de la CGE incite pourtant à la modération : au cours d'une conférence de presse convoquée à la hâte, à peine le conseil d'administration de Framatome terminé, il s'est attaché à laisser des portes ouvertes. « La prise de majorité dans Framatome de la CGE ne présage pas de l'avenir »,

a-t-il assuré, se déclarant « ouvert à toute proposition ». « Une solution raisonnable peut-être trouvée », a poursuivi M. Suard, en repoussant « les aspects politiques ou personnels de ce dossier ». Mais avec un humour qui n'appartient qu'à lui, il s'est pourtant déclaré « très content de la situation actuelle »...

Autre élément incitant à la pondération : quelques minutes avant d'annoncer la finalisation de l'accord avec Dumez, l'assemblée générale de Framatome (et donc M. Suard) avait renouvelé sa confiance en M. Jean-Claude Leny, le président du constructeur de chaudières nucléaires, parti en croisade contre la CGE... En d'autres termes, s'il a pris le contrôle de Framatome, M. Suard n'a pas pris le pouvoir au sein de cette entreprise en limogeant un président jugé trop turbulent. Si tel avait été le cas, on serait glissé du défi à la provocation.

## Riposte graduée

Reste que cette riposte graduée met la CGE en position de force dans la négociation et lui permet, entre autres, de faire monter les enchères... Nul doute qu'en cas de succès des négociations avec M. Haberer, elle vendra fort cher ses titres. Cela tombe bien : la CGE vient de racheter pour 640 millions de dollars (3,6 milliards de francs) 7 des 37 % détenus par l'ITT dans Alcatel. Pourtant, M. Suard prend un risque énorme : celui de déclencher une nouvelle bataille politique autour de son groupe en rouvrant le dossier des nationalisations-privatisations. Historiquement, née dans le sein d'un groupe privé, Framatome a fait plusieurs aller-retours entre le secteur public et privé. Pourtant, force est de constater que, lors du dernier épisode, c'est bien la privatisation — contestée —

de la CGE qui a fait basculer le constructeur nucléaire dans le privé. Or, à quoi assiste-t-on aujourd'hui, si ce n'est à une manifestation d'indépendance d'un patron du privé qui se sent assez fort pour tenir tête à l'État ? Cette situation aurait été inimaginable avec un groupe nationalisé !

Bien sûr, la CGE profite des largesses de la République : les chantiers de l'Atlantique, implantés à saint-Nazaire (dont M. Claude Evain était le député avant d'être ministre de la Santé), viennent de recevoir une commande de deux bateaux, largement subventionnée. De même, 535 millions de francs viennent d'être débloqués pour le TGV du futur, un projet soutenu par le ministre des transports... Et à chacun de ses déplacements à l'étranger, le ministre des PTT aide à la vente des matériels d'Alcatel.

L'État, réaliste, ne se bat donc pas tellement avec la CGE, au demeurant bien plus internationale qu'elle ne le paraît. Septennat grâce au rachat du téléphone d'ITT et de l'alliance anglaise avec GEC dans l'électrotechnique. Aucun gouvernement ne prendrait le risque de voir un groupe de 144 milliards de francs de chiffre d'affaires fermer des usines en France parce que l'État cesserait brusquement de l'aider, et de porter un coup fatal à l'industrie française... d'autant que dans chaque cas, il s'exposerait à une levée de bouclier des élus.

A l'inverse, l'État ne peut perdre la face ainsi, sur un dossier aussi sensible que le nucléaire, devant un patron d'un autre bord politique que lui. Le chemin de la négociation entre la CGE et les pouvoirs publics s'annonce étroit, et jalonné de péripéties.

FRANÇOISE VAYSSÉ

## L'étrange ascension de M. Gian Carlo Parretti

Face à l'opacité des montages financiers du « condottiere d'Orvieto »  
M. Pierre Bérégovoy a décidé d'interdire le rachat de Pathé-Cinéma

Qui est vraiment M. Gian Carlo Parretti, l'homme qui entendait prendre simultanément le contrôle de Pathé-Cinéma et de la Metro Goldwyn Mayer pour la bagatelle de 8 milliards de francs ? Un financier exceptionnellement brillant aux méthodes peu orthodoxes ? Un aventurier aux fréquentations dangereuses blanchissant un argent douteux ? Un marseillais travaillant pour redorer les caisses du Parti socialiste italien ? Un simple prête-nom couvrant les opérations de quelques grands groupes de communication ?

Ces questions ont longtemps préoccupé M. Pierre Bérégovoy, confronté à une décision délicate sur le rachat de Pathé-Cinéma. Elles ont suscité des enquêtes administratives en France, en Espagne, aux Pays-Bas, des poursuites judiciaires en Italie. Mais elles n'ont pas empêché M. Parretti de se diversifier dans le tourisme et l'immobilier,

de mener grand train dans sa villa de 9 millions de dollars à Beverly Hills, bourrée de toiles de Miro, Goya ou Picasso, de lancer des offres d'achat sur une dizaine d'entreprises de cinéma ou de télévision, de brigner aujourd'hui un brevet ultime de respectabilité avec la propriété d'un des plus célèbres studios hollywoodiens.

Quand on pose ces questions à M. Parretti lui-même, l'homme d'affaires perd sa gouaille et son calme : « Vous faites du racisme anti-italien. Vous n'oserez jamais interroger ainsi un patron américain ou un technocrate français. Ou si j'étais l'héritier d'une grande fortune, il y a ceux qui naissent avec de l'argent et pas de tête et ceux qui naissent sans argent mais qui savent se servir de leur tête. Je suis de la seconde catégorie. »

Trois ans et dix mois de prison

lui permettent de se porter acquéreur de Pathé-Cinéma.

Las, il se heurte à l'incompréhension des autorités françaises qui bloquent l'opération. Soucieux de démontrer la bonne foi de son engagement aux côtés du cinéma européen, il se lance, au nom de Pathé, dans le rachat de la Metro Goldwyn Mayer.

Ainsi résumée par M. Parretti lui-même, et confirmée à quelques détails près par M. Fiorini, la fulgurante ascension du condottiere d'Orvieto paraît d'une exemplarité limpidité. L'ennui est que cette autobiographie comporte quelques lacunes et de nombreuses contre-vérités.

M. Parretti ne s'étend guère sur ses démêlés avec la justice italienne. Le 4 avril 1990, un tribunal de Naples l'a condamné à trois ans et dix mois de prison pour banqueroute frauduleuse dans l'affaire de *Diario*, un groupe de journaux siciliens lancés par M. Parretti en 1978.

Le magazine américain *Spy* vient de révéler que, pour faire face à des dettes de plus de 2,3 millions de dollars, l'ancien serveur d'Orvieto avait contacté, dès 1981, Florio Fiorini pour monnayer des bons d'épargne d'un montant de 3 milliards de francs. Le financier le recommande auprès d'une banque sicilienne mais le bon se révèle

falsifié par l'ajout de trois zéros ! Une version confirmée à *Spy* par Florio Fiorini qui assure néanmoins que son ami n'était pas le faussaire.

## Holdings au Luxembourg

Après cette mésaventure, Gian Carlo Parretti disparaît quelque temps à Hongkong dans une conserverie de poissons. On le retrouve, en 1983, à Paris où il se fait passer pour le représentant du Parti socialiste italien et exhibe des cartes de visite à l'adresse du siège du PS, rue de Solferino. Ces liens avec le PSI seront démentis par M. Bettino Craxi en 1989. Mais, entre-temps, M. Parretti s'est servi de son « identité » socialiste pour voler au secours du *Matin de Paris* aux côtés de M. Paul Quilès.

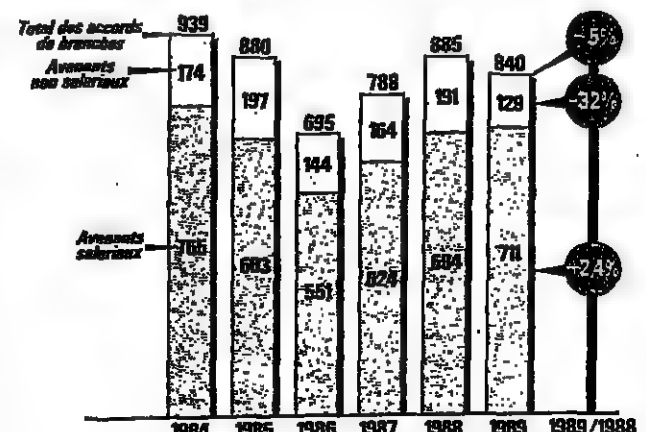
De 1983 date aussi la création à Luxembourg du fameux holding Interpart, cœur de l'empire de M. Parretti. L'enquête de *Spy* conteste la version qu'en donne l'homme d'affaires.

JEAN-FRANÇOIS LACAN  
Lire la suite page 26

## Baisse des accords sociaux des branches professionnelles en 1989

La publication du bilan annuel de la négociation collective pour 1989 fournit de précieuses indications sur l'activité conventionnelle des partenaires sociaux. Contrairement à la tendance observée en 1988, 1989 enregistre une baisse des avenants ou des accords de branche professionnelle (883) et, en revanche, un regain des accords d'entreprise (5 793). Mais, dans les deux cas, la négociation sur les salaires progresse et reste le principal sujet sur lequel employeurs et syndicalistes parviennent à signer des textes (85 % des textes contre 78 % en 1988).

Cependant, 1989 a été dominée par de nombreuses négociations interprofessionnelles, dues au renouvellement de conventions telles que celle de l'assurance-chômage, mais surtout par la signature d'accords d'orientation dans le cadre de la politique développée par le CNPF. Au sein d'un ensemble portant sur la modernisation des entreprises, trois docu-



ments ont été signés, sur l'amélioration du temps de travail, l'amélioration des conditions de travail et l'égalité professionnelle. Qualifié de « pari difficile », cette méthode a été suivie par « peu de branches », souligne le rapport.

Ce bilan annuel sera examiné par les partenaires sociaux lors de la réunion de la commission nationale de la convention collective, le 28 juin, qui émet un avis sur la revalorisation du SMIC au 1<sup>er</sup> juillet.

Un fait, au moins, est incontestable : Gian Carlo Parretti n'a pas de fortune familiale. A dix-sept ans, il est simple garçon de café dans sa ville natale d'Orvieto en Ombrie. La suite ressemble, si on l'en croit, à une partie-éclair de Monopoly ou à un roman de Sulzberger. A force de travail et d'épargne, le serveur d'Orvieto devient propriétaire de deux hôtels à Syracuse, les échange contre deux compagnies d'assurances, Ausonia et Intercontinental, appartenant à un financier milanais, Giuseppe Cabassi. En 1983, il charge M. Florio Fiorini, ancien directeur financier de l'ENI et président du holding suisse SASEA, de vendre Ausonia et Intercontinental. Une fois déduite la commission de M. Fiorini (près de 50 %), il investit 60 millions de dollars dans Interpart, un holding constitué avec son épouse et la SASEA au Luxembourg.

Interpart acquiert en Espagne une société immobilière, Renta, et une agence de tourisme, Media. En 1985, Gian Carlo Parretti participe à la production d'un film sur sainte Thérèse et se passionne subitement pour le cinéma. Il rachète la société américaine Cannon, distributeur de son film, qui se trouve alors au bord de la faillite. Les profits de ses sociétés et l'aide de la filiale de Rotterdam du Crédit Lyonnais, banquier de Cannon,

## INSOLITE

## Hôtes indésirables

Il paraît couramment admis que l'implémentation d'une institution internationale est particulièrement recherchée par toute capitale digne de ce nom. Ce n'est pas toujours le cas.

Le gouvernement tchécoslovaque souhaiterait vivement le départ, de Prague, du siège de la FSM (fédération syndicale mondiale), l'organisation syndicale d'obédience communiste et très liée aux démocraties populaires, ou ce qu'il en reste.

Apprenant la nouvelle, M. Guy Drilleaud, secrétaire général de la CFTC, a alerté par des organisations syndicales

libres des pays de l'Est, a aussitôt réagi, pour écarter la menace d'un déménagement à Paris, la CGT étant l'une des adhérentes occidentales de la FSM.

« Je suggère que cette organisation aille s'établir à Cuba ou à Pékin, afin de rejoindre l'un des derniers musées de l'histoire du marxisme », a ironisé M. Drilleaud.

Autrement dit, il y a de bonnes et de mauvaises institutions internationales. Et il est infamant d'en accueillir certaines.





RFC

**Lettre des Présidents d'Eurotunnel S.A. ("ESA") et d'Eurotunnel P.L.C. ("EPLC") aux actionnaires, et, pour information uniquement, aux détenteurs de bons de souscription et d'options de souscription d'Unités.**

Cher Actionnaire,

le 4 juin 1990

Ce document a pour objet d'expliquer le contexte des autorisations qui seront demandées aux actionnaires d'ESA et d'EPLC afin de procéder à une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires ("l'augmentation de capital"), de convoquer les assemblées d'actionnaires nécessaires et de fournir aux actionnaires les dernières informations sur le Projet et son financement, qui ont été communiquées aux Banques du Syndicat et aux Garants Standby de l'augmentation de capital visés ci-dessous.

**Condition requise pour un financement complémentaire**

Notre lettre du 20 avril faisait référence à des pourparlers avec les Banques Agents sur l'octroi d'une augmentation des crédits bancaires. Nous avons maintenant convenu avec les Banques Agents des propositions devant permettre l'augmentation des Crédits Bancaires existants de FRF 50 à FRF 70 milliards et des modifications contractuelles qui doivent y être apportées. Il est demandé aux Banques du Syndicat d'augmenter leurs crédits au prorata de leurs engagements actuels et d'accepter les modifications proposées. L'Annexe 1\* contient, notamment, un résumé des modifications les plus significatives qui devraient être apportées aux Crédits Bancaires.

Jusqu'à la date de mise à disposition des fonds, conformément aux stipulations de la Convention de Crédit Révisée, Eurotunnel poursuivra, sous réserve de certaines conditions, les tirages sur les Crédits Bancaires existants, à la faveur d'une prorogation de la dérogation initialement accordée par les Banques du Syndicat en février 1990. La prorogation de ladite dérogation était soumise à la réalisation de conditions préalables qui ont déjà été remplies, notamment, du fait de l'engagement d'Eurotunnel de réaliser une augmentation de capital et du fait de la conclusion du Contrat de Garantie Standby de l'augmentation de capital, décrit à l'Annexe 2\*. Toutefois, cette dérogation prendra fin, si, au plus tard le 30 juin 1990, Eurotunnel n'a pas obtenu de ses actionnaires les autorisations nécessaires pour la réalisation de l'augmentation de capital (tel que prévu dans les Avis de Convocation aux Assemblées qui figurent dans ce document) et si les engagements pour les Crédits Bancaires Supplémentaires en cours de syndication avec les Banques ne sont pas obtenus pour des montants prédéterminés à la fin juillet et à la fin août 1990. Cette dérogation expirera également si le Contrat de Garantie Standby, ou tout autre accord de garantie qui s'y substituerait, est modifié sans l'autorisation préalable des Banques, ou se trouve résilié.

Eurotunnel s'est engagé vis à vis des Banques à réaliser une augmentation de capital par émission de nouvelles Unités pour lever au moins la contre-valeur de FRF 2,5 milliards et £250 millions et à lancer l'augmentation de capital, sauf dans certaines circonstances particulières liées au marché, le 23 octobre 1990 au plus tard et en tout état de cause avant le 26 février 1991. Cet engagement est conditionné à la mise à disposition de Crédits

Bancaires Supplémentaires et à l'obtention des autorisations des actionnaires visées ci-dessus. Le Contrat de Garantie Standby de l'augmentation de capital a été consenti par un groupe de banques et d'investisseurs. Sous réserve du respect d'un certain nombre de conditions concernant principalement, la mise à disposition des Crédits Bancaires Supplémentaires et le respect des dispositions légales et réglementaires applicables en France et au Royaume-Uni, le Contrat de Garantie Standby garantit à Eurotunnel l'obtention d'un montant minimum de souscription. Le Contrat de Garantie Standby mentionne un prix initial de souscription garanti de FRF 38,18 par Unité, mais prévoit également un prix plancher de FRF 22,88 par Unité si certains événements (concernant principalement les conditions liées au marché boursier et les aspects économiques du Projet) survenaient. Eurotunnel, ayant la possibilité de passer de nouveaux accords de garantie d'augmentation de capital à un prix différent après le 1<sup>er</sup> octobre 1990, ni le prix initial de souscription garanti, ni le prix plancher ne doivent absolument être considérés comme indicatifs du prix de souscription sur la base duquel l'augmentation de capital sera effectivement réalisée.

Un résumé de la procédure prévue pour l'augmentation de capital figure à l'Annexe 3\*. Le Conseil d'Administration d'EPLC a l'intention d'octroyer des avantages tarifaires pour l'utilisation du Système aux personnes physiques souscrivant à l'augmentation de capital. La nature exacte et le champ d'application de ces avantages n'ont pas encore été arrêtés par le Conseil. Les détails en seront communiqués au moment de la réalisation de l'augmentation de capital.

**Avancement du Projet**

Dans notre lettre du 20 avril 1990, nous vous avions promis de vous donner, début juin, plus de détails sur l'avancement du Projet et sur les prévisions de coûts. Dans le cadre de la syndication des Crédits Bancaires Supplémentaires, Eurotunnel a fourni aux Banques du Syndicat des informations détaillées sur l'état d'avancement du Projet et, sur la base des hypothèses des Banques, des prévisions à jour de coûts du Projet jusqu'à l'achèvement, ainsi que sur les revenus et sur les charges d'exploitation à compter de l'ouverture du Système. Ces informations, ainsi que les prévisions de revenus et de coûts établies cette fois essentiellement sur la base des propres hypothèses d'Eurotunnel, et les prévisions de trafic et de revenus préparées par les consultants indépendants d'Eurotunnel en la matière, ont également été remises aux Garants Standby de l'augmentation de capital pour les besoins du Contrat de Garantie Standby.

L'Annexe 1\* de ce document contient un résumé des principales informations qui ont été données aux Banques du Syndicat et aux Garants Standby, ainsi qu'un résumé des principaux amendements proposés aux Crédits Bancaires. Dans ses prévisions financières, Eurotunnel a pris comme hypothèse que les Crédits Bancaires seraient portés de FRF 50 à FRF 70 milliards sur la base des

propositions convenues avec les Banques Agents et que FRF 5 milliards supplémentaires seraient levés sous forme d'augmentation de capital.

**Démarche à suivre pour les Assemblées Générales**

**Actionnaires nominatifs**

Vous trouverez jointes aux annexes\* les formules de pouvoir pour les Assemblées Générales Extraordinaires d'ESA et d'EPLC. Si vous n'avez pas l'intention d'assister aux Assemblées en personne, vous pouvez exercer vos droits de vote pour ESA et EPLC en complétant les formules de pouvoir et en les renvoyant conformément aux instructions décrites au verso. Si vous avez l'intention d'assister en personne aux Assemblées, veuillez vous munir de vos formules de pouvoir.

**Actionnaires au porteur**

Les instructions à suivre pour les Actionnaires au porteur qui souhaitent assister et/ou voter aux Assemblées Générales Extraordinaires d'ESA et d'EPLC sont données dans l'Avis de Réunion et l'Avis de Convocation de l'Assemblée Générale Extraordinaire d'ESA. Elles sont aussi décrites dans les Avis de Convocation des Assemblées publiés dans la presse et sur la formule de pouvoir.

**Vote par correspondance**

Les Actionnaires nominatifs et au porteur peuvent aussi voter par correspondance pour l'Assemblée Générale Extraordinaire d'ESA. Les instructions et la formule de vote nécessaires sont jointes aux formules de pouvoir.

**Recommandation**

Les Conseils d'Administration d'ESA et d'EPLC considèrent que les propositions de financement complémentaire décrites dans ce document répondent au mieux aux intérêts des actionnaires et, en conséquence, les Conseils d'Administration recommandent unanimement aux actionnaires d'ESA et d'EPLC de voter en faveur des résolutions qui seront proposées aux Assemblées Générales Extraordinaires, comme les Administrateurs ont l'intention de le faire au titre de leurs propres participations qui s'élèvent globalement à un nombre total de 32.701 actions d'ESA et 32.701 actions d'EPLC.

En raison des quorums requis pour la tenue de l'Assemblée Générale Extraordinaire d'ESA, nous nous permettons d'insister pour que vous ayez l'obligance de remplir la formule de pouvoir ou de vote par correspondance et de la renvoyer le plus rapidement possible, à la banque ou à l'intermédiaire financier où sont déposés vos titres. Si vous avez l'intention de voter en personne à l'Assemblée, veuillez vous munir de votre formule de pouvoir. Nous vous remercions par avance de votre coopération.

Nous vous prions d'agréer, Cher Actionnaire, l'expression de nos salutations distinguées.

André Bénard  
Président  
Eurotunnel S.A.

Alastair Morton  
Président  
Eurotunnel P.L.C.

\* Pour obtenir les annexes et les documents concernant ces Assemblées – y compris les formules de pouvoir et de vote par correspondance – il vous suffit d'écrire à RFC, 120, avenue des Champs-Élysées 75008 Paris ou de vous adresser à votre banque habituelle.

Les Assemblées Générales auront lieu le mercredi 27 juin 1990 à partir de 15 h à la Maison de la Chimie, 28, rue Saint-Dominique 75007 Paris.

*Handwritten signature: J. B. Bénédict*



# ÉCONOMIE

## SOCIAL

La modernisation de l'Agence pour l'emploi

### Le personnel de l'ANPE aura un nouveau statut

Pour l'ANPE, la course d'obstacles s'achève. Le projet de modernisation du statut du personnel a été approuvé par deux organisations syndicales et accepté par le comité consultatif paritaire puis par le conseil d'administration. Le décret devrait être publié prochainement et entrer en application le 1<sup>er</sup> juillet. Annoncée de longue date, la réforme de l'agence devient maintenant réalité.

Des trois phases à réussir pour réformer l'ANPE, la plus délicate vient d'être franchie avec l'adoption définitive du projet de modernisation du statut du personnel de l'agence. Le décret, désormais approuvé, entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet et le nouveau dispositif sera ensuite précisé par d'autres accords-cadres. Les tâches et les compétences de l'agence ont déjà été clarifiées par plusieurs circulaires, publiées depuis novembre 1989.

Ainsi prend fin un grand toilettage rendu nécessaire par la nouvelle situation du marché du travail qui a lui-même permis de toucher à un autre, celui de la situation du personnel de l'ANPE, qui n'avait pas été examiné depuis dix ans.

#### Une couverture supplémentaire

Autour du statut, des négociations entre les syndicats et la direction générale se sont achevées par la signature de la CFTC et de la CGC, minoritaires dans l'établissement. Mais les oppositions se sont progressivement atténuées, ainsi qu'en témoignent les taux de participation aux votes d'ordre de grève : environ 45 % le 3 avril dernier, 15 % lors de la journée d'action de la fonction publique, et 8 % le 31 mai, à l'appel de la CFTD et de la CGT.

Lors du vote d'adoption par le comité consultatif paritaire, la CFTD et FO ont admis que le texte comprenait des « avancées non négligeables ». Les « échecs » d'administration, où figurent des représentants des confédérations et du patronat, s'est à son tour prononcé en faveur du projet, à l'exception de deux de ses membres.

Le désaccord, modeste, persiste sur le remodelage des primes qui ouvrirait la voie, selon les détracteurs, au salaire au mérite ou individualisé. Une partie fixe des indemnités est liée à la présence, différente selon les catégories. Elle est attribuée, y compris lors de congés de maladie ou de maternité, ce qui n'était pas le cas auparavant. Mais la décompte pour suppression éventuelle se fera désormais de

telle sorte que l'absentéisme de courte durée sera pénalisé. Une partie variable, composée d'une base garantie, sauf cas disciplinaire, est versée en fonction de la manière de servir.

Après aménagement, les autres points soulevés moins d'objections. Agents non titulaires de l'État, les salariés de l'agence ne disposaient pas d'un régime sur-complémentaire de retraite et de protection sociale, à moins d'une adhésion individuelle coûteuse.

Dans le nouveau système, une couverture supplémentaire sera possible dont les cotisations seront prises en charge à 60 % par l'ANPE, le solde étant supporté par les bénéficiaires. L'objectif est d'atteindre un revenu de retraite équivalent à 75 % du salaire brut antérieur, comme dans la fonction publique.

De même, il sera dorénavant possible de recourir plus facilement, dans la limite de 75 % des recrutements pour les catégories les plus basses, à des embauches extérieures, alors qu'elles représentaient beaucoup d'obstacles.

Une plus grande fluidité est introduite dans la gestion du personnel qui peut espérer des évolutions de carrière, allongées, et des changements d'activité. Les agents de l'ANPE peuvent même obtenir des détachements, qui donneront lieu à des remplacements au sein de l'agence quand il s'agit de nominations dans les missions locales ou les structures de mise en œuvre du RMI par exemple, ou le droit à exercer temporairement une activité dans des entreprises. A leur retour, il sera tenu compte de leurs nouvelles compétences.

L'ensemble de ces dispositions modernisées, plus proches de la réalité par la souplesse qu'elles procurent, se retrouve enfin dans la simplification de la grille des classifications. Aux 14 échelles et aux 41 types d'emploi, selon une définition devenue sclérosante avec le temps, sont substituées 5 grandes catégories (assistants de gestion, conseillers adjoints, conseillers principaux et administrateurs) qui correspondent à chaque fois à un niveau de recrutement allant du BEPC à Bac +4.

A terme, et compte tenu de la répartition des tâches, 83 % des postes sont destinés à être occupés par des agents titulaires du baccalauréat, au moins. Il y aura élévation de la qualification et des fonctions exercées pour la plupart des 12 000 personnes employées.

Le passage d'une grille à l'autre se traduira, dans l'immédiat, par une augmentation de 5 % de la masse salariale, y compris les indemnités, soit 100 millions de francs, et par une hausse de 10 % à moyen terme, avec une dépense supplémentaire de

200 millions de francs d'ici trois ou quatre ans.

Il reste maintenant à mettre en place la rénovation de l'ANPE, but final de la réforme. Ce sera le travail de ces prochaines semaines avec l'élaboration d'un contrat de progrès entre l'État et l'ANPE, pour les trois ans à venir, qui fixera les droits et les devoirs. Et les moyens : outre la modernisation des équipements et des locaux, il est question d'autoriser la création de 300 emplois par an, pour s'adapter aux besoins actuels.

ALAIN LEBEAUCHE

## LOGEMENT

L'accueil des immigrés dans le logement social

### Le maire de Sartrouville attaque la SCIC et les organismes d'HLM

Au moment où se tient à Marseille le 51<sup>ème</sup> congrès HLM, M. Laurent Wetzel, maire (CDS) de Sartrouville, attaque la SCIC (filiale immobilière de la Caisse des Dépôts) et les organismes d'HLM, leur reprochant de refuser de loger les immigrés et les Français de couleur. Lui-même refuse de signer les « certificats d'hébergement » permettant aux étrangers d'être en situation régulière.

Tout a commencé quand plusieurs maires de la région parisienne ont

reproché au maire de Sartrouville, M. Laurent Wetzel, de refuser de signer les « certificats d'hébergement » qui donnent aux étrangers droit de cité.

Celui-ci argue que réglementation et législation sont mal adaptées et qu'il convient de les modifier. Sartrouville, ancienne municipalité communiste, compte environ 20 % d'immigrés.

Très vite la réplique de M. Wetzel s'amplifie. Dans un Point de vue publié dans nos colonnes (Le Monde daté 27-28 mai), puis dans une interview au Figaro (le 31 mai), il attaque les organismes du logement social et particulièrement la SCIC, filiale de la Caisse des Dépôts, qui, refusant de loger immigrés et Français de couleur, « met en œuvre en toute impunité et en toute liberté une « politique de quotas » à caractère social ».

En fait, un salarié de la SCIC a commis l'erreur de refuser un logement à un étranger et d'écrire au maire de Sartrouville qu'« un appartement libre par un Français doit obligatoirement être « loué » à un Français ». C'est la règle non écrite du « pour un », pratiquée ici et là avec une grande rigueur. Pour une fois, le non-dit devient explicite.

Cette attaque pique au vif M. Frédéric Pascal, président de la SCIC, qui reconnaît que cette lettre « malheureuse » est « inacceptable », qu'elle est cependant l'expression maladroite de la pression qu'exerce la majorité des maires de France... et souligne que « le Groupe SCIC est à la pointe du combat pour l'intégration des différentes communautés qui vivent dans nos grands ensembles ». Il ajoute que son groupe a été le premier à avoir relégué des familles et des enfants qui campent depuis plusieurs semaines place de la Réunion, et que « tous les bailleurs sociaux (...) cherchent depuis toujours à produire des logements décents pour les pauvres et les moins pauvres, pour les Blancs et les Noirs, pour ceux qui

croient au Ciel et ceux qui n'y croient pas, afin qu'ils vivent une relation fraternelle dans le respect de leurs différences ».

M. Pascal souligne aussi « la gravité du déséquilibre de répartition du logement social entre les communes d'Ile-de-France », les maires « surchargés d'HLM » observant l'égoïsme des communes voisines qui « ont su ou pu se « préserver » de la construction de logements sociaux » et refusant d'en construire. Il est vrai que bien des maires d'Ile-de-France font flèche de tout bois pour repousser vers les communes voisines des locataires jugés indésirables et exercent à cette fin sur les bailleurs sociaux des pressions en tout genre. Et cela, M. Wetzel en fait peu état. Il se borne, dans une lettre au président de la République, à sommer les pouvoirs publics soit d'« officialiser » et de réglementer la politique des quotas, soit, parce qu'ils estiment que telle politique est contraire « aux principes, aux lois et aux traditions de la démocratie française », de trouver une « politique de substitution » en sanctionnant les résidents, Français ou non, Noirs ou Blancs, « qui transgressent les règles de vie indispensables à une cohabitation harmonieuse et paisible ».

Cette polémique n'aura à la limite qu'un avantage : faire sortir au grand jour les vrais problèmes de voisinage de populations aux modes de vie différents, et des pratiques subrepticement devenues courantes. Elle pourrait peut-être favoriser la mise en œuvre d'une politique d'aménagement du territoire qui prenne mieux en compte le phénomène de l'immigration et la nécessité d'insertion des plus pauvres dans la ville. Ce qui irait bien au-delà des grandes déclarations de principe, qu'il faut sans cesse réaffirmer mais qui sont impuissantes à résoudre les problèmes concrets.

JOSÉE DOYÈRE

## EUROPE

En lançant une OPA sur ASD

### Usinor Sacilor muscle son négoce en Grande-Bretagne

Le renforcement de l'activité négoce est bel et bien une stratégie majeure pour Usinor-Sacilor. Le sidérurgiste français a ainsi annoncé jeudi 14 juin qu'il lançait une OPA sur 20 % du capital d'ASD, le numéro deux du négoce d'acier en Grande-Bretagne avec un chiffre d'affaires de 2 milliards de francs (205 millions de livres) en 1989 et 1300 salariés. Selon Usinor-Sacilor, cette opération se fait en plein accord avec la société de commerce Stemmor, principal actionnaire d'ASD dont elle détient 77,7 % du capital.

L'OPA, qui porterait sur la partie de capital résiduelle, devrait permettre au groupe de M. Francis Mer d'affermir ses positions sur le marché britannique. Usinor-Sacilor n'entend pas laisser le champ libre à British Steel qui vend 37 % de l'acier consommé. Outre Manche depuis l'acquisition

en octobre dernier du négociant C. Walker and Sons. Si l'OPA est autorisée par les autorités de Bruxelles, le groupe de Francis Mer disposera Outre Manche d'un pôle négoce constitué par ASD, Daval et Ugine UK-deux filiales plus anciennement implantées d'Usinor-Sacilor et enfin par Alpome Stainless Steel, une petite société de stockage de produits inox acquise très récemment. Par ailleurs, Usinor-Sacilor et ASD ont déjà annoncé qu'ils allaient construire un centre de découpe et de négoce de produits plats dans la banlieue de Londres.

Le dossier britannique réglé, le sidérurgiste français va pouvoir se consacrer entièrement à ses menées transalpines. Usinor-Sacilor négocie en concurrence avec le groupe public italien Ilva - une alliance avec Falck, le premier sidérurgiste privé de la péninsule.

Le gouvernement britannique refusant toute aide publique

### Pas de liaison ferroviaire rapide entre Londres et le tunnel sous la Manche

LONDRES  
de notre correspondant

Le gouvernement britannique a repoussé à un lointain et hypothétique avenir la construction d'une liaison ferroviaire rapide entre Londres et le tunnel sous la Manche. M<sup>re</sup> Thatcher avait préparé l'option à ce recule. Le ministre des transports, M. Cecil Parkinson, a porté le coup de grâce en annonçant jeudi 14 juin devant les Communes qu'il n'était pas question de subventionner le projet laborieusement mis au point par un consortium composé de British Rail (les chemins de fer nationaux) et d'intérêts privés.

Les firmes privées ont aussitôt fait savoir qu'elles se retirent. Le gouvernement a estimé que ce projet mixte, dont le coût n'a cessé d'augmenter pour atteindre 3,8 milliards de livres (36,5 milliards de francs), n'était pas viable à moins d'une injection massive d'argent public. De l'ordre de 2 milliards de livres. Le gonflement du devis est dû surtout aux exigences des défenseurs de l'environnement. British Rail reste donc seul chargé d'envisager cette liaison rapide, sans calendrier et sans fonds adéquats.

C'est un échec de la politique gouvernementale, qui consiste à chercher à faire financer certains grands travaux publics par le secteur privé. Le consortium mis en place à cette occasion aurait pu en effet servir de modèle pour la construction d'autoroutes à péage. British Rail devra rembourser aux entreprises privées impliquées dans cette affaire - Trafalgar House et BICC - plusieurs millions de livres à titre de dédommagement pour les études qu'elles ont effectuées.

La seule promesse du gouvernement est d'améliorer les lignes existantes et les gares londoniennes de Waterloo et de King's Cross, où devraient arriver les voyageurs lors de l'ouverture du tunnel, prévue en 1993. M. Parkinson a réagi vivement à la critique exprimée à la télévision par M. André Bénéard, président d'Eurotunnel, selon lequel Waterloo sera un « cul-de-sac ». Il a affirmé que British Rail prévoyait des liaisons évitant Londres, aussi bien pour les voyageurs que pour les marchandises, et que

des trains pourraient par exemple aller directement d'Écosse jusqu'à Folkestone, à l'entrée du tunnel.

M<sup>re</sup> Thatcher avait réaffirmé ces derniers jours que l'acte de naissance du tunnel interdisait toute subvention publique. L'idée sans cesse répétée ici est qu'il n'appartient pas à l'État de favoriser tel type de transport au détriment d'un autre. Malgré les prévisions contraires de British Rail, le résultat prévisible est cependant que les trains venant du continent seront obligés de ralentir considérablement lorsqu'ils sortiront du tunnel du côté britannique. Ils devront se fondre en effet dans le réseau sud-est de British Rail, déjà surchargé, et aligner nécessairement leur vitesse sur celle des trains en service entre Londres et Folkestone.

DOMINIQUE DHOMBRES

## DIRECTION GENERALE

Entièrement à la direction générale par des dirigeants choisis parmi les meilleurs

### CPA PARIS

- Une formule "début de semaine":  
Lundis 17h00 - 22h30 et mardis 14h00 - 22h30  
et  
- Une formule "fin de semaine":  
Vendredis 15h30 - 22h30 et samedis 8h30 - 13h30  
Soit deux formules s'adaptant aux besoins de chacun pour un programme unique  
Prochaine session Décembre 90  
Clôture des inscriptions : 30 juin 1990  
Programme "Temps partagé" sur 10 semaines  
dont 2 consacrer à une mission économique à l'étranger  
Renseignements et inscriptions:  
CPA - 108, bd Malesherbes - 75017 PARIS Tél. 47.54.05.81 ou Minitel 3610 CPA  
LE CPA : UN ATOUT DECISIF



## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### Republic National Bank of New York (France)

L'Assemblée Générale Ordinaire de la R.N.B. (France), réunie le 29 Mai 1990 sous la présidence de Monsieur Michel ERNST, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 1989, comptes qui se sont soldés par un résultat net de F 8.812 Millions, en hausse de 13 % sur l'exercice précédent.

Filiale française du groupe SAFRA REPUBLIC HOLDINGS SA, la R.N.B. a, en 1989, porté son capital à F 200 Millions. Le montant des fonds propres atteint ainsi F 235 Millions, permettant de poursuivre une activité particulièrement soutenue tout au long de l'exercice. Privilégiant son activité traditionnelle de finance-

ment de l'ensemble des opérations des entreprises de taille moyenne, la R.N.B. développe avec succès les opérations de financements immobiliers type "marchand de biens".

En 1989, les crédits ont ainsi atteint F 2.251 Milliards en hausse de 34 % par rapport à 1988, tandis que les dépôts progressaient de 66 % pour atteindre F 1.877 Milliard.

Cette croissance exceptionnelle ne s'est pourtant traduite que faiblement dans les résultats 1989 du fait des charges relatives à la cessation de l'activité négoce de billets de Banque.

Cependant, le programme de développement des moyens informatiques très important en 1989 pour la quatrième année consécutive, permet à la R.N.B. d'absorber ce volume d'affaires en pleine croissance tout en assurant des prestations de qualité à sa clientèle.



R.N.B.  
Siège Social : 20, place Vendôme  
75001 PARIS  
Tél. 42 60 36 64

## VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66  
MINITEL 36.15 CODE A33 TSP OSP

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice à CRETEIL  
le JEUDI 28 JUIN 1990, à 9 h 30

UN APPARTEMENT D'ANGLE à BOISSY-ST-LEGER (94)

74, place des Tillands - 5, place de la Bouteille - 67, place de la Chesnaie - de 3 pièces PRINC. au 2<sup>e</sup> étage. BAL C. 7, esc. 5. C.AVE et PARKING. S'adresse : M<sup>re</sup> TACNET, avocat à CHAMPIGNY-SUR-MARNE (94) - 20, rue Jean-Jaures. Tél. 47-06-94-22 - M<sup>re</sup> BOUDRIOT et VIDAL DE VERNEUX, avocats à PARIS (8<sup>e</sup>) - 55, bd Malesherbes - Tél. 45-22-04-36 - S'inscrire pour visiter, le 25 juin 1990, de 9 h 30 à 10 h 30.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice à PARIS  
le JEUDI 28 JUIN 1990, à 14 h 30

LOGEMENT 1 P. P. - 9, RUE LOUIS-MORARD à PARIS (14<sup>e</sup>) - au 2<sup>e</sup> étage et une C.AVE. S'adresse : S.C.P. GASTINEAU, MALANCEAU et BOITTELE-COUSAU, avocats associés à PARIS (6<sup>e</sup>) - 2, carrefour de l'Odéon - Tél. 43-26-82-98, de 9 h à 12 h. Tous avocats près TGI PARIS - Sur les lieux pour visiter.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice à CRETEIL  
le JEUDI 28 JUIN 1990, à 9 h 30

UN PAVILLON D'HABIT. à CHAMPIGNY-SUR-MARNE (94) - 7, rue des Frères-Petit. compr. : rez-de-ch. entrée, bureau, buand., 1 P. - 1<sup>er</sup> étage : séjour, cuis., w.c., 1 ch., s. de bns - 2<sup>e</sup> étage : 3 ch., s. de bns - SURF. HABITABLE 290 m<sup>2</sup> env. - Terrain 268 m<sup>2</sup>. S'adresse : S.C.P. GASTINEAU, MALANCEAU et BOITTELE-COUSAU, avocats associés à PARIS (6<sup>e</sup>) - 2, carrefour de l'Odéon - Tél. 43-26-82-98 de 9 h à 12 h - Tous avocats près TGI, Créteil - S'inscrire pour visiter.

VENTE au Palais de Justice de NANTERRE  
le JEUDI 21 JUIN 1990, à 14 heures

APPARTEMENT à COLOMBES (92) 98 à 116, rue Youri-Gagarine - 2, rue Frankenthal 45 à 55, avenue de l'Europe. compr. : 5 pièces, entrée, trois pièces, cuisine, salle d'eau et w.c. C.AVE - SÈCHOIR - PARKING. MISE A PRIX : 180 000 F. S'adresse : Maître Michel POUCHARD, avocat à ANNIERES (93600), 9, rue Robert-Lavigne. Tél. 47-29-94-14. Et à la vente près le Tribunal de Gde Instance de NANTERRE. Et sur les lieux pr. visit., le JEUDI 14 JUIN 1990, de 14 h à 15 h, et le MARDI 19 JUIN de 11 h à 12 h.



## COMMUNICATION

L'étrange ascension  
de M. Gian Carlo Parretti

Suite de la page 23

Selon le magazine américain, M. Cabassi affirme que l'ancien serveur d'Orvieto « n'était pas en mesure de lui vendre ces hôtels » appartenant en fait au sénateur de Palerme Graziano Verzotto, exilé depuis 1975 au Liban à la suite d'enlèvement avec la mafia. De plus, l'une des deux compagnies d'assurances que M. Parretti affirme avoir achetée puis revendue reste la propriété du groupe Cabassi jusqu'en 1986.

Quelle est alors l'origine du million de dollars déposé en 1984 dans l'Interpart, suivi de 4 millions de dollars en avril 1985 et de 55 millions de dollars en décembre 1986 ? Toutes sommes investies en cash dans le holding luxembourgeois.

La question se pose à nouveau lorsqu'en 1987 M. Parretti rachète une autre société qui sommeillait depuis des années à la Bourse de Luxembourg, Finatourinvest. L'homme d'affaires italien la rebaptise du nom d'Interpart et décide d'augmenter de plus de trente fois son capital social. Les autorités bourgeoises luxembourgeoises s'inquiètent, suspendent la cotation du titre et demandent des garanties sur la pro-

venance des investissements. Faute de réponse satisfaisante, la société est - fait exceptionnel - radiée de la cote le 28 février 1989.

Même si ces changements de noms continus ne facilitent guère l'analyse de la nébuleuse Parretti, il semble bien qu'aujourd'hui les deux Interpart jumelles se soient fondues en une seule société : Comfinance. C'est elle qui détient Pathé France holding et tente, par son intermédiaire, de racheter Pathé-Cinéma. C'est elle qui finance pour 368 millions de dollars le rachat de la Metro Goldwyn Mayer. Sans que l'on ait la moindre information fiable sur la composition de son capital et l'origine de ses investissements.

L'empire du condottiere d'Orvieto présente donc une curieuse physiologie. Au sommet, une source de financement aussi mystérieuse qu'abondante. A la base, des activités souvent déficitaires. Caution, rebaptisée Pathé Communication, affiche un déficit cumulé de 167 millions de dollars sur les trois derniers exercices, Média a perdu 150 millions de francs en deux ans. Chiffres qui doivent être analysés avec précaution car la comptabilité du groupe de

M. Parretti a une forte tendance à illustrer la théorie des vases communicants.

D'où vient donc l'argent de M. Parretti et l'étonnant crédit dont il dispose auprès de certains établissements bancaires, la filiale hollandaise du Crédit Lyonnais notamment ? En l'absence de toute transparence financière, on en est réduit aux conjectures.

Le Liberia  
et la Libye

Dans une longue enquête publiée le mois dernier, le quotidien italien *Corriere della Sera* évoque une étrange piste libérienne. Il est vrai que M. John Beh, ancien ministre du Liberia et proche collaborateur du président Samuel Doe, est administrateur de Comfinance. De plus, M. Parretti serait actionnaire à 49 % d'Air Liberia et propriétaire de deux hôtels dans la capitale, Monrovia. Enfin, lors d'un entretien avec le magazine américain *Forbes*, l'homme d'affaires aurait exhibé un passeport diplomatique libérien sur son nom avec le titre d'ambassadeur itinérant de la république du Liberia.

Une autre piste fait de M. Parretti l'homme-lige de Florio Fiorini, dirigeant du holding suisse Sasea. Les deux hommes se connaissent de longue date. Leurs groupes ont eu de

nombreuses participations communes, notamment dans Média et Renta. Trois dirigeants de Sasea, dont M. Fiorini lui-même, ont siégé au conseil d'administration d'Interpart. Enfin, et surtout, les deux groupes ont une totale complicité dans les opérations d'envergure. La Sasea apparaît derrière Comfinance dans le rachat de la Metro Goldwyn Mayer. C'est elle encore qui en 1988 sauve le groupe Rivaud de l'OPA tentée par Duménil Leblé et la banque Stern pour négocier, en échange, la cession de Pathé-Cinéma à M. Parretti.

Beaucoup plus discret que son compatriote, M. Fiorini est un homme d'affaires tout aussi mystérieux. En 1982, il perd son poste prestigieux de directeur financier du grand holding public italien ENI. Raison officielle du départ : avoir proposé, sans autorisation du conseil d'administration de l'ENI, un plan de sauvetage de la banque Ambrosiano.

Mais on découvre ensuite que M. Fiorini a confié à la banque Ambrosiano 160 millions de dollars de l'ENI, somme qui s'est volatilisée dans le krach de la banque. La justice italienne a longtemps soupçonné, sans pouvoir apporter de preuves formelles, qu'une grande partie de l'argent disparu dans le krach servait à financer des formations politiques et notamment la célèbre loge P2.



M. Fiorini a entretenu également des relations suivies avec la Libye. Le magazine américain *Spy* affirme que l'ENI assurait un débouché italien au pétrole libyen en échange d'avantages financiers conséquents. Le holding d'Etat ne payait immé-

diatement que 60 % et laissait fructifier le reste dans de discrètes filiales bancaires aux Caraïbes. Jusqu'en 1982, ces opérations auraient porté sur plus de 3 milliards de dollars. Or, en 1986, M. Fiorini, désormais à la tête de la Sasea, favorise le rachat de l'Amoco, par la Libyan Arab Foreign Investment Company et prend lui-même 20 % des parts de l'Amoco.

L'ancien directeur de l'ENI se sert-il des holdings luxembourgeoises de Gian Carlo Parretti pour poursuivre ses placements offshore et recycler discrètement certains profits ? Rien de tangible ne permet de l'affirmer.

On comprend que M. Pierre Béné-guy, confronté à l'opacité de ces montages, aux indices concordants sur des filières de financement extra-européennes mais aussi à l'absence de preuves définitives, ait hésité longuement avant d'interdire le rachat de Pathé.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

Une télévision locale pour les Vingt-Quatre Heures du Mass. - TV 24, chaîne hertzienne locale, transmettra pour la deuxième année consécutive, sur l'ensemble du département de la Sarthe, les épreuves des Vingt-Quatre Heures du Mass. Créée pour la circonstance, la chaîne assurera soixante-douze heures d'émissions, dont vingt-neuf heures de direct. Elle a ouvert son antenne le 13 juin, à 17 h 30, et cessera ses émissions dimanche 17 juin à l'issue de la compétition.

PIERRE-ANGEL GAY

## Première journée de grève après l'annonce des suppressions d'emplois

## Les syndicats de la SFP mettent en cause le gouvernement

La Société française de production (SFP) a connu, jeudi 14 juin, sa première journée de grève au lendemain de l'annonce par son PDG, M. Jean-Pierre Hoss, d'un « plan de sauvetage » entraînant la suppression de cinq cents emplois (*le Monde* du 15 juin). En fin d'après-midi, les syndicats ont annoncé un « durcissement du conflit », un « affrontement avec le pouvoir politique » et laissé prévoir « des formes de contestation sortant de l'ordinaire ». Une nouvelle assemblée générale des personnels devait avoir lieu vendredi matin.

« Fossoyeur ! » « Corbeau ! » « Déhors ! » C'est une foule hostile, tendue qui, jeudi matin 14 juin, fait face à son PDG venu, non sans courage, lui expliquer son plan de restructuration. Dans ce studio sombre

des Buttes-Chaumont, les altercations sont vives, les propos sarcastiques, les appels à la raison accueillis avec mépris. Les salariés attendent sans coup férir une motion réclamant le « départ » de M. Hoss et de son équipe. Mais le cœur n'y est pas.

Encore abasourdis par la nouvelle - redoutée pourtant depuis des mois - scripts, décorateurs, cadres, monteurs suivent les consignes de leurs organisations syndicales et votent à la quasi-unanimité « la grève générale et immédiate ». Mais lorsqu'il s'agit de décider l'occupation des locaux, la salle fait le gros dos, rares sont les mains qui se lèvent.

Profondément divisés, les syndicats, qui se livrent depuis des semaines un combat sans merci pour le contrôle du comité d'entreprise - perdu pour la première fois par la CGT au profit d'une coalition réunissant la CFDT, FO et la CGC - refont hâtivement leur unité. Chacun promet, en effet, qu'au-delà de l'émission et des premiers slogans le combat sera difficile. Que le moment

choisi par la direction pour ouvrir les hostilités est favorable, après Roland Garros et à quinze jours du démarrage du Tour de France. Qu'une grève longue aurait toutes les chances de s'enliser, comme celle de 1979, dont les leçons ne sont pas oubliées.

« Il nous faudra faire preuve d'imaginaire », reconnaît ce délégué syndical. Et compter aussi, sans doute, sur la solidarité des autres sociétés de l'audiovisuel public. La présence aux Buttes-Chaumont de dirigeants syndicaux venus de FR 3 ou de l'INA, les premières prises de position des fédérations dénonçant « l'incohérence d'une politique culturelle amorcée lors de l'écroulement de l'ORTF » (FO), ou l'Etat actionnaire « patron de droit divin » (CFDT), montrent bien la dimension presque symbolique du conflit.

Les griefs formulés à l'encontre du PDG quant à son « zèle » devant les consignes gouvernementales et son « inexpérience », les incertitudes qu'il laisse planer, au-delà des suppressions d'emplois, sur le statut futur

des salariés sont finalement peu de chose. Ce n'est pas tant sa personne, ses idées que l'on met en cause que la politique suivie depuis des années par les pouvoirs publics. « Ce n'était pas la peine, assurément, de changer de gouvernement », censure en pleine assemblée l'un des leaders de la CFDT, Jean Lavie.

Pour le personnel, en effet, pas de doute. Ce ne sont ni les corporatismes ni les lourdeurs de la SFP qui sont à l'origine de son insupportable déficit (800 millions de francs cumulés, pour un chiffre d'affaires qui a diminué de 30 % en quatre ans, repassant ainsi sous la barre du milliard de francs). Les coupables se trouvent dans les cabinets ministériels, accusés de saboter sciemment, depuis des années, l'outil public de production.

« Le statu quo est sans issue », affirme M. Jean Voirin, secrétaire général de la Fédération du spectacle CGT. La responsabilité de l'Etat est fondamentale. Il faut revenir sur la logique libérale qui guide les politi-

ques successives depuis des années, reconstruire un grand service public unifié. La SFP n'y perdrait-elle pas ses clients privés ? L'argument est balayé d'un revers de main : « Il faut aller au bout de cette nouvelle logique et renationaliser TFI. La légitimité des chaînes publiques disparaîtrait avec la SFP ».

L'argumentation est irrécusable au ministère de la communication, où l'on estime au contraire que l'Etat fait son devoir. « C'est la première fois, insiste-t-on dans l'entourage de M. Catherine Tasca, que les pouvoirs publics s'engagent aussi fortement en faveur de la SFP. L'Etat s'apprête à apporter à la SFP 500 millions de francs, alors que ses déficits ont été jusqu'ici comblés par des prélèvements sur les excédents de publicité réalisés par les chaînes publiques. » A la direction de l'entreprise donc de négocier avec ses salariés les modalités des suppressions d'emplois. Reste à savoir s'il y a réellement quelque chose à concéder.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## INVITATION

GROUPE  
CGE

**CGE  
donne  
rendez-vous à  
ses actionnaires  
le 26 juin 1990**

L'Assemblée générale mixte, ordinaire et extraordinaire, de CGE aura lieu le 26 juin 1990 à 14 h 30, au Palais des Congrès, 2, place de la Porte Maillot, à Paris.

Les actionnaires souhaitant assister à cette Assemblée peuvent le faire en demandant, s'ils ne l'ont déjà fait, avant le 21 juin 1990, une carte d'admission à l'intermédiaire financier auprès duquel sont déposées leurs actions. Les actionnaires préférant voter par correspondance ou par procuration peuvent, s'ils ne les ont déjà reçus, demander les documents nécessaires également à leur intermédiaire financier, à qui ils devront les renvoyer pour que celui-ci les reçoive au plus tard le 21 juin 1990.

Dans tous les cas, les actionnaires doivent immobiliser leurs titres au plus tard le 21 juin et jusqu'au 26 juin 1990 inclus auprès de leur intermédiaire financier.

Au cours de cette Assemblée générale, les actionnaires seront appelés à approuver les comptes de l'exercice 1989 et la distribution correspondante, à ratifier la cooptation d'un administrateur, à fixer les jetons de présence alloués au Conseil d'administration et à autoriser celui-ci

à opérer en bourse sur les actions de la société pour en régulariser le marché et à émettre diverses valeurs mobilières.

Par ailleurs, des modifications statutaires seront soumises à l'approbation des actionnaires, en particulier une nouvelle dénomination sociale de la Compagnie, à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1991 :

**ALCATEL ALSTHOM  
COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ**  
ou en abrégé «ALCATEL ALSTHOM», afin notamment, en adoptant les noms de ses deux principales filiales, de bien faire ressortir la vocation industrielle et opérationnelle de la Compagnie et du Groupe tout entier.

Pour les actionnaires qui ne peuvent assister à l'Assemblée générale, CGE en publiera un compte rendu dans la presse dans les jours qui suivront.

**COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ - CGE**  
Relations avec les Actionnaires  
Minitel : 36 15 CGE • Téléphone : (1) 42 561 561

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DÈS  
A PRÉSENT

Toutes les informations  
concernant les dates  
des Assemblées Générales  
des actionnaires  
et la mise à disposition  
des rapports annuels  
seront disponibles sur :

**3615 LM**  
puis  
**AVIS**

Un récapitulatif  
des entreprises  
ayant communiqué  
sur ces sujets  
paraîtra  
tous les samedis  
(daté dimanche-lundi),  
dans nos colonnes.

CHRYSLER



NOUVEL ACCUEIL  
BOUTES CHAUMONT  
RUE SIMON BO  
PARIS 42 08

Bazarin

ASSOCIA

Session

appel

Session

convenant

Session

convenant

Session

convenant

Session

convenant

Session

convenant

Session

convenant

Session

convenant







## MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 15

## Assemblée générale de la filiale de la BNP

## La BIAO est mise en liquidation « amiable »

A une très large majorité, les actionnaires de la BIAO (Banque internationale pour l'Afrique occidentale), réunis jeudi 14 juin, en assemblée générale extraordinaire, ont voté « la dissolution anticipée de la société et sa mise en liquidation amiable ».

C'est M. Jacques Piot, ancien directeur de la Banque française pour le commerce extérieur (BFCE) et ancien président du Tribunal de commerce qui, en sa qualité de liquidateur, sera chargé de vendre les actifs de la BIAO et d'assurer la sécurité des dépôts. M. Piot est bien connu de la BNP, actionnaire principal de la BIAO, puisqu'il a déjà opéré comme liquidateur de l'Union méditerranéenne de banque (UMB) en janvier 1985, un établissement consorcial franco-algérien. C'est

donc avec lui que la BNP négociera au cas par cas, le rachat des filiales africaines de la BIAO - celles du Sénégal, de Côte d'Ivoire, et du Cameroun exceptées - pour ensuite les fusionner avec les banques de son réseau africain, les BICI (Banques internationales pour le commerce et l'industrie). Autant d'opérations complexes qui devront tenir compte d'une forte rivalité entre établissements traditionnellement concurrents, rivalité qui s'incarne souvent dans le fait que les salariés de chaque établissement appartiennent à des ethnies différentes.

La BIAO Gabon envisage cependant de porter plainte contre la BNP pour « abus de confiance » et aurait confié le dossier à M. Jacques Vergès.

Y. M.

## Révisant à nouveau ses prévisions

## Philips annonce un bénéfice annuel « très bas » en 1990

AMSTERDAM  
de notre correspondant

Pour la deuxième fois, en l'espace de six semaines, Philips a révisé à la baisse ses prévisions de bénéfices, au terme de l'exercice en cours. Le niveau des gains sera, cette année, « très bas », a indiqué, jeudi 14 juin, la direction de la multinationale, sans attendre la fin du second trimestre, Philips a, en effet, annoncé que les résultats de ses opérations, au mois d'avril, mai et juin, seraient « considérablement inférieurs » à ceux enregistrés à la même époque l'an dernier.

Le bénéfice net tiré de l'activité normale de l'entreprise s'est en effet établi à 179 millions de florins (537 millions de francs). Les résultats définitifs du trimestre en cours seront rendus publics le 9 août prochain, mais Philips a préféré annoncer, dès maintenant, la couleur, en se basant sur le marché - visiblement chaotique - des affaires en avril et en mai.

Dans la foulée, la multinationale prévient que, sur l'ensemble de l'année, son bénéfice net, hors plus-values exceptionnelles, sera inférieur à ce qui avait été annoncé. Début mars, le président Van der Klugt, avait prévu une progression d'ensemble des résultats par rapport à 1989. Mais, début mai, Philips avait mis un premier bémol, en annonçant que l'amélioration du bénéfice net, provenant de l'exploitation normale, « serait difficile ». Ce bénéfice s'était élevé, l'an dernier, à 792 millions de florins (2,37 milliards de francs), en augmentation de 49 % par rapport à 1988. Cette année, la tendance sera inverse et le bénéfice

s'établira « à un niveau très bas ».

Comme seule explication, la firme d'Eindhoven invoque le coût « des mesures de restructuration » que doit annoncer M. Jan Timmer, le nouveau président, dans les semaines à venir. Certains journaux néerlandais en déduisent que M. Timmer se prépare à financer la reorganisation de l'entreprise en une fois, pour obtenir de meilleurs résultats dès 1991.

En attendant, la Bourse d'Amsterdam n'a pas su gré à la multinationale d'avoir, cette fois, joué cartes sur table : l'action Philips a perdu 4,46 %, cédant à 32,10 florins (96,30 F), soit une dépréciation d'environ 25 % par rapport au début avril.

CHRISTIAN CHARTIER

□ Jacobs Suchard rachète le chocolat britannique Lesma. - Le groupe suisse Jacobs Suchard a convaincu le groupe britannique alimentaire Rankin Hovis McDougall de lui céder Lesma, spécialiste du chocolat de nappage. C'est la division Van Houten de Suchard qui intégrera Lesma, selon le communiqué publié jeudi 14 juin par le groupe suisse à Zurich. La transaction qui doit encore être soumise à l'approbation du Commerce et de l'Industrie devrait avoir lieu vers le 15 juillet. Le groupe suisse a acquis Lesma pour 67,5 millions de livres (environ 650 millions de francs) mais est encore susceptible d'ajustements, précise Suchard. Implanté à Banbury, dans l'Oxfordshire, le chocolatier Lesma a réalisé l'an passé (exercice clos en septembre 1989) un résultat net de 7,1 millions de livres pour un chiffre d'affaires de 71 millions.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Securicic  
Le SIGAV MONETAIRES

Comptes de l'exercice 1989-1990 clos le 30.03.1990 approuvés par le Conseil d'Administration du 6 juin 1990 présidé par M. Michel Tassart.  
Actif net au 30.03.1990 : F 3.561.654.580  
Taux actuariel du 31.03.1989 au 30.03.1990 : + 8,87 %  
Performance entre le 29.12.1989 et le 05.06.1990 : + 3,94 % soit 9,27 % annualisés  
Valeur liquidative au 05.06.1990 : F 1.469,07 après division des actions le 28 novembre 1989  
Capitalisation des revenus de l'exercice (Décision de l'A.G.E. du 24 novembre 1989).  
Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires le 19 juillet 1990 à 15 heures.

Consultez les valeurs liquidatives de nos Sicav et FCP sur Minitel 36.15 code ASSOCIC.

GROUPE CIC

Banques CIC. En intelligence avec vous.

IEN  
INTERTECHNIQUE

## CONVOCAZIONE A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Le conseil d'administration de la société a décidé de convoquer, pour le 19 juin 1990, à 11 heures, siège social, 61, rue Pierre-Curie, 75370 Plaisir, une assemblée générale ordinaire appelée, notamment, à statuer sur les comptes de l'exercice 1989.

Les actionnaires désirant assister à cette assemblée devront faire la demande d'une carte d'admission auprès de l'établissement dépositaire de leurs titres.

Les documents relatifs à cette assemblée ainsi que les formulaires de vote par correspondance ou par procuration pourront être demandés, par lettre recommandée avec accusé de réception, à partir du 1<sup>er</sup> juin 1990, au siège social de la société : 61, rue Pierre-Curie, 75370 Plaisir.

## NEW-YORK, 14 juin ↓

## Nouvelle consolidation

Deuxième séance de consolidation, jeudi, à Wall Street. Une nouvelle vague de ventes bénéficiaires a déferlé sur le marché, mais la Bourse new-yorkaise a bien encaissé le coup. Mieux, un instant, elle réussissait à battre son record d'altitude. Finalement, à la clôture, l'indice des Industriels s'élevait à 2 928,21, soit à 1,74 point en dessous de son niveau. En séance, il avait atteint le niveau 2 943,56. Le bilan de la journée est toutefois d'une qualité inférieure à ce résultat, puisque, sur 1 960 valeurs traitées, 903 ont monté, 551 seulement ont monté tandis que 506 ne variaient pas.

L'annonce d'une hausse de 0,3 % des prix de gros en mai n'a eu aucun effet particulier sur le marché. En revanche, les opérateurs ont été attentifs aux révisions en baisse des bénéfices des entreprises faites par les analystes. En particulier, dans le colimateur, les valeurs technologiques ont été assez déprimées. Cela étant, un certain optimisme s'est fait jour autour du « Big Board » en prévision de la publication, vendredi, de l'indice des prix de détail pour mai. Selon les analystes, un bon chiffre pourrait relancer l'espoir d'un assouplissement de la politique de crédit du Fed. Le volume des transactions a diminué. Il a porté sur 135,70 millions de titres contre 158,91 millions la veille.

VALEURS	Cours de 13 juin	Cours de 14 juin
Alcoa	42 1/4	42 3/8
AT&T	43 1/4	43 3/8
Banque	83 3/4	80 1/8
Chemical Bank	33 1/4	34 1/8
Deere	39 3/8	39 1/4
Eastman Kodak	41 3/4	42 1/8
General Motors	38 1/8	38 1/2
Ford	46 1/2	46 3/8
General Electric	70 1/4	69 5/8
General Motors	39 1/8	38 5/8
Goodyear	34 1/8	34 3/4
IBM	124 1/4	124 1/2
ITT	59 1/4	59 1/8
Metall Oil	62 5/8	62 1/4
Rockwell	66 1/8	66 3/8
Schlumberger	57 1/2	57 1/4
Tempco	58	58 3/8
Union Carbide	108 5/8	108 1/4
US Steel	20 1/4	20 1/4
Westinghouse	33 1/2	33 1/8
Xerox Corp.	47 7/8	48 1/8

## LONDRES, 14 juin =

## Consolidation

Après la forte progression mercredi (1,48 %) ayant permis à l'indice Footsie de repasser au-dessus de la barre des 2 400 points, l'heure était à la consolidation à la City. Cet indice a terminé en léger recul (2,4 points) à 2 403 sur un marché qui s'est montré plutôt actif avec 657,4 millions de titres échangés contre 607,2 millions la veille. Les cours des valeurs ont reviré légèrement à la baisse en fin de séance, jeudi, au Stock Exchange, dans le sillage de l'ouverture faible de Wall Street. La publication, vendredi, des chiffres de l'inflation en Grande-Bretagne et de la balance commerciale américaine. La fermeté du marché à terme et l'espoir d'une entrée prochaine de la livre dans le Système monétaire européen avaient initialement soutenu la tendance. Les immobilières, les magasins et les bancaires se sont effrités tandis que les pétrolières et les métallurgiques ont resté fermes. Royal Electronic s'est nettement replié à la suite de commentaires défavorables après la publication de ses résultats mercredi. Le constructeur de sous-marins VSEL s'est envolé à la suite de l'annonce d'une hausse de 80 % de son bénéfice annuel.

## FAITS ET RÉSULTATS

□ Rhône-Poulenc reçoit l'Oscar de l'exportation. - Le groupe Rhône-Poulenc, numéro un français de la chimie, vient de se voir décerner le Centre de France du commerce extérieur (CFCE) et le Nouvel Economiste le titre d'exportateur de l'année 1990. Le prix a été remis, mercredi 13 juin, à M. Jean-François Fautou, président de Rhône-Poulenc, par M. Jean-Marie Rauch, ministre du commerce extérieur.

□ Standard and Poor baisse la notation financière de Chrysler et Ford. - L'agence de notation financière Standard and Poor's a annoncé, jeudi 14 juin, un abaissement de la notation de la qualité de la dette des constructeurs automobiles Chrysler et Ford Motor Co. confrontés à une crise des ventes sur le marché automobile. Standard and Poor's a toutefois maintenu à son niveau actuel la notation du premier constructeur automobile américain, General Motors.

□ Dolios prend 35 % dans Pharmaplanet. - Les laboratoires homéopathiques français Dolios ont pris une participation de 35 % dans le capital des laboratoires Pharmaplanet, spécialisés dans la phytothérapie, a indiqué, jeudi

## PARIS, 14 juin ↑

## Coup de frein à la hausse

Pour la troisième journée consécutive, la tendance s'est mise à la hausse, jeudi, Rue Vivienne. Mais une hausse de type «yo-yo». Alors que la veille le mouvement s'était accéléré, cette fois, il s'est ralenti, pour s'inverser, après que l'on ait pu croire un instant qu'il allait suivre une évolution comparable. Tout juste positif à l'ouverture matinale (+ 0,03 %), l'indice CAC-40 avait enregistré vers 11 heures une progression de 0,45 %. Mais son avance ne réduisait ensuite et, à 13 heures, elle n'était plus que de 0,29 %. Plus tard dans l'après-midi, l'indicateur passait deux fois dans le rouge avant d'achever sa course à 0,12 % au-dessus de son niveau précédent.

Hésitation ou attentisme ? L'annonce dans la matinée d'une hausse de l'indice des prix de détail de 0,2 % seulement en mai (contre 0,3 % le mois précédent) avait produit une excellente impression sous les lampes. Mais la publication, peu après, de l'état de la balance des paiements courants pour avril, avec le retour d'un déficit de 4,2 milliards de francs (contre un excédent de 1,8 milliard en mars), a quelque peu rafraîchi l'atmosphère. Dans ces conditions, nombre d'opérateurs ont préféré se réfugier dans l'expectative. D'importantes statistiques économiques doivent encore tomber aux Etats-Unis, et, vu la multiplication des signes de freinage sévère, beaucoup attendent confirmation du phénomène. Jeudi, c'était l'indice des prix à la production pour mai qui était attendu. A la veille du week-end, les prix à la consommation pour le même mois devaient être rendus publics.

L'événement de la journée a été la nouvelle et forte baisse du prix de l'or à Londres, fortement retombé à 346,75 dollars l'once (contre 350,50 dollars mercredi en fin d'après-midi).

A Paris, le lingot de 1 kilo a subi d'un coup 1 650 francs à 83 350 francs, et le napoléon 11 francs à 380 francs.

## TOKYO, 15 juin ↓

## La baisse revient

Après deux journées de hausse modérée, la baisse est revenue, vendredi, sur le marché japonais. La séance s'était pourtant ouverte sur une note encore relativement ferme puisqu'un an de maturité l'indice Nikkei enregistrerait une avance de 236,4 points. Mais il devait rapidement se retourner et finir en clôture à 32 538,40, soit à 129,71 points (0,40 %) en dessous de son niveau précédent. Hausses et baisses ont été d'un nombre à peu près comparable (443 contre 477), 198 valeurs n'ayant, d'autre part, pas varié d'un point. Ce tassement en fin de parcours était généralement attribué au manque d'affaires (450 millions seulement de titres échangés, contre la veille). Bien des investisseurs attendent, en effet, la publication des derniers statistiques économiques américaines sur les prix de détail pour avoir une idée plus précise sur l'évolution des taux.

VALEURS	Cours de 14 juin	Cours de 15 juin
Alcoa	100	120
Banque	83 3/4	80 1/8
Chemical Bank	33 1/4	34 1/8
Deere	39 3/8	39 1/4
Eastman Kodak	41 3/4	42 1/8
General Motors	38 1/8	38 1/2
Ford	46 1/2	46 3/8
General Electric	70 1/4	69 5/8
General Motors	39 1/8	38 5/8
Goodyear	34 1/8	34 3/4
IBM	124 1/4	124 1/2
ITT	59 1/4	59 1/8
Metall Oil	62 5/8	62 1/4
Rockwell	66 1/8	66 3/8
Schlumberger	57 1/2	57 1/4
Tempco	58	58 3/8
Union Carbide	108 5/8	108 1/4
US Steel	20 1/4	20 1/4
Westinghouse	33 1/2	33 1/8
Xerox Corp.	47 7/8	48 1/8

## PARIS :

## Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amaz. Assoc.	435	438	BZ	301	301
Ayssel	105	105	LP.B.M.	138	138
B.A.C.	238	238	Loca Invest.	304	304
B. Dreyfus Ass.	580	580	Locom.	147	147
Bouygue	184 50	184 50	Maz. Contr.	205 50	205 50
B.C.M.	880	880	Mécl.Mécl.	236	236
Bovon (L.)	385	388	Mécl.	243	243
Bolser (Lyon)	252 40	252 40	Novale-Démes	1275	1275
Chies de Lyon	3410	3420	Ovren Logist.	580	589
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	1273	1280	Om. Gest. Fin.	585	585
Calson	550	545	Prasol	509	509
Ceriff	688	684	Presbourg	93	93
C.E.F.	365 60	365 60	Présence Assur.	427	427
C.E.G.P.	282	282	Publi-Papier	820	820
C.F.P.	278	278	Rail et Alacoste	570	570
Croquet d'Origny	710	710	Rhône-Alp. Eco. (L.)	321	321
CALIM	1350	1350	S.H. Magdon	289	289
Codator	305	305	S.C.E.P.M.	680	680
Comarag	352	352	Scip. L.	332	332
Comptons	1120	1124	Solac Invest. (L.)	104	104
Croquet	365	369 80	Solac	534	534
Dafra	210 50	210 50	S.M.T. Group	278	278
Dauphin	738	738	Sopra	211	211
Desquenne et Gail	251	251	Sura	312	312
Deviery	1375	1375	TFI	328 80	328 80
Dewille	481	481	Thomson H. (L.)	375	375
Dolcos	178 80	178 80	Unilog	185 40	185 40
Edisons Belton	270	270	Union Fin. de Fr.	480	480
Eyres Invest.	14 85	14 85	Vel et Cie	180	180
Euro Populaire	188	188	Yves St Laurent	1125	1125
Finacor	200	200			
Genor	800	800			
GFF (group. fin.)	482 80	482 80			
Grand Lure	470	470			
Georgi	244	244			
Gurrol	1020	1020			
I.C.C.	287	287			
IDA	340	340			
Idemsa	188	188			
U.S.S.	1280	1280			

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15 TAPEZ  
LE MONDE

## Marché des options négociables le 14 juin 1990

Nombre de contrats : 15 675.

VALEURS	PRIX exercice	Options d'achat	Options de vente
		juin dernier	sept. dernier
Bourgeois	680	4	-
CCE	600	31,50	42
EDF-Aquitaine	600	65	1
Euromat SA-PLC	50	1,80	4,80
Euro Disneyland SC	110	-	6,50
Havas	637	-	-
Lafarge-Coppée	425	45	1,50
Michelin	140	0,03	3,30
Midi	1 300	28	15
Paribas	640	5,50	13,50
Paribas-Bicard	1 417	-	7,50
Pengout SA	840	-	45
Rhône-Poulenc CI	380	-	85
Saint-Gobain	600	1	12
Sources Pervier	1 700	-	48
Société générale	600	4	28
Suez Financière	440	12	28,50
Thomson-CSF	110	15,20	15

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 14 juin 1990

Nombre de contrats : 78 786

COURS	juin 90	septembre 90	décembre 90
Dernier	101,54	101,66	101,84
Précédent	101,26	101,34	101,38

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
	sept. 90	déc. 90
102	1,42	1,91
	1,22	1,63

## INDICES

## CHANGES

Dollar : 5,70 ↑

Le dollar s'inscrit en légère hausse en Europe le vendredi 15 juin. Les opérateurs attendaient la publication, dans l'après-midi, des résultats du commerce extérieur américain au mois d'avril. A Paris, la devise américaine s'échangeait à 5,70 francs contre 5,685 francs la veille à la cotation officielle. Après s'être stabilisée jusqu'à la fin du mois, la livre sterling reprend le chemin de la hausse, à 9,74 francs contre 9,7180 francs la veille au jour.

FRANCFORT 14 juin 15 juin

Dollar (en DM) 1.498 1.495

Tokyo 14 juin 15 juin

Dollar (en yen) 153,53 154,92

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (15 juin) 10 - 10 1/8 %

New-York (14 juin) 8 1/4 - 8 5/16 %

## BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 29-12-89)

13 juin 14 juin

Valeurs françaises 99,10 99

Valeurs étrangères 99,90 94,80

(SBF, base 100 : 31-12-81)

Indice global CAC 542,86 543,16

(SBF, base 1000 : 31-12-87)

Indice CAC 40 2 025,59 2 028,08

NEW-YORK (Indices Dow Jones)

13 juin 14 juin

Industrielles 2 929,95 2 928,22

LONDRES (Indices « Financial Times »)

13 juin 14 juin

Industrielles 1 933,20 1 928,60

Mines d'or 179,90 168,20

Fonds d'Etat 79,63 79,95

TOKYO

14 juin 15 juin

Nikkei Dow Jones 32 688,11 32 538,40

Indice global 2 399,97 2 396,40

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	ONE MONTH		TWO MONTHS		SIX MONTHS		
	\$ base	\$ base	up or down	\$ base	up or down	\$ base	up or down	
E.-U.	5,6940	5,6960	+ 65	+ 75	+ 140	+ 160	+ 475	+ 530
can.	4,8684	4,8663	- 172	- 139	- 342	- 293	- 778	- 683
Yen (100)	3,6828	3,6858	+ 66	+ 84	+ 143	+ 171	+ 464	+ 524
DM	3,3613	3,3638	+ 38	+ 54	+ 83	+ 104	+ 234	+ 287
Marin	2,9874	2,9990	+ 26	+ 39	+ 61	+ 81	+ 189	+ 239
S (100)	16,5245	16,3390	- 71	- 51	- 43	+ 131	+ 214	+ 626
S (1000)	16,5245	16,3390	- 71	- 51	- 43	+ 131	+ 214	+ 626
F (1000)	4,5790	4,5843	- 86	- 23	- 144	- 175	- 253	- 331
	9,7282	9,7293	- 436	- 374	- 857	- 766	- 2088	- 2037



## BOURSE DU 15 JUIN

36-15

**SICAV** (sélection)

**(sélection)**

14/0

**COURSES**

### Marché libre de l'o

**REFUGIARIES**

## FINANCIÈR

e : coupon détaché - o : offert - <sup>a</sup> : droit détaché - d : demande - <sup>o</sup> : prix précédent - ■ : marché continu



S'appuyant sur un rapport du CERC

## M. Rocard annonce que le rattrapage du pouvoir d'achat a commencé depuis deux ans

Le rattrapage du pouvoir d'achat a commencé depuis deux ans, déclare M. Michel Rocard dans un entretien publié vendredi 15 juin par notre confrère Nord-Eclair. Le premier ministre cite à l'appui de ses dires le prochain rapport du CERC (Centre d'études des revenus et des coûts), qui actualise - comme c'est la tradition - l'évolution du pouvoir d'achat des revenus salariaux (privés et publics), non salariaux, des revenus du « patrimoine de rapport » et des revenus sociaux.

Le rapport du CERC ne sera rendu public que le 5 juillet. Mais, d'après nos informations, il aboutit à deux conclusions : sur les trois dernières années les écarts d'évolution entre salaires publics et salaires privés se sont beaucoup atténués ; les écarts d'évolution du pouvoir d'achat entre revenus salariaux et non salariaux subsistent mais ont tendance à s'affaiblir.

Les revenus salariaux, d'abord. Dans le secteur public, le pouvoir d'achat du salaire brut moyen, qui tient compte des variations d'effectifs et repose donc sur la masse salariale, progresse de 0,7 % à 0,8 % par an sur les trois dernières années (1987-1988-1989). C'est un chiffre sensiblement équivalent qu'on retrouve pour le secteur privé. Si l'on défalque les cotisations sociales pour avoir une évolution du pouvoir d'achat net, on arrive à une progression très faible, de l'ordre de 0,1 % à 0,2 % par an pendant les trois années. Mais ces calculs en masse salariale ne correspondent pas bien à l'évolution du pouvoir d'achat de chaque agent de la fonction publique. Aussi le CERC calcule-t-il également un pouvoir d'achat par « personne présente » entre le début et la fin de l'année. Le résultat est alors plus positif : le pouvoir d'achat progresse de 1,6 % par an sur les trois années. On voit également que 1989 rattrape, avec + 3 %, le retard pris au cours des

années précédentes. Une fois les cotisations sociales déduites, il reste encore une amélioration appréciable, de l'ordre de 1 % par an, sur la période de trois années étudiée.

Dans le secteur privé, le pouvoir d'achat du salaire moyen progresse de 1 % par an - en brut - sur la période de 0,4 % en net. C'est-à-dire une fois les cotisations déduites. Ces évolutions sont assez proches de celles du secteur public (+ 0,7 % et + 0,1 % à 0,2 %). Reste que les comparaisons public-privé sont difficiles dans la mesure où il n'existe pas - ou pas encore - d'évaluation des mouvements du pouvoir d'achat des « présents-présents » dans le secteur privé. Tout au plus certaines estimations qui n'ont pas encore de valeur indiscutable donnent à penser qu'il faudrait ajouter environ 1 % de pouvoir d'achat aux calculs en masse salariale pour avoir une évolution individuelle dans le secteur privé. On aurait alors - mais ces chiffres ne sont pas donnés dans le rapport du CERC - une progression de 2 % par an en brut et de 1,4 % en net pour les salariés du privé, comparable aux + 1,6 % et + 1 % en net du secteur public.

Restent les revenus non salariaux, dont le pouvoir d'achat a continué d'augmenter vite mais s'est tout de même un peu ralenti, encore que dans ce secteur les évolutions soient très disparates. L'alimentation et le commerce progressent de 1 % par an sur la période, les services de 3 % en 1989, après 7 % à 8 % en 1988 et 8 % à 9 % en 1987. Les professions médicales et para-médicales voient leur pouvoir d'achat augmenter de 1 % par an, mais stagner pour les seuls médecins. Les pharmaciens baissent de 6 % en 1989, après avoir progressé de 16 % à 17 % en 1988. Les grands gagnants sont les professions du secteur café-bôtels-restaurants, qui progressent beaucoup mais rattrapent, note le rapport, les retards pris il y a cinq ans.

Les revenus du capital, enfin, ont continué de progresser plus vite que les revenus salariaux, du

fait notamment de la hausse des taux d'intérêt. Le CERC calcule ce qu'il appelle les « performances des produits » qui tiennent compte à la fois des revenus et des plus-values. Les résultats, s'ils sont très bons dans l'ensemble, sont assez différents d'un produit à l'autre. Ainsi les performances des actions sont bonnes, alors que celles des obligations sont moins bonnes, si leurs revenus augmentent, leurs cours baissent, entraînant des moins-values. Les différences sont également sensibles pour le logement : rendements faibles (loyers)

mais plus-values souvent énormes. Phénomène auquel s'ajoute une opposition totale entre Paris et la province, les plus-values étant très importantes dans la capitale mais moins en province, alors que les loyers sont plus rentables en province qu'à Paris.

Tel est, dans ses grandes lignes, le constat du CERC qu'on connaît en détail d'ici trois semaines et qui semble montrer des évolutions dans l'ensemble moins inégales du pouvoir d'achat des différentes catégories de revenus.

ALAIN VERNHOLES

Selon M. François Hollande, rapporteur de la commission des finances

## Le budget militaire en 1991 atteindrait 200 milliards de francs

M. François Hollande, député PS de la Corrèze et rapporteur spécial des crédits militaires à la commission des finances de l'Assemblée nationale, a estimé, jeudi 14 juin, que « la sagesse commande pour 1991 de maintenir en l'état notre posture de défense », même si le débat actuel (le Monde du 13 juin) sur la révision de la programmation militaire 1990-1993 est « légitime ».

Devant ses collègues réunis au Palais-Bourbon, M. Hollande a considéré que le budget de la défense pour 1991 devrait être de l'ordre de 199,8 ou 200 milliards de francs, soit une hausse de 5,5 % en francs courants par rapport à 1990 et de 2,8 % si l'on tient compte de l'inflation prévisible.

« Rien ne serait pire, a ajouté le député socialiste, que de prendre des décisions en matière d'équipement militaire qui se révéleraient prématurées, car elles seraient irréversibles. Rien n'est encore acquis. Tout est incertain. Le potentiel militaire contre l'Europe occidentale est toujours là pour l'essentiel. Si les menaces de l'Est s'atténuent, celles liées aux troubles du tiers-

monde s'aggravent. Il reste donc nécessaire de maintenir les capacités - essentiellement navales et aéronavales - qui permettent à la France de participer au cas échéant à la gestion des crises mettant gravement en cause les engagements français. »

Cette prise de position du rapporteur de la commission des finances rejoint grosso modo celle du président de la commission de la défense, M. Jean-Michel Boucheron, député PS d'Ille-et-Vilaine, qui, au début de cette semaine, a fait savoir qu'il n'est pas question d'anticiper en 1991 un quelconque désarmement qui n'est pas aujourd'hui assuré. M. Boucheron répondait, de la sorte, au président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, qui souhaitait que le budget militaire soit réexaminé dans la perspective que la France « commence d'engranger les dividendes de la paix ». Le président de la commission de la défense n'est pas hostile à cette révision de la programmation militaire, mais il la situe en 1991, pour la préparation du budget pour 1992.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Trop bonne

ELLE est vraiment bonne fille, dites donc, la démocrate, tolérante, souple, confiante et drôlement permissive. Pas fière pour deux sous avec ça ! Le Pen lui crache dessus en plein Parlement européen, un gros glaviot roulé, joues gonflées, et reçu - tiens, attrape, espèce de saleté - par un député belge, et elle réagit à peine. Elle nous raconte ça dans les médias, sur le ton d'une maîtresse d'école chahutée par des gamins en récré : il y en a vraiment, je vous jure, ils sont d'un mal élevé !

Pareil en Roumanie. On lui fait de l'œil, on la drague : Viena, chérie, on va te montrer les images d'un joli carnage à Timisoara. Tiens, regarde un peu tous ces corps cravés par cette vilaine brute - tu sais, le Dracula des Carpates - qui t'a snobée, insultée sans jamais réussir à te fâcher. Tu continuais même à le fréquenter. On t'en a débarrassée. On lui a fait la peau, à sa femme aussi pendant qu'on y était. On leur a dressé un procès en règle, les tiennes de règles. Un peu tordu, un peu vite expédié, d'accord, mais bon, vu les circonstances !

Et puis là, maintenant, on va faire des élections, des vraies, des régulières. Tu nous crois pas ? Tu te méfies ? T'as peur qu'après quarante ans de stalinisme pur et dur on retombe dans nos vieilles ornières ? Non, pas du tout. C'est-à-dire que vous êtes parfaitement sincères, simplement, si ça vous annule pas trop, je ferais un saut, ce jour-là. Je parle pas un mot de la langue, j'ignore tout des pressions exercées par les chefs de l'ex-PC sur leurs cochons d'administrés, mais ça me permettrait d'observer ce que vous voudrez bien me montrer et de m'assurer que tout s'est bien passé.

Très bien, merci ! Mieux a fait à peine cinq points de moins que les 91 % obtenus à coups de pied au cul par son ex-patron et elle a pas tiqué, la démocrate. Au contraire. Elle a mis genou à terre devant la souveraineté de ce peuple libre, très, très libre de disposer de lui-même. Et puis là, aujourd'hui, quand il se fait tabasser, incarcérer, assassiner, elle fronce un sourcil étouffé : C'est bientôt fini, oui ? Vous allez arrêter de vous bagarrer ? En voilà des manières !

■ ESPAGNE : assassinat d'un colonel à la retraite. - Un colonel à la retraite de l'armée espagnole a été tué, vendredi matin 15 juin, dans un attentat qui a eu lieu dans le centre de Valladolid. Selon la police, Manuel Lopez Munoz, âgé de soixante ans, a été tué d'une balle dans la tête au moment où il quittait son domicile. L'attentat n'a pas été revendiqué. Mercredi dernier, un autre officier, également à la retraite, Jose Lasanta Martinez, avait été assassiné à Saint-Sébastien de la même façon.

■ ROUMANIE : M. Ion Ratiu momentanément emmené hors de son domicile. - Le chef du Parti national paysan, M. Ion Ratiu, a été momentanément emmené hors de son domicile, jeudi 15 juin,

lorsque des mineurs ont envahi son appartement à Bucarest. La maison a été mise à sac et pillée, mais M. Ratiu est sain et sauf, ont constaté des journalistes. - (AFP, Reuters).

■ Implantation du groupe Mitsubishi à Besançon. - Le groupe japonais Mitsubishi Corporation vient de signer avec la société SM2E (fabrication de cartes électroniques), installée à Besançon, un accord au terme duquel il prend une participation majoritaire dans cette société franco-ontarienne. Selon les responsables du département du Doubs et de la ville de Besançon, les japonais ont été séduits par le savoir-faire industriel, le potentiel universitaire et de recherche, l'appareil de formation de cette région.

## L'ESSENTIEL

### SECTION A

**Débats**  
Libération : « Un absent sur la photo », par Suzanne Bidaud ; Extrême droite : « L'âme au placard », par Françoise Gaspard ; Sécurité : « Justice et police, ensemble », par Bernard Deleplace et Michel Marcus..... 2

**Le nouveau gouvernement en Israël**  
M. Shamir s'efforce de « calmer le jeu »..... 6

**L'élection du Conseil national provisoire au Koweït**  
Un Parlement croulant aux ordres de la famille régnante..... 6

**Réforme des professions juridiques**  
Les députés « professionnels » font passer le corporatisme avant des engagements politiques..... 7

**Les travaux du Sénat**  
Le débat sur la réforme constitutionnelle..... 7

**Le journal d'un amateur**  
« Tapie », par Philippe Boucher..... 8

### SECTION B

**La grève des magistrats**  
En appelant, le 21 juin, à une grève de la justice, le Syndicat de la magistrature s'en prend à la « solution-rustine » du gouvernement..... 10

**Football**  
En battant la Roumanie, l'équipe du Cameroun s'est qualifiée pour les huitièmes de finale du Mondial..... 11

**Les paris de la Colline**  
Après deux ans d'exercice, Jorge Lavelli tient son pari : créer un répertoire contemporain au Théâtre national de la Colline..... 12

**Un cinéaste finlandais**  
Ali Kaurimäki s'est imposé avec quelques films grinçants, à l'humour inexorable. *Leningrad cow-boys* suit un groupe de rock particulièrement ringard sur les routes américaines..... 14

### SANS VISA

● Le Pérou du bout du lac ● La table ● Les jeux..... pages 15 à 18

### SECTION C

**La CGE majoritaire chez Framatome**  
En rachetant la part de Dumez, M. Suard, le PDG de la CGE, défie le président de la République..... 23

**Polémique sur le logement des immigrés**  
Le maire de Sartrouville attaque la SCIC et les HLM..... 25

**Eurotunnel privé de TGV**  
Faute de subvention publique, le projet de liaison ferroviaire à grande vitesse entre le tunnel et Londres est repoussé..... 25

**Grève à la SFP**  
Les syndicats partent en guerre contre les pouvoirs publics..... 26

### Services

Abonnements..... 4  
Annonces classées..... 27  
Carnet..... 20  
Jours..... 18  
Marchés financiers..... 28-29  
Météorologie..... 22  
Philatélie..... 20  
Radio..... 22  
Loto..... 21  
Spectacles..... 19

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 15 juin 1990 a été tiré à 526 032 exemplaires.

### L'abbé Pierre invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

L'abbé Pierre sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde » dimanche 17 juin de 18 h 30 à 19 h 30.

M. Henri Grouès, devenu l'abbé Pierre, fondateur des Pèlerins d'Emmaüs en 1954, qui avait été résistant et député MRP de Meurthe-et-Moselle de 1945 à 1951, répondra aux questions d'André Passeron et d'Henri Tincq du Monde et de Dominique Pennequin et de Catherine Mangin de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

### Naissance sous la mer

Le plongeur marseillais Jacques Mayol, a annoncé, vendredi 15 juin, qu'un petit garçon était né ce même jour par 1,50 mètre de fond, au large d'une plage du cap d'Agde (Hérault). Ce serait la première naissance de ce type en France. Dans d'autres pays tels que l'Australie, la Nouvelle-Zélande, et l'URSS, plusieurs cas de « naissances sous la mer » ont été signalés. L'accouchement, a eu lieu dans une eau de 16°C. Des plongeurs, un médecin et un professeur d'éducation physique ont aidé la jeune mère.

### MODE : AVIS DE RECHERCHE

... du Président de l'Isère  
« NOUS RECHERCHONS un certain nombre d'acheteuses assidues de tissus. Ces femmes étaient les fidèles clientes de plusieurs de nos excellents confrères. Mais ces magasins de tissus ont dû cesser leurs activités ces derniers temps. »

IL AJOUTE :  
« Je reste dans la tradition du Comité Vendôme dont je suis toujours membre depuis 1972. »  
Que cette évocation rassure les femmes élégantes...

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

### BOURSE DE PARIS

Matinée du 15 juin

### La baisse revient

Apparu quelques brefs instants vingt-quatre heures auparavant, la baisse a fait sa réapparition vendredi matin, rue Vivienne. Le mouvement s'est accentué durant la première heure des cotations. A l'effritement au moment de l'ouverture (- 0,15 %), la tendance s'alourdissait ensuite et vers 11 heures, l'indice CAC-40 accusait un retard de 0,43 %.

**GLOBE**  
LES LOBBIES DE L'ORDRE MORAL  
ENQUÊTE SUR LES NOUVEAUX CENSEURS

LE PLUS GRAND CHOIX DES MEILLEURES MARQUES DE

# LITERIE

CHEZ CAPÉLOU 37 Av. de la République 75011 PARIS  
Tél. (1) 43 57 45 35 M9 Permetteur

**EX.CO.SUP**  
MÉDECINE - PHARMACIE  
De la Terrasse à la 2<sup>e</sup> année  
10 centres de préparation  
CLASSES PRÉPARATOIRES  
Recyclage - Encadrement - Révisions  
12, rue Hautefeuille - 75006 PARIS - Tél. : 46.34.06.33

**LIQUIDATION**

## DES PRIX SACRIFIÉS DERNIERS JOURS

### SUR LES MARQUES DE LUXE

- Costumes pure laine
- Vestes et blousons Valentino
- Pantalons grandes marques
- Robes et jupes
- Chemises grandes marques

### TOUT DOIT DISPARAITRE

Club des Dix, 58, bdg Saint-Honoré, Paris 8  
10h à 18h même le dimanche.  
60 bis, rue de Paris 75000 Saint-Germain-en-Laye

**CLUB des 10**

المجلة